



**Alarm Phone**  
**10 ans d'activité**



Crédit photo couverture :  
Paul Lovis Wagner / Sea-Watch

Forum social mondial devant les bureaux Frontex  
à Dakar, Sénégal, après la Caravane de Bamako  
(Mali) à Dakar, 2011. - Photo : Alarm Phone



Banderole "Ouvrez les frontières" lors d'une CommémorAction à Toulouse, France, le 6 février 2024. - Photo: Laure



CommémorAction à Zarzis en Tunisie, septembre 2022. - Photo : Amélie Janda



watch  
Stop the death on sea  
no more push backs  
Alarm Phone

enterel  
MARCHÉ

P-ER226

Action sur la rivière Spree à Berlin en Allemagne, pour la création de l'Alarm Phone, octobre 2014. - Photo: Alarm Phone

Comité de Suivi du Réseau pour  
La Mobilisation du 06 Février 2016 - Maroc

**NOUS SOMMES TOUS DES MIGRANTS**



**FERRIES  
POUR  
TOUT.E.S**

LES FRONTIÈRES  
TUENT!

CONTRE LA LOI DARMANIN  
SOLIDARITES  
ANARCHISTES

LIBYA  
TIGER POUR VIVRE  
PAS POUR MOURIR

حزب  
18/18  
ZARZIS CRIMES

WE STAND WITH  
LIBYA

THEIR LIFE  
OUR LIGHT  
OUR FATE  
OUR FIGHT  
BURN THE BORDERS

Leur vie notre lumière  
Leur destin notre colère  
CommemorAction ♡

CommemorAction à Marseille, France,  
le 6 février 2024. - Photo : Alarm Phone



Spectacle de lecture non-stop devant le Parlement européen à Bruxelles (Belgique), juin 2023. - Photo : Alarm Phone



# Alarm Phone 10 ans d'activité

11 octobre 2024

# Table des matières

<b>1. Introduction</b>	<b>21</b>
L'Alarm Phone a 10 ans ! Une infrastructure pour la liberté de mouvement	23
<b>2. Histoires de l'Alarm Phone</b>	<b>27</b>
Une date symbolique	29
La situation au Maroc avant l'arrivée de l'Alarm Phone	31
"La dynamique du Printemps arabe se propage dans le monde entier..."	35
Du camp de Choucha à Lampedusa	39
Rester proche des personnes qui font la traversée, malgré des refoulements quotidiens : retour sur histoire de l'Alarm Phone dans la mer Égée	43
Trois décennies de militarisation et de luttes à la frontière franco-britannique: vers de nouvelles modalités de traversées de la Manche	49
<b>3. L'Alarm Phone à travers quatre régions</b>	<b>53</b>
10 ans de réseautage : l'Alarm Phone au Maroc	59
Cela fait bouger les choses ! 10 ans d'Alarm Phone le long de la route de la Méditerranée centrale	69
Des espaces contestés et des massacres impardonnables : la région de la Méditerranée orientale	81
S'organiser de manière solidaire avec les personnes qui traversent la Manche,	101
<b>4. Réflexions sur le genre et les frontières</b>	<b>109</b>
10 ans de l'Alarm Phone et 4 ans du groupe des femmes*	111
Traversées de frontières transféministes	115
<b>5. Criminalisation</b>	<b>119</b>
Résister à la criminalisation de la migration, c'est lutter pour la liberté de circulation	121

<b>6. CommémorAction</b>	<b>131</b>
Série de photos de CommémorActions	132
« Leur vie, notre lumière. Leur destin, notre colère. Ouvrez les frontières! » 10 ans après le massacre de Tarajal	157
Kythira : Retour à la frontière de l'UE où beaucoup ont perdu leurs proches	163
J'aurais pu mourir - Poème de Saliou Diouf	169
Nous vous demandons d'arrêter de tuer	171
<b>7. Projets frères et réseautage</b>	<b>175</b>
Alarme Phone Sahara : Notre devise est « libre de partir, libre de rester »	177
Boza Fii	183
Pensons positivement - Poème de Boza Fii	187
La mise en réseau de la flotte civile et l'évolution du MRCC civil	189
Carte des acteurs civils en Méditerranée centrale	194
Réfugié-es en Libye : « Nous osons imaginer un monde meilleur qui vaille la peine d'être vécu »	197
Welcome to Europe	203
Border Forensics : intervenir en investiguant contre la violence des frontières	205
Une intervention solidaire réalisée par et pour les personnes qui se déplacent	211
Carte indicative de la solidarité pour la liberté de circulation et l'égalité des droits	216
<b>8. La lutte continue</b>	<b>219</b>
Nous continuerons aux côtés de l'Alarm Phone parce que...	221
<b>Dons et remerciements</b>	<b>232</b>
<b>Glossaire</b>	<b>239</b>
<b>Mentions légales</b>	<b>245</b>

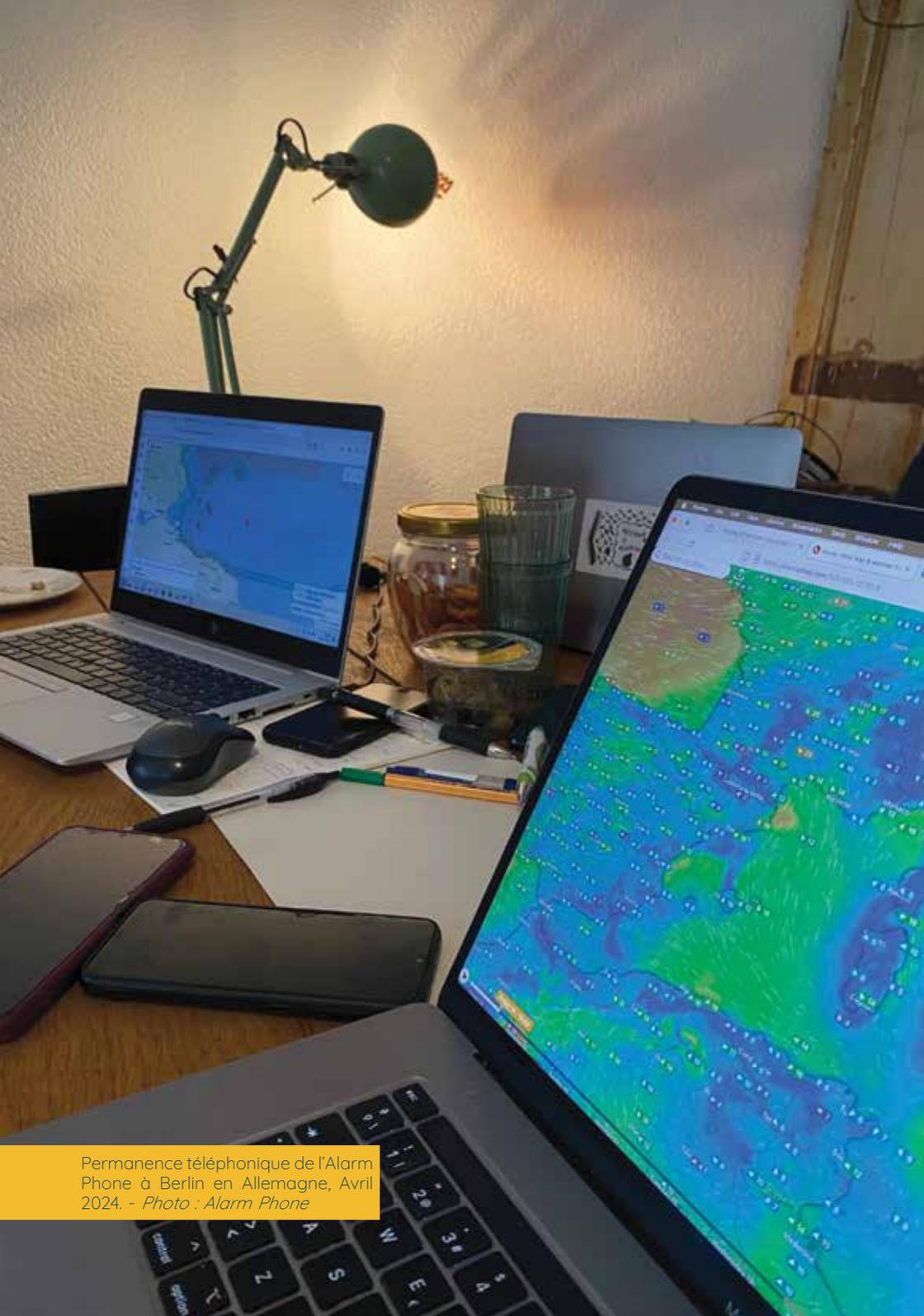


Stand d'information sur l'Alarm Phone lors d'une manifestation à Berne en Suisse, juin 2018. - Photo : Alarm Phone



1.

# Introduction



Permanence téléphonique de l'Alarm Phone à Berlin en Allemagne, Avril 2024. - Photo : Alarm Phone

## Alarm Phone fête ses 10 ans!

### Une infrastructure pour la liberté de circulation

11 octobre 2024 : Aujourd'hui, l'Alarm Phone fête ses dix ans. Pendant 3 650 jours et nuits, nous nous sommes relayé-es. Au cours de ces permanences, nous avons été alerté-es par plus de 8 000 bateaux provenant de tous les coins de la Méditerranée, de l'Atlantique ou de la Manche, directement par les voyageurs, ou bien leurs parents et amis. Cela signifie qu'en moyenne, au moins deux cas de détresse nous sont parvenus chaque jour au cours des dix dernières années. Certains jours, nous sommes dans l'attente, sans aucun appel. D'autres jours, ce sont vingt bateaux, voire plus, qui nous appellent depuis la mer.

Lorsque l'idée de l'Alarm Phone est née après le naufrage du 11 octobre 2013, et lorsque nous avons lancé ce projet après de longs préparatifs un an plus tard, personne n'aurait pu imaginer l'ampleur et l'intensité de l'engagement.

Lors de nos permanences, nous percevons le désespoir ou la panique à travers les voix qui nous appellent, ou nous nous retrouvons face au silence lorsque le contact est rompu. Presque tous les jours, des proches nous contactent et nous posent des questions sur les bateaux qui ont disparu. Ces dix dernières années, la mort en mer est devenue notre compagne quotidienne. Souvent, face à la cruauté d'un régime frontalier aussi meurtrier, notre colère s'avère impuissante.

Dans le même temps, nous voyons que nous parvenons souvent à accompagner des bateaux et à assurer des débarquements autonomes en Europe. Des jours et des nuits de communication avec les personnes à

bord, dans différentes langues, mènent finalement à leur arrivée à bon port. Parfois, nous réalisons que le fait de recevoir des informations de bateaux en détresse et de les transmettre à la flotte civile peut contribuer de manière décisive à la réussite des sauvetages.

Au fil des ans, notre ligne d'assistance téléphonique s'est beaucoup développée. Aujourd'hui, elle est gérée par plus de 300 militant·es venant d'horizons très divers. Ces membres du réseau sont confrontés à des conditions de vie et à des réalités très différentes. Nous vivons dans des dizaines d'endroits différents à travers l'Europe ainsi qu'en Afrique du Nord et de l'Ouest. Nous avons créé un collectif transnational et multilingue qui s'engage à rester aux côtés des personnes qui revendiquent leur droit de circuler.

24 Certaines personnes ont quitté le réseau. Souvent, parce qu'elles n'en pouvaient plus de vivre des situations traumatisantes à répétition dans le cadre des permanences, et ont alors décidé qu'il était temps de partir. D'autres ont fait une pause et sont revenues. Si notre réseau a donc connu des fluctuations permanentes, il s'est néanmoins développé et consolidé au fil du temps.

L'Alarm Phone tire ses connaissances des traversées et du franchissement des frontières vécus par certain·es de nos membres ou de nos ami·es. Grâce à nos relations avec les membres des communautés qui voyagent, nous apprenons également de leurs expériences et de leurs luttes, ainsi que de leur ténacité à passer des frontières violentes pour trouver une vie meilleure. Nous tenons donc, avant tout, à remercier les personnes qui traversent les frontières avec tant de détermination pour la confiance qu'elles nous ont témoignée en nous contactant par téléphone.

Nous savons que nous sommes désormais, et que nous continuerons à être, une force disruptive remettant en cause le régime inhumain des frontières. Nous avons poussé les autorités à mener des activités de sauvetage lorsque celles-ci avaient choisi de laisser les gens mourir. Cela s'est amplifié grâce aux nombreuses collaborations que nous avons engagées avec d'autres militant·es No Border, des ONG opérant en mer et sur terre, des avocat·es, des journalistes et même des personnalités politiques compatissantes. Collectivement, nous essayons d'empêcher tout refoulement illégal et de faire en sorte que chaque personne en détresse soit prise compte.

Actuellement, nous sommes confrontés à une vague de racisme, d'autoritarisme et d'inhumanité de plus en plus forte, aussi bien en Europe qu'en Afrique du Nord et ailleurs. Il est à craindre que le régime des frontières ne devienne encore plus brutal dans les années à venir. Nous ne pouvons lutter que dans le cadre d'une large alliance avec des forces progressistes. C'est pourquoi notre deuxième « *merci* » s'adresse à tous les réseaux et

acteurs avec lesquels nous avons coopéré au cours de la dernière décennie. Toutes celles et ceux qui font partie de la flotte civile, qui envoient des navires et des avions de sauvetage pour trouver les personnes en détresse, et toutes les personnes avec qui nous partageons cette lutte pour des passages sûrs et la justice au niveau mondial.

Pour ce dixième anniversaire, nous publions ce livre, qui est le cinquième volume du genre. Il contient des articles, des analyses, des interviews et des poèmes. Nous expliquons comment l'Alarm Phone a été créé et comment il s'est développé. Nous mettons en lumière les luttes contre la criminalisation et les luttes pour la mémoire sous la forme de « *CommémorActions* », aux côtés des familles et des ami·es des personnes disparues. Nous présentons des projets proches de notre réseau et montrons des cartes, des graphiques et des photos. Ensemble, ces fragments parlent de notre perspective commune: Nous poursuivrons notre solidarité sur les routes et construirons et étendrons les infrastructures pour la liberté de circulation.

Ne jamais oublier, ne jamais abandonner ! Telle est et restera notre devise dans cette lutte pour la liberté de circulation et l'égalité des droits pour tou·tes. Nous n'abandonnerons pas l'espoir d'un avenir où nos archives sur la violence contre les personnes qui voyagent serviront de base à une réflexion systématique et à la condamnation des crimes d'État contre l'humanité, ainsi qu'à des demandes de responsabilité et d'indemnisation.

En tant qu'Alarm Phone, nous continuerons notre travail dans des espaces contestés et nous soutiendrons les personnes qui circulent dans leur détermination ; cela restera le centre nodal de notre réseau transnational qui vient contrecarrer un système raciste profitant de l'exploitation engendrée par la ségrégation mondiale.

**Aucune frontière n'est éternelle.  
La solidarité l'emportera.**

**Alarm Phone, le 11 octobre 2024**

Transfert en ferry et adieux dans le port de Mytilène, Lesbos en Grèce, 2009. - Photo : Alarm Phone



**2.**

# **Histoires de l'Alarm Phone**



Dernière manifestation de la "Marche pour la liberté" à Bruxelles, Belgique, devant le Parlement européen, juin 2014. - Photo : kein mensch ist illegal Hanau

## Une date symbolique

Le 11 octobre 2014 a été le premier jour où l'Alarm Phone est devenu opérationnel. Presqu'une année auparavant, dans le contexte d'un autre grand naufrage en Méditerranée centrale, l'idée était née de créer une ligne d'assistance téléphonique pour les personnes en détresse en mer. Pendant plusieurs mois, des dizaines d'activistes ont préparé la logistique et l'infrastructure technique du système téléphonique, et ont également rédigé de manière collective les bases de ce travail sur le plan opérationnel. Des « plans d'alarme » ont été élaborés pour chaque région maritime et il est apparu clairement que pour un projet aussi ambitieux, proposant une ligne d'assistance 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, il fallait au moins une cinquantaine de personnes expérimentées et engagées. La constitution de l'équipe initiale n'a été possible que grâce aux luttes et aux réseaux transfrontaliers.

L'Alarm Phone est donc né dans la continuité des luttes des peuples contre le régime frontalier de l'UE, cherchant à surmonter et à détruire ce régime en Méditerranée. Il était ancré dans les expériences concrètes des personnes en mouvement, qui soutenaient directement le projet et en devenaient même membres. Sur cette base, l'Alarm Phone a pu se développer au cours des dix dernières années pour construire une infrastructure efficace pour défendre la liberté de circulation, et, dans le cadre de luttes transnationales plus larges, pour une justice globale.

Dans les contributions qui suivent, nous décrivons la « préhistoire » de l'Alarm Phone, c'est-à-dire les différents développements dans les diverses régions qui ont finalement contribué à l'émergence de notre ligne téléphonique d'urgence et militante.

<https://alarmphone.org/en/2014/10/08/watch-the-med-alarm-phone-against-left-to-die-cases-at-sea/>

<https://alarmphone.org/wp-content/uploads/2015/10/Alarmphone-Call-english1.pdf>



Des militants s'organisent dans la forêt autour de Ceuta, une enclave espagnole à la frontière du Maroc, 2013. - Photo : No Borders Maroc

## La situation au Maroc avant l'arrivée de l'Alarm Phone

Fatou et Rodrigue racontent

Depuis quand êtes-vous au Maroc et comment était la situation (pour les migrant-es) avant 2014 ?

**R** Je suis venu au Maroc en 2001 mais je peux essayer de raconter un peu sur les communautés et leurs activités au Maroc entre 2010 et 2014. Déjà avant 2010, il y avait beaucoup de communautés de subsaharien·nes au Maroc ; des Camerounais·ses, des Nigérien·nes, des Sénégalais·es, des gens du Ghana, de Guinée-Bissau... En 2010, les Ivoirien·nes ont eu des problèmes très graves dans leur pays et beaucoup sont venus au Maroc, des Guinéen·nes aussi. Parmi eux, il y avait des migrant-es dits « VIP », qui sont venus par avion. Pour venir au Maroc en ce temps-là, il fallait avoir un passeport et un visa. Et si tu n'étais pas étudiant·e ce n'était pas facile de l'obtenir.

**F** Je suis arrivée à Tanger en 2013. Nous étions un groupe de 14 personnes. On a vendu des petites choses dans la rue et pour les gens qui voulaient partir, on a cotisé. Il y avait une grosse communauté subsaharienne, avec beaucoup de Sénégalais·es, de Camerounais·es, d'Ivoirien·nes, de Maliennes, de Gambien·nes et de Guinéen·nes. Le quartier Bouhalef était comme une grande ville de migrant-es, il n'y avait que des personnes noires là-bas. On habitait dans des maisons qui étaient vides. On faisait aussi l'organisation des voyages là-bas. Des Sénégalais qui connaissaient la mer parce qu'ils étaient pêcheurs vendaient les zodiacs. En ce temps-là, il y avait beaucoup de départs de Tanger. Chaque jour, il y avait des Bozas avec des zodiacs. Toutes les activités se passaient à Tanger. C'était autogéré. C'est comme ça que le réseau des migrant-es à Tanger a commencé.

### Comment vous êtes-vous organisé et comment était la communication entre les groupes de migrant-es?

**R** Il y avait déjà des communautés à partir de Tamanrasset (à la frontière Niger - Algérie). Comme ça, le président des Camerounais-es à Fez ou Meknès communiquait avec le président à Tamanrasset et, de là-bas, on pouvait coordonner la marche jusqu'au Maroc. Il n'y avait pas beaucoup d'associations ou d'activistes à cette époque. Il y avait, par exemple, MSF à Oujda et Padre Esteban à Nador qui aidaient les personnes migrantes. Ils donnaient de la nourriture aux migrant-es qui se trouvaient dans la forêt près de Melilla.

### Avez-vous travaillé avec d'autres d'activistes ou associations à l'époque ?

**R** Moi, je connais des gens du Conseil de Migrants depuis 2013. Camara Laye est venu dans la forêt pour des réunions pour motiver les migrant-es et il connaissait plus d'organisations. Il y avait aussi Serge qui est toujours dans le réseau. Au nord du Maroc, il y avait Arona, qui était active avec une association à Tanger qui n'existe plus.

**F** Moi j'en connaissais aussi. Arona travaillait avec une association qui apportait des vêtements, des médicaments et d'autres choses pour les migrant-es. C'était une structure de solidarité. Les gens qui étaient sur la mer appelaient Helena Maleno. A l'époque j'étais en contact avec elle. Helena a aidé beaucoup de bateaux.

### Quand et comment est-ce que vous avez connu le groupe No Borders Morocco?

**F** Une activiste de No Borders Morocco m'a présenté aux réseaux. Ils ont organisé un petit événement en début de 2014 dans la salle de l'association Chabaka à Tanger. On a pu échanger sur les dangers de la mer et apprendre comment se passe l'arrivée en Espagne, grâce aux informations de Welcome to Europe.

**R** Déjà avant 2014, je communiquais avec quelques personnes en Europe par téléphone sans les avoir jamais vu. On avait aussi rencontré des gens de Melilla. J'ai pris le contact avec No Borders Morocco grâce à José Palazón de l'association Prodein à Melilla. Après l'attaque à Tarajal, le 6 février 2014, qui avait fait 14 morts, j'avais été refoulé à Fez où j'ai rencontré une personne de No Borders Morocco. Les années suivantes No Borders Morocco avait d'ailleurs aidé à organiser des maisons collectives. Là-bas aussi les Européen-nes de plusieurs groupes pouvaient nous joindre, il y avait des ordinateurs et des salles pour les réunions. Grâce à ça, on a pu se rencontrer et se réunir dans un même lieu.



Boukhalef, le nouveau quartier habité de Tanger, Maroc, 2013. - Photo : No Borders Morocco



Conférence Boats4People à Monastir en Tunisie, 2012. - Photo : Alarm Phone

## “La dynamique du printemps arabe se propage dans le monde entier...”

Les préhistoires du réseau en Méditerranée centrale

*« Les départs d’Afrique du Nord montrent ce qu’il est possible de faire. Ils renvoient à un nouveau monde arabe, à une nouvelle Afrique, à une nouvelle Europe possible. Ils renvoient à de nouveaux espaces de liberté et d’égalité, qui sont à créer dans les luttes transnationales : à Tunis, au Caire ou à Bengazi, mais aussi en Europe et dans les mouvements migratoires qui traversent les deux continents. »*

-Tiré de «Freedom Not Frontex », publié par des militant-es No Border en mars 2011.-

Il est certain que beaucoup de ces espoirs et attentes ont été déçus par les retombées des soulèvements arabes. Néanmoins, les révoltes qui ont débuté en Tunisie en décembre 2010 et janvier 2011 ont entraîné une rupture dans les tentatives européennes de construire un régime de frontières externalisées. À l’époque, alors que le Printemps arabe était en plein essor, des milliers de personnes ont pris le bateau et cette période a également marqué le début de nouveaux contacts et de collaborations transméditerranéennes. En mai 2011, une première visite réunissant des activistes européen-nes de la mouvance No Border a eu lieu à Tunis, Zarzis et dans d’autres villes tunisiennes.

Avec l’escalade de la guerre civile en Libye, de nombreuses personnes, ainsi que des milliers de personnes originaires d’autres pays d’Afrique et

d'Asie, ont dû fuir. Des milliers de personnes venant de pays différents ont été amenées par le HCR et l'OIM dans un grand camp en Tunisie, près de la frontière libyenne : le camp de Choucha (voir l'entretien à ce sujet). Des militant-es tunisien-nes et européen-nes les ont soutenues dans leur demande d'évacuation.



Première page de la brochure de bordermonitoring.eu d'août 2011, intitulée "Tunisie : entre révolution et migration. Impressions et fragments d'un voyage de délégation en mai 2011".

Au cours de l'été 2012, et en réponse au nombre croissant de mort-es en mer Méditerranée, le réseau Boats4People a été créé pour développer une nouvelle alliance transméditerranéenne. Outre l'organisation d'actions symboliques en mer, dénonçant les effets meurtriers des frontières européennes, les activistes se sont également réunies lors des Forums sociaux mondiaux en Tunisie et ont rencontré des personnes en transit et des familles de personnes disparues. Au même moment, en Europe, les manifestations réclamant la réinstallation des personnes arrivant de Libye et de Tunisie se sont multipliées.

En octobre 2013, à la suite des deux tristement célèbres naufrages survenus près de Lampedusa et de Malte, l'opération maritime italienne Mare Nostrum a été lancée. Les navires militaires ont secouru environ 150 000 personnes jusqu'à la fin de l'opération, le 31 octobre 2014. S'en est suivi l'opération Triton de Frontex, une opération de non-assistance délibérée et de dissuasion par la mort en mer. Au cours des années suivantes, les gouvernements européens ont également renforcé leurs politiques d'externalisation des frontières, notamment en finançant et en formant les soi-disant « garde-côtes libyens ». Ce qui n'a fait qu'augmenter les interceptions, les refoulements et le nombre de mort-es.

C'est à cette époque que l'idée de l'Alarm Phone a été développée, inspirée par des personnes comme le père Mussie Zerai, dont le téléphone privé avait servi de ligne téléphonique d'urgence pour les personnes en détresse en mer durant ces années, et la plateforme de contre-cartographie « WatchTheMed », qui a reconstitué les naufrages de bateaux abandonnés à leur sort.

C'est le 11 octobre 2014 que l'Alarm Phone a été lancé avec cette vision :

*« Ce réseau d'alarme alternatif serait un premier pas, mais un pas nécessaire et urgent, sur la voie d'un espace euro-méditerranéen qui ne soit pas caractérisé par un régime frontalier mortel, mais par la solidarité et le droit à la protection et à la liberté de circulation. »*



Action de Boats4People dans le camp de Choucha en Tunisie, juillet 2012. - Photo : Alarm Phone



Camp de Choucha en Tunisie, 2011. - Photo : Alarm Phone

## Du camp de Choucha à Lampedusa

B. est un activiste nigérian. De 2010 à 2023, il a séjourné en Libye et en Tunisie, où il a rencontré des personnes de l'Alarm Phone lors d'actions et de conférences. Aujourd'hui, il vit en Allemagne. Il nous raconte ici l'histoire de sa lutte, de son combat pour les droits humains et contre le racisme, et comment il a dépassé les frontières.

B. a fui le Nigéria en 2010 en tant qu'activiste politique pour se rendre en Libye. En 2011, la guerre a éclaté en Libye. Des millions de personnes originaires d'autres pays ont été évacuées. Les personnes qui ne pouvaient pas retourner dans leur pays d'origine et qui voulaient demander l'asile ont été amenées au camp de Choucha en Tunisie, près de la frontière libyenne. B. en faisait partie :

*« Nous n'avons pas été informés du fonctionnement du système dans ce camp et toute la procédure d'asile s'est déroulée dans la précipitation. Nous avons rencontré de nombreuses irrégularités, par exemple les traducteurs étaient choisis dans le camp et ne parlaient pas le même dialecte arabe que les Tunisiens. Parmi les milliers de Nigériens présents dans le camp, une seule personne a reçu un certificat de réfugié et a ensuite été réinstallée en Allemagne. Les demandes d'asile de tous les autres Nigériens ont été rejetées en moins d'une semaine – parce que le HCR a déclaré que le Nigeria était un pays en paix. »*

B. et d'autres personnes du camp se sont organisées contre ce système injuste.

Dans le camp de Choucha, personne ne reçoit d'argent et, en 2012, les demandeurs d'asile déboutés n'ont même plus accès à la nourriture :

« Nous avons survécu en faisant quelques petits boulots dans la ville voisine de Ben Guerdane, tandis que certains demandaient l'aumône aux personnes qui prenaient la route libyenne. Le camp de Choucha a été officiellement fermé en juin 2013, mais beaucoup d'entre nous y sont restés car nous n'avions pas d'autre choix. Nous avons commencé notre lutte avec des communautés rejetées. Certaines organisations nationales et internationales de défense des droits humains nous ont soutenus, par exemple lorsque nous voulions nous rendre en groupe à Tunis. Nous avons organisé des manifestations devant le siège du HCR et la délégation de l'UE à Tunis. Nous avons été arrêtés quatre fois lors de ces manifestations et, en 2015, les autorités tunisiennes ont tenté de nous faire taire en expulsant 15 d'entre nous à la frontière tuniso-algérienne. Elles ont confisqué nos téléphones portables et tous nos documents indiquant que nous étions enregistrés auprès du HCR. Les gardes-frontières algériens nous ont demandé si nous voulions aller en Algérie ou continuer notre lutte en Tunisie. Nous leur avons expliqué que nous étions en Libye avant la guerre et que nous n'étions pas arrivés en Tunisie « illégalement », mais que des organisations internationales nous y avaient amenés. Les gardes-frontières algériens nous ont dit que si nous le souhaitions, nous aurions intérêt à retourner en Tunisie. Les gardes-frontières tunisiens nous ont finalement autorisés à entrer. Certains activistes internationaux nous ont soutenus et certaines personnes à la frontière nous ont donné un peu d'argent et de nourriture. L'OIM a insisté pour que nous attendions à la frontière jusqu'à ce qu'ils nous ramènent à Tunis, mais nous avons finalement réussi à partir par nos propres moyens ».

À Tunis, le groupe a vécu dans la maison d'une association pendant environ un mois, mais comme personne n'avait d'argent, certains sont retournés au camp de Choucha et ont travaillé à proximité.

« Le 19 juin 2017, les militaires sont venus avec des bulldozers et tout le camp a été détruit. Nous avons été mis dans des bus et l'OIM nous a emmenés – un groupe de 46 personnes – à Tunis, au ministère des Affaires étrangères, puis dans une auberge à La Marsa, dans la banlieue de Tunis. Certains membres de notre groupe y sont encore. Nous avons présenté notre problème à différentes organisations, comme le FTDES (Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux), à plusieurs ministres et entités internationales à Tunis. Les autorités ont voulu nous rendre invisibles, par exemple en bloquant tout site web où nous avons publié des choses nous concernant, ou en supprimant des parties d'interviews télévisées dans lesquelles les habitants de Choucha expliquaient leur situation. Les autorités ont également raconté des mensonges à notre sujet dans les médias ».

Fin 2017, B. a quitté La Marsa et a trouvé du travail à Ben Guerdane. En 2019, il a rencontré A., qui avait fui une détention horrible en Libye. Ils se sont mariés et ont décidé de rester à Ben Guerdane. Il y avait déjà beaucoup de racisme à l'époque, mais la situation s'est aggravée par la suite.

« Lorsque notre bébé est né en avril 2022, nous avons été expulsés de notre appartement. Nous avons réussi à trouver un autre appartement, mais après le discours raciste du président tunisien en février 2023, les citoyens ont été autorisés à prendre des mesures contre les personnes noires, également à Ben Guerdane. Les Tunisiens qui louaient des appartements à des Noirs étaient menacés d'emprisonnement. En juin 2023, nous avons donc dû quitter notre maison. En tant que Noirs, nous ne pouvions plus prendre de taxi, alors nous sommes allés à pied avec notre bébé jusqu'à Zarzis. La situation y était la même. C'est la raison principale pour laquelle nous avons décidé de quitter la Tunisie et de prendre le risque d'essayer de traverser la Méditerranée. Depuis 2011, de nombreuses personnes l'avaient fait, mais j'étais très réticent. Notre première tentative de traversée a eu lieu en juillet 2023. Nous étions 42 personnes dans le bateau et nous avons passé cinq jours en mer, car au bout de trois jours, nous n'avions plus d'essence pour le moteur. Nous n'avions pas de connexion téléphonique et nous ne pouvions donc pas appeler l'Alarm Phone. Des pêcheurs ont ramené 25 d'entre nous sur la côte tunisienne, mais de nombreuses personnes sont mortes. En septembre 2023, nous avons réessayé et au bout de quatre jours, le 14 septembre, nous sommes arrivés à Lampedusa. La situation était insoutenable. Plus de 7 000 personnes se trouvaient dans le hotspot. Deux jours plus tard, nous avons été conduits en Sicile, puis à Vérone. Nous avons réussi à quitter le camp dans lequel nous étions enfermés à cause du Covid et, grâce à la solidarité de certaines personnes, nous avons pu monter dans un train qui nous a emmenés à Hambourg. »



Camp de protestation devant le bureau du HCR à Tunis en Tunisie, 3 septembre 2013. - Photo : Alarm Phone



Manifestation devant le centre de détention de Pagani à Lesbos en Grèce, 2009. - Photo : Alarm Phone

## Rester proche des personnes qui font la traversée, malgré des refoulements quotidiens

Retour sur histoire de l'Alarm Phone dans la mer Égée

Depuis le camp No Border qui s'est déroulé à Lesbos en 2009, des personnes aussi bien réfugiées, militantes, migrantes ou se trouvant dans une situation intermédiaire, ont développé des relations étroites et des réseaux d'échange et de soutien. Pendant ce camp No Border, les gens se rassemblaient sous un chapiteau de cirque construit dans le port de Mytilène. Cet espace a permis à de nombreuses personnes, arrivées récemment sur l'île et attendant d'être enregistrées, de parler à des gens qui vivent sur place, des touristes et des militant-es No Border venu-es de toute l'Europe<sup>1</sup>. Cette période a également été marquée par les derniers jours d'existence du centre de détention de Pagani, qui était plutôt une prison, et qui existait bien avant le célèbre camp hotspot de Moria. À cette époque, des soulèvements ont eu lieu à plusieurs reprises à l'intérieur de la prison et ont finalement conduit à sa fermeture. Les personnes présentes sur le campement No Border ont passé l'été et l'automne à l'intérieur et à l'extérieur des murs de Pagani – elle se sont retrouvées lorsque celles et ceux qui avaient été libéré-es ont pu rejoindre la Grèce continentale et partir vers le Nord.

Ce qui est apparu clairement au cours de cette période, c'est qu'il y avait un besoin important d'informations pour les personnes qui naviguent aux

<sup>1</sup> Le point d'information lors le camp No Border à Lesbos en 2009 : <http://w2eu.net/files/2010/03/Infopoint.pdf>

frontières de l'Europe. C'est ainsi que, peu de temps après, au début de l'année 2010, nous avons commencé de manière collective à élaborer un guide en ligne : Welcome to Europe (w2eu.info). L'idée était de créer collectivement un réseau accessible de structures de soutien qui pourraient aider le plus grand nombre de personnes possible, et pas seulement les personnes qui sont arrivées sur les îles de la mer Égée.



Première page de la brochure "Infopoint" de transact au NoBorder Camp 2009 à Lesvos, en Grèce.

En 2013, nous étions un grand nombre à retourner à cette frontière<sup>2</sup>. Welcome to Europe et Youth without borders avaient organisé une rencontre sur l'île de Lesbos. De jeunes gens arrivés en Grèce en 2008/2009 et qui avaient réussi à se battre pour leur droit de séjour en Allemagne et en Suède sont retournés sur leur lieu d'arrivée en Europe. Ces jeunes voulaient accueillir

<sup>2</sup> Le voyage de retour à la frontière en 2013 : <http://lesvos.w2eu.net/files/2014/02/Lesvos2013-Screen-DS.pdf>

les gens et leur apporter du soutien, comme on l'avait fait pour elles et eux à leur arrivée. Ensemble, nous avons manifesté devant Moria, une nouvelle prison devenue tristement célèbre dans le monde entier – et qui est un autre exemple honteux des politiques violentes de l'Europe en matière de dissuasion et d'emprisonnement des personnes qui font la traversée.

Le samedi 12 octobre 2013, une visite spontanée à la prison a eu lieu dans la matinée et nous avons réussi à parler avec des personnes au niveau de la barrière. Ensuite, nous nous sommes rassemblé-es pour une commémoration dans le port de Thermi. Celles et ceux d'entre nous qui s'étaient rendu-es à Lesbos ont été rejoints par des membres de familles syriennes qui avaient perdu des proches lors d'un naufrage au large des côtes de l'île en mars 2013. Des pêcheurs locaux qui avaient secouru des survivant-es et récupéré les corps se sont également joints à nous. Lors de la commémoration, nous avons non seulement évoqué les personnes qui étaient mortes en mer Égée, mais aussi de toutes celles qui s'étaient noyées devant Lampedusa quelques jours auparavant, et de l'affaire du bateau non secouru (« left-to-die boat ») qui s'était produite la veille, le 11 octobre.

L'idée de créer une ligne téléphonique d'urgence est née peu de temps après. Après des rencontres avec des survivant-es du 11 octobre 2013 à Malte, et à la suite de l'inquiétante politique d'abandon des bateaux en Méditerranée centrale, il était clair qu'il fallait agir. Lorsque l'idée a été discutée, il est devenu évident qu'une telle structure devrait soutenir les personnes au-delà de la Méditerranée centrale : elle devrait également soutenir les personnes qui se déplacent à bord de petites embarcations dans la mer Égée.

Néanmoins, au début de la mise en place de l'Alarm Phone, nous ne savions pas comment utiliser efficacement notre ligne téléphonique d'urgence en mer Égée. Depuis de nombreuses années déjà, des personnes militantes et des ONG grecques, ainsi que des alliées au niveau international, tentaient de documenter et de dénoncer ces pratiques de violation des droits humains aux frontières extérieures de l'Europe. Les refoulements illégaux par les garde-côtes grecs étaient des pratiques quotidiennes à l'époque. En discutant avec des personnes qui avaient vécu directement ces situations dangereuses, nous nous disions qu'il serait impossible d'élaborer des stratégies d'intervention en temps réel pour empêcher de telles pratiques.

Nous avons constitué des équipes mixtes, composées de personnes ayant traversé la mer et d'activistes qui ont de l'expérience en matière de dénonciation des pratiques de violation des droits humains aux frontières extérieures de l'Europe. Ensemble, nous avons commencé à mieux comprendre les traversées maritimes et nous avons essayé de trouver des stratégies pour savoir quoi faire et comment réagir lorsque des personnes se trouvaient en détresse dans la mer Égée. Nous étions prêt-es à tenter ce qui semblait, à l'époque, encore impossible.

En 2014, nous sommes retourné-es à la frontière. Pendant ce temps, nous nous sommes assis-es à Mytilène avec celles et ceux qui venaient d'arriver par bateau et nous avons essayé de mieux comprendre la situation qui se présentait lors de la traversée, et ce que nous pouvions faire pour soutenir ces personnes.

Au cours de la première année de l'Alarm Phone, des groupes auto-organisés de personnes réfugiées originaires de Syrie et d'Irak nous ont appris beaucoup de choses – et nous étions prêt-es à apprendre d'elles. Newroz et Eltaf ont décrit, dans la brochure célébrant la première année de l'Alarm Phone, comment il est possible de se servir de ses souvenirs de sa propre traversée pour prendre des décisions lors des permanences de l'Alarm Phone<sup>3</sup> :

46

*« Nous connaissons bien la situation et c'est pourquoi nous n'avons peut-être pas vraiment peur de prendre des responsabilités. Bien sûr, ces appels et ces contacts nous touchent émotionnellement, mais cela ne nous empêche pas d'effectuer le travail. C'est aussi très différent de ce qui me renvoie parfois à la peur du passé. Cela se produit à d'autres moments de ma vie, par exemple, lorsque je sens à nouveau l'odeur de gravier mouillé dans un cargo. C'est ce genre de souvenir, qui remonte plus indirectement, par l'odorat ou par une sensation. Au début de cette année, lorsque de grands bateaux se sont remis en route vers l'Italie, j'ai commencé à me souvenir de ma propre histoire. En fait, c'est lors d'une réunion de l'Alarm Phone que j'ai appris à quel endroit j'étais arrivé exactement à cette époque. Cela m'a fait plaisir de l'apprendre : c'était moi, mon histoire. Ce qui est formidable, c'est que nous nous complétons vraiment bien avec toutes nos expériences et que nous travaillons à partir d'elles également. »*

Mais tout cela s'est produit un peu plus tard, après le lancement de l'Alarm Phone, et au début de « l'été de la migration ».

<sup>3</sup> Au sujet de la manière dont nous nous servons de nos propres expériences pour prendre des décisions, voir l'entretien p. 44 et suiv. de la toute première brochure éditée par l'Alarm Phone : <https://alarmphone.org/wp-content/uploads/2019/08/The-Alarm-Phone-1-Year-Moving-on-English.pdf>

## En mémoire de notre ami Noori

Notre ami Noori a fui l'Afghanistan lorsqu'il était encore adolescent. En 2010, nous l'avons rencontré pour la première fois en Grèce, sur l'île de Lesbos. Noori s'est ensuite réfugié en Norvège, d'où il a été expulsé vers l'Afghanistan. Il a dû se rendre en Europe une deuxième fois en passant par la mer Égée et a survécu deux fois à la mer. Nous nous sommes retrouvés par hasard à Hanau en 2014. Lorsque nous avons mis en place l'Alarm Phone, il a participé aux premières années du projet et nous a beaucoup aidé à comprendre la traversée, en partageant avec nous ses expériences.



Il a vécu la violence à la frontière à deux reprises et a voulu mettre à profit ses connaissances pour aider d'autres personnes. Il a installé nos premiers téléphones lors des permanences et nous a appris à utiliser WhatsApp. Il faisait rarement de grands discours et préférerait souvent rester dans l'ombre. Mais il s'est battu sans relâche contre l'injustice des frontières meurtrières et contre la violence à laquelle lui-même avait été confronté si souvent dans sa jeunesse. Il est difficile pour nous d'imaginer l'ampleur des blessures qu'il a subi ou la dureté du combat qu'il a mené.

Aujourd'hui, il n'est plus parmi nous. Nous lui souhaitons d'avoir trouvé la paix et la tranquillité –et la liberté qu'il a toujours recherchée.

Aujourd'hui encore, tu nous manques. Nous te disons simplement merci. Merci de nous avoir donné la chance de te connaître, toi, Noori, notre ami



Une manifestation autoorganisée contre les nombreux décès à la frontière, ainsi que contre la brutalité de la police et des chauffeurs de camion. Quelques jours plus tôt, Yasser Abdallah, un jeune Soudanais qui tentait de rejoindre le Royaume-Uni, a été renversé par un camion. La banderole indique "depuis 1999, 304 morts à la frontière franco-britannique", Calais, France, octobre 2021. - Photo : Alarm Phone Channel

## Trois décennies de militarisation et de luttes à la frontière franco-britannique

### Vers de nouvelles modalités de traversées de la Manche

L'histoire contemporaine de la lutte des personnes cherchant à traverser la frontière franco-britannique commence dans les années 1990, au lendemain de la chute de l'URSS et de différents conflits contraignant des milliers de personnes à l'exil, du Kosovo à l'Afghanistan. Des personnes allant au Royaume-Uni en ferry se voient d'abord contraintes de retourner en France. Par la suite, elles sont de plus en plus nombreuses à se retrouver bloquées dans le terminal portuaire de Calais. Ce sont ensuite les politiques d'invisibilisation et de concentration des personnes bloquées à la frontière qui, pendant près de 20 ans, marginalisent ces personnes dans les périphéries urbaines. Sangatte, village à l'ouest de Calais et son centre de soi-disant accueil géré par la Croix-Rouge entre 1999 et 2001, ou plus tard le bidonville-ghetto de 2016, s'inscrivent dans la continuité d'une frontière structurée par les politiques d'invisibilisation et de harcèlement policier. L'inhospitalité et l'indésirabilité visent essentiellement des personnes ne disposant pas des bons papiers dans un espace frontière du capitalisme européen.

En 2003, les accords du Touquet s'inscrivent dans un ensemble plus large d'accord transfrontaliers qui prévoient le renforcement des contrôles portuaires et douaniers avec les pays opérants des liaisons maritimes avec le Royaume-Uni. En sous-traitant les contrôles en France, ces accords sont à l'avant-garde de l'externalisation des frontières. Cette étape n'est que le début d'un long processus de militarisation du littoral, marqué par le renouvellement

régulier d'accords de financements accordés par l'Angleterre à la France, accroissant les effectifs policiers, la construction d'infrastructures offensives, de surveillance et de contrôle.

Historiquement, les personnes souhaitant traverser la Manche l'ont fait essentiellement en camion, sinon en train. Calais fait office de pont vers le Royaume-Uni grâce à son port et ses nombreuses liaisons de ferry quotidiennes. C'est ainsi le principal lieu de transit des marchandises et des personnes entre le continent et l'île depuis 1994 lors de l'ouverture du tunnel sous la Manche, les autres ports du littoral, de Dunkerque jusqu'au Pays-Bas participant dans une moindre mesure aux flux transfrontaliers. L'imaginaire de la frontière et ses savoir-faire pour la traverser se sont donc construits au travers des moyens de fret, des camions, parkings et espaces logistiques dédiés à l'économie transfrontalière omniprésente. Depuis les années 2000, l'immense majorité des tentatives de traversées vers l'Angleterre se fait en camion ou train. Celles-ci restent pour autant dangereuses et mortelles : près de 300 personnes sont décédées à la frontière jusqu'en 2020, y compris lors de rares tentatives de traversées à la nage. Il faut attendre 2018 pour que les traversées en bateau, exceptionnelles jusque-là, se généralisent.

50



Plage de Dunkerque, France, d'où partent de nombreux bateaux de migrants. En arrière-plan, une centrale électrique, novembre 2022. - Photo : Amélie Janda

Initialement, ce sont des réseaux de solidarité très localisés qui se sont développés pour organiser un soutien matériel, juridique ou des possibilités d'hébergement. En 2009, l'organisation d'un camp No Border participe à internationaliser le soutien avec la venue et l'installation de personnes solidaires extérieures. Ce soutien se structure notamment au travers du réseau Calais Migrant Solidarity, qui soutient et relaie les luttes des personnes

voulant aller au Royaume-Uni, en participant avec elles à la création de squats, d'occupations et de manifestations, en dénonçant les violences policières et la violation des droits depuis la frontière.

En 2015, à seulement quelques mètres de la rocade portuaire, se trouve le plus gros bidonville d'Europe aux allures de ghetto, que deux décennies de militarisation, ainsi que l'augmentation du nombre de personnes illégalisées en Europe et une nouvelle phase concentrationnaire à l'initiative des pouvoirs publics ont contribué à faire apparaître. Ce bidonville qui n'existera pas plus de deux ans, marquera l'histoire et les représentations de la frontière. Tant fantasmé que décrié, les pouvoirs publics se serviront de son imaginaire pour renforcer les discours et pratiques répressives, et institutionaliser un harcèlement policier quotidien à partir de 2018.

Il semble compliqué de dessiner les raisons de l'apparition et de la structuration des traversées en bateau à partir de 2018. On remarque cependant un changement de paradigme par rapport à la période où la Manche semblait être une mer uniquement franchissable par ferry ou en train. Avant 2018, les quelques traversées en bateau, ou tentatives à la nage, qui avaient eu lieu restaient des événements relativement exceptionnels, médiatisés et poursuivis en justice en ce sens, alors que la plupart des tentatives par les moyens de fret, camions, trains et ferries s'étaient banalisées et restaient souvent sans suites face à leur nombre et quotidienneté. Fin 2018, de plus en plus de bateaux sont mis à l'eau en quelques semaines. Ce phénomène croissant et continu depuis six ans, a transformé l'image de la frontière comme grillage cloisonnant les moyens de fret en une mer navigable. La multiplication de ces traversées relativement bien organisées a rapidement donné envie à d'autres de se saisir de ce moyen, par le biais d'embarcations trouvées localement, gonflables ou semi-rigides et achetées de manières autonomes.

Ainsi, dès les premières traversées, des personnes militantes locales ont senti que cela allait continuer et, même sans avoir de certitude sur les réponses étatiques en matière de sauvetage ou de possible répression, elles ont étayé l'idée qu'il allait falloir en parler, se mobiliser sur la question et rester attentif-ves. Alors que les personnes ont toujours traversé la Manche et continuent de le faire aujourd'hui, notamment par les voies de fret, les traversées en bateau ont dès lors donné lieu à l'exposition des personnes en mouvement à d'autres formes de violences et de répression.

51

Depuis fin 2023, la plupart des départs sur la route atlantique se font depuis la Mauritanie, par exemple depuis le port de pêche de Nouadhibou. - *Source : Alarm Phone Laayoune*

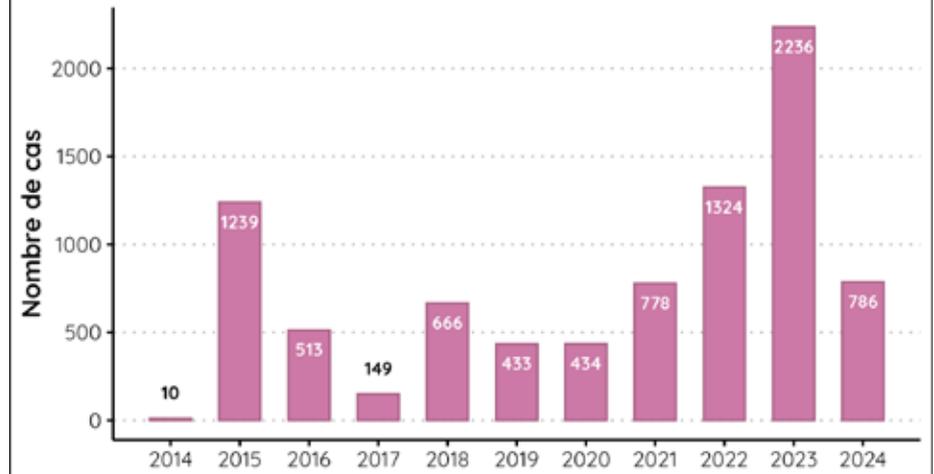
**3.**

**L'Alarm  
Phone  
à travers  
quatre régions**

## Cas par année

\*Cas enregistrés jusqu'à fin juin 2024

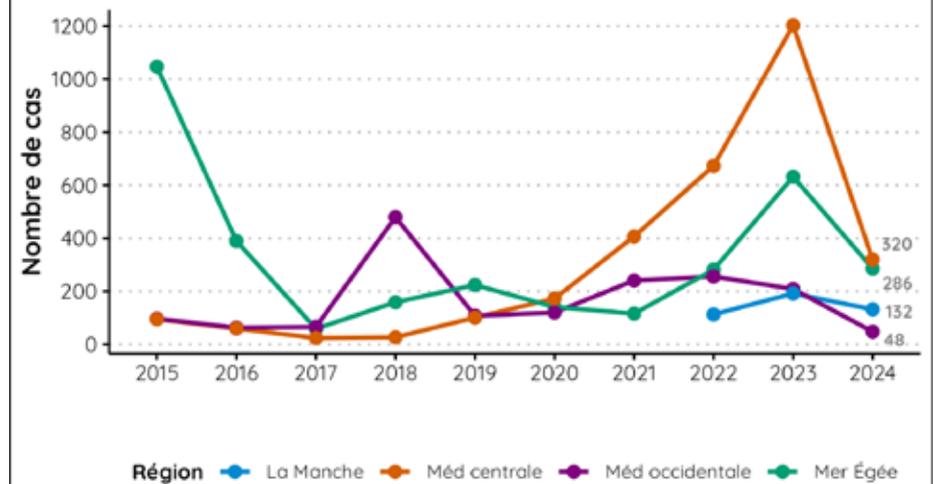
\*\*Les cas dans les Balkans et en Biélorussie ne sont pas inclus



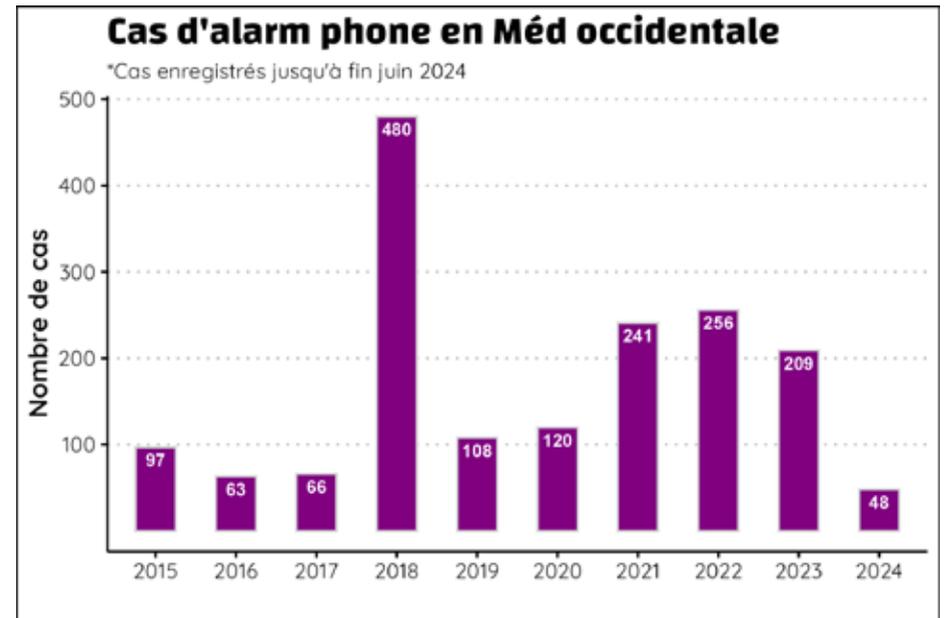
## Cas d'alarm phone par région

\*Cas enregistrés jusqu'à fin juin 2024

\*\*Les cas dans les Balkans et en Biélorussie ne sont pas inclus



# La Méditerranée occidentale et l'Atlantique





Peintures réalisées pour une CommémorAction à Tanger au Maroc, juin 2023. - Photo : Alarm Phone

## 10 ans de réseautage

### L'Alarm Phone au Maroc

Par Junior, Léontine, Babacar, Rodrigue, Saliou et d'autres

Depuis près de 10 ans, nous avons vu le réseau WatchTheMed Alarm Phone se développer dans différentes régions et de manière intensive en Méditerranée occidentale (« Western Med »). Depuis 2014, des membres actifs ont consacré bénévolement leur énergie, leur temps, leur connaissance, et leurs ressources dans la lutte pour la liberté de circulation et contre les régimes meurtriers des frontières. Fin 2014, certaines personnes du réseau ont pu effectuer un énorme travail de prospection au Maroc, en collaboration avec le groupe No Borders Morocco. C'est ainsi que les premières équipes de l'Alarm Phone ont vu le jour à Tanger et à Nador.

Alarm Phone Nador et Melilla était un groupe de militant-es déjà présent et très actif. Initialement, il s'agissait de personnes qui cherchaient à assister au mieux les migrant-es dans la forêt. Dans les campements des personnes migrantes dans la forêt, il y avait beaucoup de méfiance envers les personnes blanches et les journalistes pour des raisons de sécurité. Dans un premier temps, il a donc fallu expliquer qu'il y avait des personnes européennes qui étaient là, qui partageaient notre lutte, que c'étaient des personnes de grand cœur. Le but a été de sensibiliser les présidents des communautés. À Nador, il y a des rôles dans les campements, des leaders nommés « présidents des communautés ». Donc il a fallu un gros effort pour faire comprendre l'intérêt de l'Alarm Phone. L'idée était de porter assistance aux migrant-es pendant la traversée. On a commencé à sensibiliser les personnes dans la forêt, dans les foyers, en distribuant

les cartes avec le numéro de l'Alarm Phone, à informer sur le rôle de l'Alarm Phone, sur ce que nous faisons. On a expliqué aux migrant·es comment se comporter en mer avec l'aide des flyers « Sécurité en mer » et « Welcome2Europe ».



Conférence à Rabat au Maroc, organisée par Alarm Phone, No Borders Morocco et Welcome2Europe, 2015. - Photo : Alarm Phone

En 2015, les autorités ont décidé de chasser des migrants qui vivaient dans la forêt de Gourougou, ils les ont refoulés et ont détruit leurs maisons appelées « bunker ». Ces personnes migrantes sont allées dans des nouveaux campements à quelques kilomètres, à Bolingo, à Soutia. Il est devenu très difficile pour les personnes migrantes de vivre dans la forêt, car il faut plusieurs heures et plusieurs kilomètres pour avoir de l'eau et chercher de quoi manger. Ensemble, avec les personnes qui venaient d'Europe et des personnes d'Afrique, on s'est unis pour créer des liens très soudés avec les présidents des communautés. Le travail de l'Alarm Phone dans les forêts consistait à retrouver la confiance des présidents des communautés. Des convois sont ainsi partis en disposant d'une bonne communication grâce à cette sensibilisation massive que nous avons faite. C'est la raison pour laquelle, entre 2016 et 2019, nous avons reçu beaucoup d'appels des convois qui ont fait BOZA (c'est-à-dire qui sont arrivés en Europe). À partir de 2020 et avec le début du COVID, il y a eu une forte répression et beaucoup de refoulement vers le sud. C'est encore le cas aujourd'hui.

L'équipe de l'Alarm Phone Tanger s'est constituée en 2014 et a organisé une « commémorAction » en février 2015, un an après le massacre de Tarajal, commis par la Guardia Civil. Cet événement qui donnait la parole aux survivant·es a été un grand succès.



Manifestation à l'ambassade d'Espagne à Rabat au Maroc, 6 février 2016. - Photo : Alarm Phone

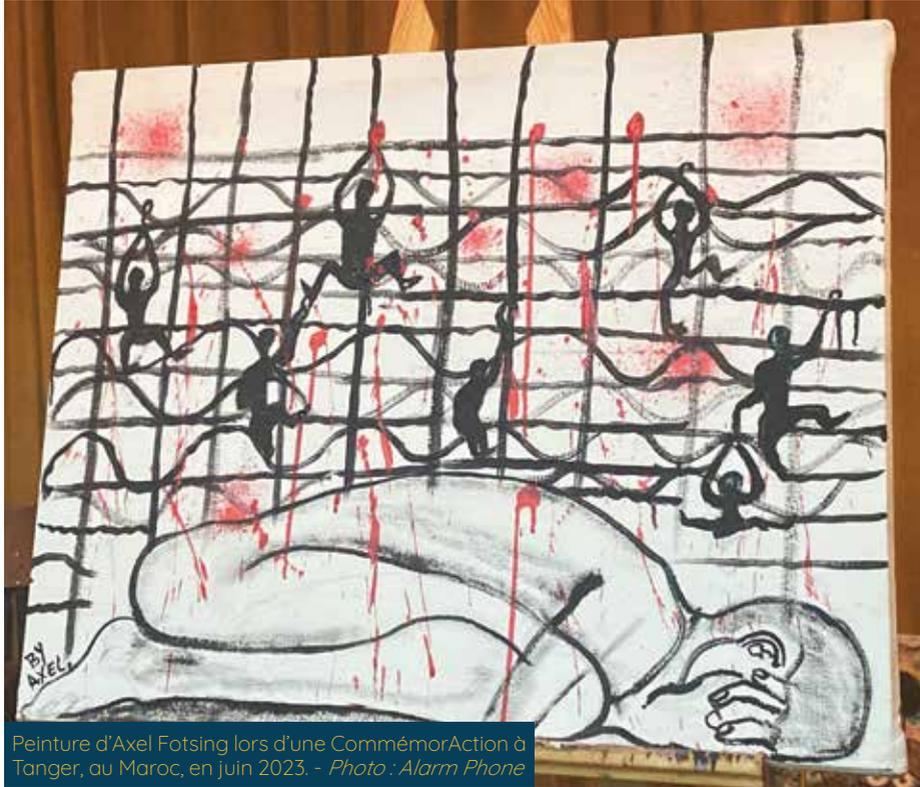
Entre 2015 et 2017, l'équipe s'est agrandie et solidifiée avec l'arrivée de nouveaux membres, mais aussi grâce à une coalition avec l'équipe de Ceuta. Il fallait passer par des actions humanitaires (pour des vêtements, des médicaments, des couvertures) pour entrer en contact avec les migrant·es et les sensibiliser ou leur distribuer des cartes avec le numéro de l'Alarm Phone.

En août 2017, il y a eu une entrée massive de personnes, le fameux « *yalla yalla* » : la garde-côtière marocaine ne surveillait plus les frontières, et plus de 50 bateaux ont embarqué en même temps en 48 h, avec un total de plus 950 personnes dans les convois. C'était après une alerte venant des communautés que la Croix Rouge (« *Salvamento Marítimo* ») est arrivée sur l'eau. Le polo (le point de départ) était free ! À ce moment-là, l'Alarm Phone Tanger/Ceuta a montré son implication positive dans l'assistance des bateaux dans le détroit de Gibraltar.

À partir de la fin de l'année 2017 jusqu'à fin septembre 2018, il y a eu plus de 28 000 BOZA en Espagne, qui étaient partis du côté de Tanger. Il y a également eu beaucoup de décès, beaucoup de personnes disparues en mer. C'était vraiment la période durant laquelle il se passait beaucoup de choses à Tanger.

À partir de septembre 2018, une forte répression a commencé à Tanger et un véritable chaos s'est installé. Après presque 9 mois de BOZA intenses, les autorités ont décidé de stopper cela et de nettoyer toute la ville en s'en prenant à toutes les personnes sans-papiers qui se trouvaient à Tanger.

à cette époque. Les arrestations ont commencé : des policiers cagoulés entraient dans les maisons et cassaient les portes pour arrêter et refouler les gens. La plupart des personnes migrantes s'étaient réfugiées à l'église catholique espagnole. On avait perdu toutes nos maisons, on avait tout perdu. Le seul refuge pour les migrant-es, c'était l'église. De septembre 2018 jusqu'à mars 2020, beaucoup de migrant-es vivaient dans l'enceinte de l'église à Tanger. En tant que membre du réseau Alarm Phone, on sortait quelquefois à l'église pour motiver les jeunes Subsaharien-nes qui étaient là, pour leur dire de ne pas se décourager.



Peinture d'Axel Fotsing lors d'une CommémorAction à Tanger, au Maroc, en juin 2023. - Photo : Alarm Phone

À partir de mars 2020, avec la pandémie, les autorités ont commencé à faire retomber les tensions, à nous traiter comme des frères, à dire que nous devons rester chez nous et nous protéger. La tension a commencé à baisser, les arrestations ont cessé. Durant cette époque très difficile, on a beaucoup aidé des personnes subsahariennes à trouver des maisons ici à Tanger, dans des quartiers populaires marocains, chez des gens qui ont accepté de partager leurs maisons avec des Subsaharien-nes qui

vivaient dehors, dans les forêts. Par exemple, il y avait une dame dans la Medina qui ne logeait que des femmes marocaines dans son immeuble : en lui présentant la situation des mères célibataires subsahariennes, notre travail a permis d'intégrer ces femmes dans des foyers uniquement destinés aux femmes et aux enfants.



Conférence à Rabat au Maroc, 6 février 2016. - Photo : Alarm Phone

Nous faisons surtout des actions très humanitaires jusqu'à fin 2021, lorsque le COVID-19 a commencé à baisser. À partir de ce moment-là, les autorités ont repris la répression, les arrestations en ville, les refoulements, et même des déportations. Les convois qui essayaient de passer par Cassiago, lorsqu'ils se faisaient arrêter, se voyaient directement déportés, soit en Algérie, soit dans les pays d'origine. Les autorités marocaines ont profité du fait que certains pays de départ avaient signé des accords afin de rapatrier leurs ressortissant-es. En tant que réseau Alarm Phone, nous avons beaucoup dénoncé cette pratique.

À partir de 2022, la migration a changé d'orientation : beaucoup de migrant-es ont commencé à se déplacer vers le sud.

Depuis 2020 déjà, le sud était devenu une destination forcée : les migrant-es étant victimes d'un jeu de ping-pong, avec des éloignements vers le sud (pour les migrant-es de Tanger et Nador) ou vers le nord (pour les migrant-es du Sahara). Ainsi, Laayoune devient le centre des départs des convois vers les îles Canaries. L'Alarm Phone Laayoune reçoit des migrant-es qui ont survécu à des naufrages, à la répression, aux arrestations arbitraires. Avec l'équipe, on a décidé de travailler autrement :

plutôt que d'aller sensibiliser les migrant-es dans les traquillots (foyers) ou les restaurants, on a décidé d'organiser beaucoup de campagnes de sensibilisation avec les présidents des communautés, à Laayoune, Tan Tan, Boujdour et Dakhla. Par ailleurs, nous organisons des journées de formation sur la sécurité dans la mer, sur la communication, les téléphones et la localisation GPS.

En même temps, nous organisons aussi des commémorAction pour se rappeler des personnes disparues. Nous faisons cela à l'échelle internationale, Alarm Phone est un réseau transnational qui est composé de personnes différentes. Mais tout le monde est solidaire, on est une famille et tout le monde est prêt à continuer à lutter.

64

## En mémoire de notre ami Idriss

Idriss a été un membre essentiel de l'équipe d'Alarm Phone au Maroc pendant de nombreuses années. Il nous a quittés en janvier 2024.

Idriss a toujours incarné la solidarité, agissant sans beaucoup de mots. Il était l'un de ceux qui construisent l'ossature de nos mouvements. Idriss savait ce qui était nécessaire et a toujours essayé d'utiliser ses réseaux pour soutenir les personnes en déplacement dans leurs besoins quotidiens. En toute humilité et modestie, il a fait ce qu'il fallait faire.

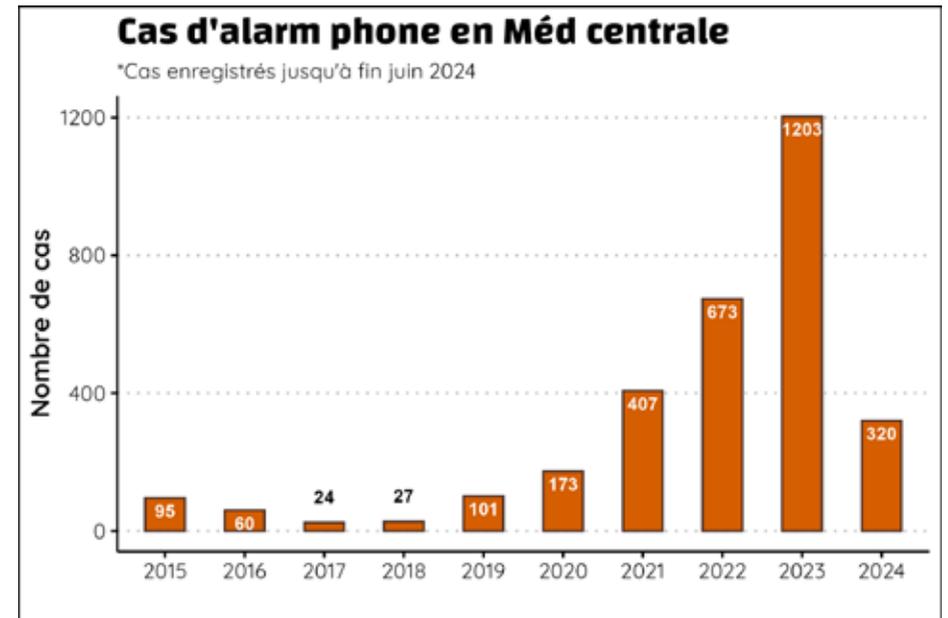
Sa présence était souvent silencieuse, mais tout le monde se rend compte qu'il n'est plus là. Son sourire et sa continuité nous manquent. Il a été l'un de nos plus fidèles compagnons de lutte pour le droit à la liberté de circulation.

Nous garderons sa mémoire vivante.

Que ton âme repose en paix, cher ami Idriss.



# La Méditerranée centrale





## Cela fait bouger les choses!

### 10 ans d'Alarm Phone le long de la route de la Méditerranée centrale

#### Introduction

Ces dix dernières années, l'Alarm Phone a traité plus de 3 000 cas de détresse dans la seule région de la Méditerranée centrale. Cependant, comme dans les autres régions, la fréquence des cas a changé au fil du temps, reflétant non seulement les dynamiques changeantes des mouvements migratoires et de la répression aux frontières, mais aussi une prise de conscience croissante de notre réseau d'activistes parmi les communautés en mouvement. En 2015, lors notre première année complète d'activité, nous avons été alertés au sujet de 95 cas de détresse ; en 2023, nous avons travaillé sur 1 203 cas et ce fut l'année la plus chargée pour nous jusqu'à présent.

En 2013, alors que nous nous demandions comment lancer notre ligne téléphonique militante, nous avons demandé conseil au Père Mussie Zerai. À l'époque, ce prêtre érythréen-italien était contacté par des personnes en détresse en Méditerranée centrale depuis plusieurs années déjà, en particulier par des personnes originaires d'Afrique de l'Est. En Libye, son numéro de téléphone était inscrit sur les murs des camps de détention et transmis - de la prison à la mer. Lorsqu'il était appelé depuis un bateau en mer, le père Zerai recueillait des informations cruciales et faisait ensuite pression sur les autorités italiennes pour qu'elles lui portent secours. Lorsque nous lui avons parlé de l'idée du projet de ligne téléphonique d'assistance et de notre ambition de collectiviser son travail, il nous a dit : « Commencez dès aujourd'hui, pas demain ».

Au cours des premières années d'existence d'Alarm Phone, les cas en provenance de la Méditerranée centrale arrivaient généralement par l'intermédiaire du Père Zerai. Il transmettait les coordonnées GPS et les numéros des téléphones satellites à nos équipes, qui se mettaient alors en contact avec des bateaux pour proposer leur aide. Au fil du temps, moins d'appels sont parvenus au Père Zerai et davantage sont arrivés à l'Alarm Phone directement.

Entre 2017 et 2018, les appels reçus par notre réseau ont d'abord diminué en raison de la baisse globale des traversées. Sur ces deux années, seuls 51 bateaux nous ont appelés depuis la région de la Méditerranée centrale. Cependant, à partir de 2019, il y a eu chaque année une augmentation spectaculaire des cas. De 101 en 2019 à 173 bateaux un an plus tard, de 407 bateaux en 2021 à 673 en 2022. Et l'année dernière, nous avons même atteint 1 203 cas.

Ces chiffres en hausse soulignent le rôle de plus en plus important joué par l'Alarm Phone dans la partie centrale de la Méditerranée au cours des dix dernières années. Cependant, les chiffres ne disent pas tout. Dans ce texte, nous voulons donc mettre en lumière certains des développements cruciaux qui ont eu lieu au cours de la dernière décennie et montrer comment les luttes des migrant·es et la solidarité en mer se poursuivent, malgré une violence aux frontières souvent meurtrière de la part de l'Europe et de ses alliés nord-africains.

### La solidarité en mer

Dix ans d'Alarm Phone, c'est aussi dix ans de solidarité en mer en Méditerranée centrale. À partir de 2015, nous avons constaté que de plus en plus d'activistes et d'humanitaires pénétraient dans cet espace pour mener à bien des opérations vitales de recherche et de sauvetage. Cette solidarité a d'abord été plus ou moins acceptée par les États membres de l'UE, notamment par l'Italie, dont le Centre de coordination des secours maritimes (MRCC) donnait régulièrement des instructions aux ONG pour qu'elles se rendent sur les lieux où le sauvetage était nécessaire et débarquent les personnes dans différents ports italiens.

Cependant, les temps ont changé. À partir de 2017, les ONG de sauvetage ont subi de plus en plus de pressions politiques et de harcèlement, ont été dénoncées comme des « facteurs d'attraction », ont été criminalisées et bloquées. Parallèlement, les États membres et les institutions de l'UE ont fait ce qui était possible pour accroître les capacités d'interception des soi-disant « garde-côtes libyens » et des forces tunisiennes. Au fil du temps, les centres de coordination des secours maritimes en Italie et à Malte sont devenus de plus en plus dysfonctionnels. Au lieu de faire ce qu'ils sont censés faire

– coordonner les sauvetages – ils ont délégué cette responsabilité à des « pays tiers », dont les forces frontalières enlèvent les personnes qui tentent de s'échapper. Les ONG disponibles pour le sauvetage ont donc été de plus en plus contournées par les autorités européennes, ce qui a aggravé de manière meurtrière le problème du sauvetage.



À la lumière de ces développements, l'Alarm Phone a joué un rôle de plus en plus central dans la coordination des sauvetages, en particulier à partir de 2019. Travaillant « à l'aveugle » en raison du manque d'informations de l'État, les ONG de sauvetage sont devenues plus dépendantes des informations concernant les bateaux en détresse reçues via notre ligne d'assistance militante. Au fil du temps, une véritable chaîne de solidarité s'est formée entre nous au téléphone, les sauvetages en mer et les avions de reconnaissance civils qui tournent au-dessus de la Méditerranée à la recherche de bateaux en détresse. Des centaines de bateaux ont été sauvés ces dernières années grâce à cette collaboration de la flotte civile.

Bien que les autorités nationales soient toujours informées et donc pleinement conscientes des situations de détresse, elles décident souvent de ne pas s'engager dans des activités de sauvetage. Pire encore : nous constatons régulièrement que leurs actions entraînent des risques supplémentaires pour les personnes qui voyagent et compliquent les opérations de sauvetage.

Lorsque la position GPS d'un bateau en détresse est connue des autorités, une « course » s'engage : D'un côté, il y a les avions et les drones de Frontex, les autorités italiennes et maltaises, ainsi que les forces navales libyennes et tunisiennes qui tentent d'intercepter les bateaux avant qu'ils n'atteignent l'Europe pour les ramener en Libye ou en Tunisie. Ces opérations concertées se déroulent souvent dans les eaux internationales, y compris dans la zone de recherche et de sauvetage de Malte. De l'autre côté, il y a les acteurs de la flotte civile, qui tentent de faire en sorte que les bateaux en détresse ne sont pas simplement secourus en mer, mais qu'ils soient amenés dans un port sûr en Europe.

Les ONG doivent s'attendre à des intimidations, voire à des attaques directes si les garde-côtes et les milices libyennes se trouvent à proximité. Dans cette situation opérationnelle complexe et dans une zone où les différentes formes de refoulements sont fréquentes (*pull- and pushback*), Alarm Phone et la flotte civile doivent regrouper leurs connaissances, leurs compétences et leurs capacités pour empêcher les violations des droits humains. C'est dans ce contexte que le Centre de coordination du sauvetage maritime civil (CMRCC) a été créé en 2020, donnant à la coordination improvisée entre les acteurs de la flotte civile engagés dans cette chaîne de solidarité une structure plus durable. Dans *Echoes*, dont la publication est bimestrielle, les pratiques collectives de la flotte civile sont mises en avant, sous le titre : « *Cela fait bouger les choses* » (« *It makes a difference* »). Malgré toutes les tentatives pour criminaliser la solidarité, cette flotte civile collective continue à se battre pour chaque bateau en détresse en mer.

### Le contrôle des frontières

Au cours des dix dernières années, nous avons assisté à une militarisation spectaculaire dans la région de la Méditerranée centrale. Alors qu'en 2013 et 2014, une brève fenêtre s'était ouverte pour un sauvetage humanitaire mené par l'État, grâce à l'opération Mare Nostrum menée par l'Italie, les années suivantes ont été caractérisées par des efforts toujours plus draconiens pour sécuriser la mer et dissuader les bateaux de migrant-es, quel qu'en soit le prix en termes de vies humaines.

De l'opération Triton à l'opération Eunavfor Med, puis à l'abandon du sauvetage en mer au profit de la surveillance aérienne par Frontex et consorts : Nous avons été directement témoins des effets mortels de la réduction des capacités de sauvetage en mer et de la réticence croissante des acteurs à fournir une assistance aux bateaux en détresse. Les retards et la non-assistance sont devenus systématiques et le nombre de mort-es en mer a augmenté. Les attaques contre la flotte civile sont devenues une stratégie politique centrale sous les gouvernements italiens qui se sont succédé, avec Salvini comme ministre de l'Intérieur, puis avec Meloni comme Premier ministre.



Refoulement vers la Libye, 2023. - Photo : Sea-Watch

Nous avons vécu en direct comment de nombreux bateaux, et les personnes qui se trouvaient à bord, ont été « abandonner à leur sort » ou, plus activement encore, tuées. Par exemple, pendant les journées de Pâques 2020, Malte a intensifié sa violence à l'encontre des personnes en déplacement. Tout d'abord, elle n'a pas aidé plusieurs bateaux dans la zone de recherche et de sauvetage maltaise, puis elle a orchestré une opération de refoulement d'un groupe vers Tripoli. Ce que l'on appelle depuis le « massacre de Pâques » a coûté la vie à douze personnes et les survivant-es ont été renvoyé-es de force en Libye, où iels ont été emprisonné-es dans un camp inhumain.

Ces dernières années, la mort en mer est devenue un phénomène quotidien. L'Alarm Phone a pu documenter de nombreuses violations des droits humains et le naufrage de beaucoup de bateaux ; mais aussi, très souvent, nous n'avons appris que par des parents que des naufrages s'étaient produits et que leurs proches étaient portés disparu-es. Malheureusement, avec la normalisation croissante de cette violence aux frontières, les médias et le public accordent de moins en moins d'attention aux crimes commis en mer. Les meurtres en mer se poursuivent ainsi, en toute impunité et sans obligation de rendre des comptes.

### Transits continus mais aussi escalade du racisme et de la violence des frontières en Tunisie

Après 2011, année de la Révolution tunisienne, 2023 est devenue l'année où le nombre d'arrivées de Tunisie en Italie a été le plus élevé. Plus de 90 000 personnes, en majorité originaires de pays d'Afrique de l'Ouest comme la Guinée ou la Côte d'Ivoire, ont rejoint la Sicile par bateau, principalement de Sfax à Lampedusa. Ces transits continus ont contribué à ce que, l'an dernier, nous avons appelé le « petit été de la migration » dans la région de la Méditerranée centrale.

Cette évolution s'est produite dans le contexte du discours haineux prononcé par le président tunisien Saïed en février 2023, et de l'augmentation de la violence et du racisme à l'encontre des personnes noires en Tunisie depuis lors. Même des titres de séjour en cours de validité ne protégeaient pas les personnes noires. Celles-ci sont confrontées à la violence institutionnelle, notamment au profilage racial et à la détention arbitraire. Des attaques, voire des pogroms, ont été perpétrés par des foules armées et les forces de sécurité. La violence permanente a culminé avec des déportations massives et illégales vers les zones désertiques limitrophes de la Libye et de l'Algérie, entraînant de nombreux décès et disparitions.

En réaction à l'augmentation du nombre de traversées au cours de l'été, qui a culminé en septembre 2023, la violence frontalière le long de la route tunisienne s'est encore intensifiée. Sur l'eau, le nombre d'interceptions par les garde-côtes tunisiens, avec près de 70 000 interceptions en 2023, a doublé par rapport à l'année précédente. Les comportements violents des garde-côtes tunisiens – bateaux repoussés et percés, personnes frappées à coups de bâton et intimidées par des coups de feu, moteurs volés sur les canots pneumatiques et personnes laissées à la dérive en mer – sont devenus des pratiques courantes. Selon les chiffres officiels publiés par les autorités tunisiennes, entre janvier et mai 2024, environ 28 000 personnes ont été interceptées. Beaucoup d'entre elles risquent également d'être expulsées vers la Libye ou de subir des déportations en chaîne vers le Niger via l'Algérie.

Cette forme de brutalité de la part des autorités frontalières tunisiennes, documentée depuis plusieurs années déjà, s'inscrit dans un contexte d'intensification des politiques d'externalisation des frontières par l'Union européenne et ses États membres. Le soutien européen aux forces de sécurité tunisiennes s'est considérablement accru, mettant en place un régime de « refoulement par un tiers », à l'instar de la coopération de l'UE avec les milices libyennes.

<https://alarmphone.org/en/2024/02/18/2023-a-long-summer-of-migration-in-the-central-mediterranean-sea/>

<https://alarmphone.org/en/2024/06/20/interrupted-sea/>

### Des ruptures continues, des espaces contestés

Dix ans après le lancement de notre ligne téléphonique d'assistance, la région de la Méditerranée centrale reste donc un cimetière marin et l'utilisation de la mort comme moyen dissuasif demeure un échec. Malgré une décennie d'intensification des contrôles frontaliers et de la militarisation, la route maritime centrale n'a pas été « bouclée ». Bien au contraire, les ouvertures et les percées se poursuivent.

En Libye, la lutte autonome des personnes réfugiées a été remarquable, elle s'est organisée non seulement dans un environnement extrêmement dangereux, mais a poursuivi le combat – depuis les centres de détention jusqu'à la mer puis aux rues de l'Europe, où les protestations permettent de souligner que la souffrance des personnes en Libye est directement liée aux acteurs et à leurs décisions prises à Genève et à Bruxelles.

L'année 2023 a été particulièrement remarquable en termes de ruptures successives : plus de 157 000 personnes ont rejoint l'Italie par la mer et ce fut donc le plus grand nombre d'arrivées depuis 2016. Ce « petit été de la migration » a vu débarqué 112 bateaux et de plus de 5 000 personnes à Lampedusa en une seule journée – le 12 septembre 2023. Voyageant souvent sur de petites embarcations depuis la Tunisie, des milliers de personnes sont arrivées sur cette île et ont franchi la frontière de la Méditerranée centrale. À Lampedusa, le hotspot a été débordé et s'est effondré, et de nombreuses personnes ont rapidement poursuivi leur route vers l'Italie continentale et au-delà.

Cinq ans après le lancement de l'Alarm Phone, en 2019, une personne de notre réseau a écrit la phrase suivante dans notre brochure anniversaire: L'Alarm Phone est composé de « ceux qui, shift après shift, retirent une brique d'un mur et l'ajoutent à un pont ». Cette vision d'un pont continue d'accompagner notre pratique quotidienne.

Nous savons que si la volonté politique était présente, la mer ne serait plus une barrière mortelle mais un pont, reliant les deux rives de la Méditerranée. Cela semble bien loin, si l'on considère les récents développements politiques. En 2024, le nombre de personnes qui parviendront à fuir la Libye ou la Tunisie et à atteindre l'Europe semble beaucoup plus faible qu'en 2023. Pourtant, quelle que soit la direction que prendront les développements politiques, nous continuerons à être présent-es en Méditerranée centrale, avec le slogan: « Ferries not Frontex – Towards an open Mediterranean space ! » (« Des ferries pas Frontex – Pour un espace méditerranéen ouvert ! »)

Bateaux arrivant au port de Lampedusa en Italie, septembre 2021. - Photo : Sea-Watch Airborne



## En mémoire de notre ami Wolli

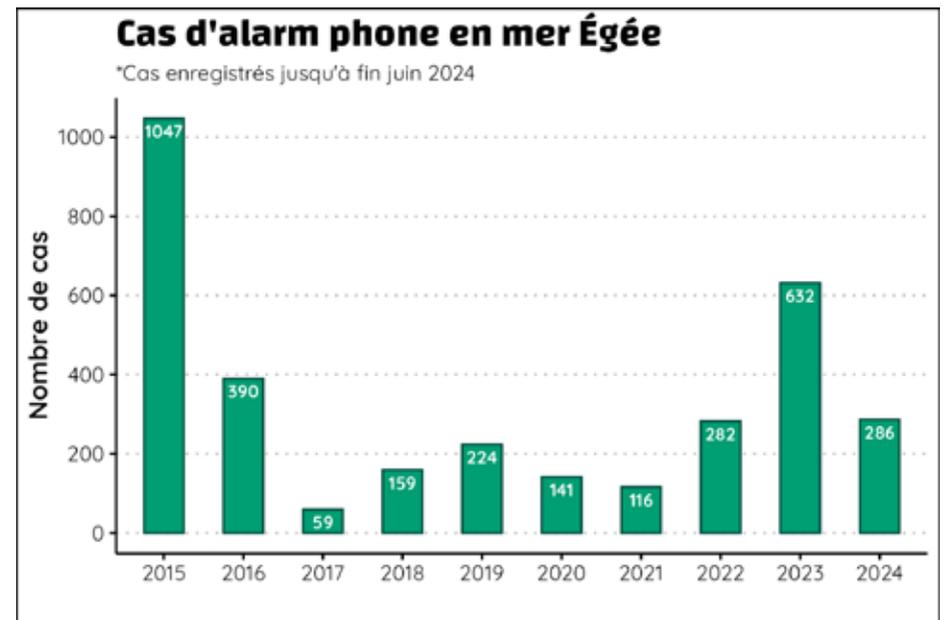
Notre ami et camarade Wolli est décédé paisiblement le 9 octobre 2021 à Munich, quelques semaines seulement après notre réunion Alarm Phone à Palerme.

Wolli était un homme de réseau à Munich; avec de nombreuses relations et une vision forte pour relier les différentes luttes. Il établissait facilement des liens avec les gens - au sens large, en créant des liens entre et pour les mouvements, mais aussi dans les petits moments de la vie quotidienne. C'est lui qui veillait toujours à ce que tout le monde ait un café. Il était aussi un artiste et aimait peindre.

Tes idées, tes rires, ta force, ta solidarité, tes bannières et affiches peintes, ta détermination, ta position claire contre l'injustice, ton esprit de résistance - toi, bel être humain, tu continueras à nous accompagner dans nos luttes.



# La région de la Méditerranée orientale





Ferry quittant Mytilène, Lesbos en Grèce, 2015. - Photo : Welcome to Europe

## Des espaces contestés et des massacres impardonnables

### La région de la Méditerranée orientale

La région de la mer Égée, entre la Turquie et la Grèce, était un point de départ important au début de l'Alarm Phone. Au cours des dix dernières années, les itinéraires se sont modifiés et la violence s'est intensifiée, avec des conséquences mortelles. Le jeu cruel auquel se livre le régime frontalier européen avec la vie des gens dévoile le visage brutal des politiques frontalières. Nous revenons ici sur les cas, les rapports et les changements des dix dernières années dans la région de la Méditerranée orientale : depuis les moments cruciaux du « long été de la migration » en 2015, à l'accord UE-Turquie en 2016, aux refoulements systématiques en Grèce depuis 2020 et à la violence et la criminalisation croissantes auxquelles les personnes qui font la traversée sont confrontées. Nous nous souvenons également des voix des personnes qui ont traversé ces frontières dangereuses et nous les partageons.

81

### Le long été de la migration : 2015 et les années qui ont suivi

*«Ce long été de migration en 2015 a clairement montré que les clôtures de barbelés, les forces militaires et autres mesures de dissuasion ne peuvent pas arrêter la mobilité humaine.»*

*-Alarm Phone, rapport régional, 6 septembre 2015-<sup>1</sup>*

<sup>1</sup> <https://alarmphone.org/en/2015/09/06/weekly-report-attacks-occurred-in-the-aegean-sea-by-masked-men-presumably-units-of-the-greek-coastguard-2/>

En 2015, le régime des frontières s'est effondré sous la pression immense et soutenue de nombreuses communautés de migrant-es qui ont franchi ensemble les frontières de l'UE dans leur marche vers l'espoir. Certaines frontières ont alors été ouvertes pour permettre aux personnes de se déplacer de la Grèce vers le nord. Tandis que les médias européens parlaient d'une « crise » migratoire pour les pays européens, il était clair que la seule « crise » qui existait était celle des personnes sur les routes – une crise mondiale de la justice sociale. Malgré la force et l'importance de ce moment, la violence et la mort sont restées les conséquences permanentes de la politique frontalière de l'Europe et des pratiques de dissuasion au cours de ces mois, en particulier dans la région de la mer Égée. Comme le décrit un rapport régional de l'Alarm Phone à l'époque :

« La semaine dernière, nous avons appris qu'une fois de plus, des attaques ont eu lieu en mer Égée par des hommes masqués, vraisemblablement des unités de garde-côtes grecs. Nous avons reçu des témoignages de première main de personnes ayant subi des attaques en mer à quatre occasions différentes, lorsque des forces masquées ont arrêté et mis le pied sur leur bateau, et souvent volé leurs moteurs, les laissant derrière eux dans une situation de détresse aiguë. »<sup>2</sup>

Ces formes d'attaques, comme nous devions l'apprendre plus tard, allaient redevenir systématiques. Malgré cela, au cours de l'été et de l'automne 2015, la plupart des appels reçus par l'Alarm Phone provenaient de la mer Égée. Des centaines de cas ont été enregistrés. Au cours de la première semaine de septembre 2015, l'Alarm Phone a pris en charge 66 bateaux qui ont traversé la mer Égée. Quelques semaines plus tard, 90 cas ont été enregistrés en une semaine. Pendant cette période, entre 4 000 et 10 000 personnes arrivaient chaque jour à Lesbos. En septembre 2015, nous écrivions à propos de ces semaines intenses :

« Le mouvement social de migration dans le bassin méditerranéen vers l'Europe n'a jamais été aussi fort : plus d'un demi-million de personnes ont traversé la mer Méditerranée au cours des neuf premiers mois de cette année, soit plus de deux fois plus qu'au cours de l'année 2014. La grande majorité d'entre elles, plus des deux tiers, sont arrivées en Grèce, comme en témoignent les centaines d'appels de détresse que l'Alarm Phone a reçus de cette région. Avec la fin de l'été et le changement de temps, les traversées maritimes deviennent encore plus dangereuses. »<sup>3</sup>

2 <https://alarmphone.org/en/2015/09/06/weekly-report-attacks-occurred-in-the-aegean-sea-by-masked-men-presumably-units-of-the-greek-coastguard-2/>

3 <https://alarmphone.org/en/2015/09/27/alarm-phone-weekly-report-21st-to-27th-of-september-2015/>

En raison du nombre élevé de traversées, les personnes qui parvenaient à atteindre les îles et à survivre aux pratiques violentes en mer étaient ensuite confrontées à des conditions difficiles. L'accès à l'hébergement, aux soins médicaux et à d'autres besoins fondamentaux était fortement limité et il était vital que les personnes puissent atteindre le continent. Nous avons réclamé des « services réguliers de ferry vers la Grèce continentale »<sup>4</sup> – non seulement pour la mer Égée, mais plus largement pour la région de la Méditerranée orientale. Nous avons demandé « *des ferries, pas Frontex* », une demande essentielle à l'époque, et encore aujourd'hui !

Malgré les conditions violentes en Grèce et en Turquie, ainsi que les dangers des traversées, les personnes ont poursuivi leur chemin et ont refusé d'être réduites au silence. Elles se sont opposées à la fois aux traversées périlleuses et au fait d'être bloqués en Turquie. En Turquie, les personnes se sont organisées collectivement, comme l'a rapporté l'Alarm Phone à l'automne 2015 :

« Jusqu'à 6 000 personnes ont marché vers les frontières turco-grecque et turco-bulgare avec le slogan #crossingnomore pour demander l'ouverture des frontières terrestres afin de ne pas avoir à risquer leur vie en mer. Ce mouvement de protestation a été accueilli avec violence et répression par la police turque. »<sup>5</sup>

Alors que les personnes continuaient à revendiquer leur droit de se mettre à l'abri, les gouvernements européens affirmaient être confrontés à une « crise » ingérable. En réponse à cela, des mesures extrêmes ont été prises au niveau politique, comme l'a rapporté l'Alarm Phone en octobre 2015 :

« Les dirigeants de l'UE cherchent désespérément à re-stabiliser leur régime frontalier. Outre l'installation des fameux 'hotspots' en Grèce et en Italie, l'UE associe désormais plus étroitement le gouvernement turc à son système de dissuasion. »<sup>6</sup>

Les hotspots étaient utilisés pour enregistrer les personnes après leur arrivée et étaient initialement des lieux de transit. Toutefois, cette situation a radicalement changé lorsque l'accord entre l'UE et la Turquie a vu le jour. Avec de nombreuses organisations, nous avons dénoncé cette évolution car, pour nous, il était clair que l'accord avec la Turquie ne ferait qu'accroître la violence et la mort, sans rien offrir pour établir des routes sûres et sécurisées.

En 2015, l'Alarm Phone a condamné cet accord et a demandé une enquête sur les crimes frontaliers qui se produisaient déjà dans la région à l'époque :

4 <https://alarmphone.org/en/2015/09/20/alarm-phone-weekly-report-14-20-september-2015/>

5 <https://alarmphone.org/en/2015/09/27/alarm-phone-weekly-report-21st-to-27th-of-september-2015/>

6 <https://alarmphone.org/en/2015/10/18/armed-attacks-on-6-boats-in-aegean/>

« Ces mesures n'empêcheront pas les gens de se déplacer, mais elles rendront les déplacements humains non autorisés encore plus longs, coûteux, dangereux et mortels. À la lumière de ces développements, nous appelons à des voies de passage sûres et légales vers l'Europe et nous demandons également des enquêtes indépendantes sur les attaques violentes et les refoulements dans la mer Égée qui ont délibérément mis en danger la vie de centaines de voyageurs cherchant protection et abri en Europe. »<sup>7</sup>

### L'accord UE-Turquie

En mars 2016, l'UE et la Turquie ont conclu un accord connu sous le nom d'« accord UE-Turquie ». L'objectif de cet accord : Renvoyer massivement en Turquie les demandeur-euses d'asile arrivé-es sur les îles grecques. En outre, la Turquie a accepté d'empêcher de façon plus active les gens de partir vers l'UE. Pour sa volonté d'agir dans l'intérêt de l'Europe et contre les intérêts de centaines de milliers de personnes en déplacement, la Turquie a reçu des milliards d'euros en retour.

L'accord était problématique pour plusieurs raisons. Il considérait la Turquie comme un pays sûr pour les demandeur-euses d'asile. Les innombrables cas de détention et d'abus que des personnes qui circulent nous ont rapportés lorsqu'elles se trouvaient en Turquie, ainsi que les retours forcés vers la Syrie et l'Iran, ont prouvé que c'était faux.

L'accord a entraîné une augmentation des expulsions de la Grèce vers la Turquie, ainsi qu'un resserrement des contrôles migratoires dans le pays lui-même, ce qui a rendu les départs en mer et par voie terrestre plus difficiles – et plus dangereux.

### Après l'accord UE-Turquie

Après l'entrée en vigueur de l'accord en mars 2016, les déportations vers la Turquie ont augmenté. Tous les jeudis, un bateau transportant des personnes expulsées partait de Lesbos et des vols d'expulsion étaient effectués. Ainsi, à la suite de l'accord, les îles sont devenues des prisons à ciel ouvert. Des milliers de personnes ont été confrontées à des restrictions géographiques qui les ont empêchées de rejoindre le continent et les ont enfermées dans des conditions épouvantables, dans les « hotspots » des îles. Lorsque ces personnes ont réussi à rejoindre le continent, elles se sont retrouvées dans une autre situation difficile. Parallèlement à l'accord UE-Turquie, la frontière nord entre la Grèce et la Macédoine a été fermée en mars 2016. Après ces

7 <https://alarmphone.org/en/2015/10/18/armed-attacks-on-6-boats-in-aegean/>

efforts pour fermer la route des Balkans, la route est devenue beaucoup plus violente et dangereuse.

Au vu de ces tentatives infructueuses pour contrôler les migrations, l'Alarm Phone a déclaré au début de l'année 2020 : « Personne ne peut arrêter la pluie, mais l'Europe fait de gros efforts pour y arriver. »<sup>8</sup> Bien que les États européens aient déployé des efforts considérables pour renforcer le contrôle des migrations en mer Égée et en Méditerranée orientale, leurs stratégies ont largement échoué. Les personnes ont continué à venir, elles ont continué à exercer leur droit et leur besoin de se déplacer contre les efforts de plus en plus violents de l'Europe et de ses partenaires.

Si les refoulements n'ont pas complètement disparu, ils sont devenus, pendant un court laps de temps, moins fréquents. Toutefois, au fil du temps, les refoulements et les attaques ont recommencé à augmenter et, en mars 2020, la spirale de la violence a atteint une nouvelle dimension.



Survivante du naufrage du 24 avril 2017 devant le mémorial à Thermi, Lesbos en Grèce. - Photo : Marilyn Stroux

8 <https://alarmphone.org/en/2020/01/10/no-one-can-stop-the-rain/>

### Témoignage du 30 octobre 2019

« Lorsque nous avons atteint 1 000 mètres près de Samothraki, un bateau blanc est arrivé du côté grec avec l'inscription 'garde-côtes'. Ils nous ont ordonné de nous arrêter et nous ont lancé une corde. Un jeune homme qui ne voulait pas prendre la corde a été frappé à la tête avec un bâton métallique. Il a été blessé. Ils nous ont insultés en anglais. Puis ils nous ont ramenés vers la Turquie. Puis ils nous ont laissés avec un deuxième bateau plus grand. Nous pensons qu'il appartenait à l'OTAN. Ils ont attendu à proximité jusqu'à ce que le bateau des garde-côtes turcs arrive. Ils nous ont arrêtés et nous ont emmenés pendant 6 jours au poste de police d'Enes. Ils ont gardé les hommes seuls en détention et n'ont relâché que les familles avec enfants. Nous avons dit aux Grecs que nous voulions demander l'asile, mais ils nous ont renvoyés. C'était la septième fois que j'essayais avec ma famille de rejoindre l'Europe..»

### Les véritables crimes sont commis par le régime frontalier : Escalade de la violence en mars 2020

Après des semaines d'escalade dans les discussions et les annonces, le président turc Erdogan a déclaré publiquement à la fin du mois de février 2020 que les forces turques n'empêcheraient plus les gens de partir vers la Grèce et l'UE. Cet épisode a montré la pression que les dirigeants autoritaires peuvent exercer sur l'Europe en instrumentalisant la migration et en l'utilisant comme outil de négociation politique. Erdogan a obtenu ce qu'il voulait : des jours de confrontations violentes entre les garde-côtes grecs et les personnes qui tentaient de passer en Grèce. Dans le même temps, la Grèce a obtenu le soutien qu'elle demandait. Pendant cette période, les personnes traversant la frontière grecque, par voie terrestre ou maritime, ont été violemment battues, ont reçu des balles en caoutchouc et ont été aspergées de gaz lacrymogène. L'État grec a même suspendu le droit d'asile.

Malgré les attaques extrêmes et bien documentées contre les personnes en mer et à la frontière terrestre d'Evros, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, s'est rendue en Grèce et a soutenu leurs actions violentes. Von der Leyen a déclaré que la Grèce était « le bouclier de l'Europe », le bouclier dans la guerre de l'Europe contre l'immigration qui s'intensifie. Les émissions publiques de l'époque ont donné l'impression que la violence frontalière était exceptionnelle et très performante. Mais lorsque les caméras se sont détournées, la violence ne s'est pas arrêtée, mais s'est au contraire poursuivie jusqu'à aujourd'hui. Ce moment a conduit à une nouvelle période de violence ouvertement pratiquée par les garde-côtes et les garde-frontières grecs dans toute la région de la Méditerranée orientale et de

9 <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2020/03/greece-turkey-refugees-explainer/>

l'Evros. En tant que tel, il a été le début d'une nouvelle ère dans la brutalité du régime frontalier de l'UE et son acceptation par une grande partie de l'opinion publique européenne - les refoulements sont devenus la nouvelle vieille routine dans la mer Égée.<sup>10</sup>



Commémoration à Skala Sikaminias, Lesbos en Grèce, 2015. - Photo : Marily Stroux

Le réseau Alarm Phone a continué à prendre en charge les appels de détresse des personnes en déplacement. Nous avons également assuré le suivi des personnes après la fin de la situation de détresse - souvent, les personnes étaient refoulées. Des dizaines de personnes nous ont raconté les horreurs qu'elles avaient vécues. Elles nous ont demandé de « *dire au monde ce qu'ils nous ont fait, pour que personne ne puisse jamais dire qu'on ne savait pas.* »<sup>11</sup> C'est ce que nous avons fait et continuons à faire.

10 <https://alarmphone.org/en/2020/05/14/push-backs-the-new-old-routine-in-the-aegean-sea/>

11 <https://aeg.bordercrimes.net/report/>

### Témoignage, 31 octobre 2020

Le 31 août 2020, un groupe de personnes a tenté de traverser la mer Égée en direction de l'île de Symi et a été attaqué par les garde-côtes grecs. Un survivant nous a raconté :

« Nous avons navigué durant une ou deux heures et, lorsque nous avons atteint la frontière, un énorme navire de la garde côtière est arrivé. Ils étaient armés et nous ont demandé de nous arrêter. Notre moteur s'est alors arrêté et n'a pas pu être redémarré. Nous leur avons demandé de l'aide, mais ils se sont contentés de nous crier 'retournez, retournez d'où vous venez !'. Ils ont commencé à créer de grosses vagues pour que notre bateau revienne en arrière de lui-même. Le moteur étant de toute façon arrêté, ils nous ont laissés là et nous ont regardés de loin. Nous avons finalement réussi à redémarrer le moteur et nous sommes repartis en arrière, vers la Turquie. »<sup>12</sup>

Lors de sa tentative suivante, le groupe est à nouveau attaqué, cette fois avec un couteau qui transperce leur embarcation. Les personnes sont restées en mer, risquant de se noyer. Finalement, elles ont réussi à appeler le 112 et ont été retrouvées par les garde-côtes turcs qui les ont ramenés en Turquie. Une personne survivante a expliqué l'attaque en ces termes :

« Sur ce bateau, il y avait des hommes avec des masques et des armes. Ils ressemblaient à des ninjas, tout noirs. Ils nous ont attaqués. Ils nous criaient dessus tout le temps. Ils avaient un bâton et sur ce bâton un couteau. Ils ont saboté le moteur. Ils nous éclairaient en permanence, c'est pourquoi sur les vidéos que j'ai faites, il est difficile de voir quelque chose. Un autre ami a également fait une vidéo, mais ils ont vu qu'il l'avait faite et ils l'ont giflé et ont pris le téléphone, l'ont cassé et l'ont jeté à la mer. Ils ne veulent pas que nous prouvions leur violence et que nous la montrions au monde entier. Mais un autre ami a noté le numéro qu'ils avaient sur leur bateau : ΛΣ 070. »

### Multiplication des infrastructures violentes et des refoulements

Les refoulements systématiques sont devenus la réalité brutale à laquelle les gens étaient confrontés lorsqu'ils tentaient d'atteindre la Grèce. Dans ce contexte, la Grèce a augmenté sa capacité à exécuter des refoulements, même sur des centaines de kilomètres.

En octobre 2020, l'Alarm Phone a été alerté par le cas d'un bateau en détresse près de l'île grecque de Crète. Nous avons informé les autorités de ce cas de détresse. La situation était tendue, il y avait près de 200 personnes à bord et les conditions météorologiques étaient dangereuses. Les personnes ont tenté de débarquer en Crète par leurs propres moyens, mais en ont été empêchées

<sup>12</sup> <https://aeg.bordercrimes.net/report/>

par les garde-côtes grecs. En début de soirée, nous avons reçu une vidéo du bateau montrant un homme masqué en train de monter à bord. Le contact a ensuite été rompu. Deux jours plus tard, des proches nous ont informés que les personnes avaient été repoussées vers la Turquie. Elles avaient été placées dans des radeaux de sauvetage gonflables et laissées à la dérive en mer. Cela avait été d'une violence effroyable.

Des survivants d'un naufrage devant le mémorial pour les victimes du phare de Korakas à Lesbos en Grèce, septembre 2010. - Photo : Marily Stroux



### Témoignage, 20 octobre 2020

« Ils ont attendu jusqu'à 21 heures. Il faisait déjà très sombre lorsqu'ils sont entrés dans notre bateau. Un bateau grec arrivait. Nous avons d'abord pensé qu'il nous aiderait. C'était un grand bateau gris qui semblait fait pour la guerre. Des hommes portant des masques noirs ont d'abord pris d'assaut le bateau. Ils sont entrés de manière très violente et ont commencé à frapper tout le monde. Ils ont cassé les bras et les doigts de certaines personnes. Ils ont emporté des téléphones et d'autres biens, même les vêtements ou les pantalons de certaines personnes. Lorsqu'ils ont trouvé le capitaine du bateau, ils l'ont battu avec une grande violence. Nous avons tous eu peur qu'il meure. Il était gravement blessé et avait un bras cassé à cinq endroits. L'autre main était

également cassée et il souffrait d'un choc cérébral. Il est possible que des organes aient été endommagés, car il a été violemment frappé à l'estomac. Ils l'ont littéralement battu partout. Il a été repoussé avec nous – vers la Turquie.

Ils ont transféré toutes les personnes sur deux bateaux différents. Je pense que les deux bateaux appartenaient à la garde côtière ou à l'armée grecque. À ce moment-là, le premier commando d'hommes masqués qui est entré dans notre bateau est parti. Cependant, les officiers de l'autre groupe suivant portaient tous des masques. J'ai eu de la chance car ils m'ont mis sur le bateau avec les familles, ce qui était mieux car ils ne nous ont plus battus après le transfert. Sur le bateau où ils ont mis la plupart des hommes, ils ont continué à les battre pendant tout le voyage.

Nous avons tous dû nous asseoir sur le pont. Ils ont crié : « Asseyez-vous. Regardez en bas. » Nous devions nous asseoir par terre et n'avions pas le droit de lever la tête. Ils nous ont traités comme de dangereux terroristes. Ils ne nous ont pas vraiment parlé. Ce n'est qu'au début que l'un d'entre eux a dit qu'ils allaient nous emmener au camp. Il était impossible de savoir où ils nous emmenaient, mais ils sont allés très vite. Le voyage a duré 10 heures. À cause de la pluie et du vent, nous étions tous mouillés, y compris les femmes et les enfants qui étaient avec nous sur le toit du bateau. Les officiers grecs ne nous ont pas donné de nourriture ni d'eau et nous n'avions pas le droit de faire pipi. Certains ont dit qu'ils voulaient aller aux toilettes, mais ils se sont contentés de nous crier dessus.

Le matin venu, ils nous ont forcés à monter dans des radeaux de sauvetage. Ils nous ont poussés vers le bas et certaines personnes sont tombées du bateau, dans les bords en caoutchouc. Lorsque nous nous sommes retrouvés sur les radeaux de sauvetage, ils sont partis, mais sont restés à distance et nous ont observés. Au début, nous avons eu très peur car nous pensions qu'ils allaient nous tirer dessus, car ils nous regardaient en tenant des fusils. C'était horrible. Certains membres du deuxième groupe nous ont raconté plus tard qu'ils avaient été placés sur des radeaux plus grands, semblables à des bateaux démobolisés. Au cours de leur voyage, ils ont subi davantage de violences. Beaucoup d'entre eux ont été blessés. Ils ont été placés à d'autres endroits sur ces radeaux de sauvetage plus grands et sans toit. Nous ne les avons retrouvés qu'en Turquie. Lorsque les garde-côtes turcs nous ont récupérés, nous avons encore souffert pendant deux jours. Nous avons dû dormir dehors, dans une cour, et ils ne nous ont donné que des couvertures de fortune. Au bout de deux jours, nous avons dû payer un trajet en bus, qui nous a finalement amenés à une organisation de soutien. Nous avons alors pu choisir d'aller à Izmir ou à Istanbul. Au total, nous avons passé 4 jours dans la forêt, 3 jours en mer, 2 jours dans la cour du poste de police et 1 nuit à l'arrêt de bus. Au total, nous avons passé 10 jours dans des conditions vraiment atroces.»<sup>13</sup>

<sup>13</sup> <https://alarmphone.org/en/2020/11/27/197-people-pushed-back-to-turkey/>

Au-delà de l'horrible violence qui a eu lieu lors de ce refoulement, ce cas démontre également les efforts collectifs et la solidarité qui existent pour lutter contre l'injustice et la violence que ces personnes sont forcées de subir. Un groupe de survivant-es et le Centre juridique de Lesbos ont intenté une action en justice pour porter l'affaire devant les tribunaux,<sup>14</sup> et ont également réalisé une reconstitution médico-légale qui ajoute une autre dimension aux témoignages des survivant-es. Cette action en justice contre la Grèce est l'une des nombreuses affaires en cours devant la Cour européenne des droits humains et témoigne des efforts déployés pour que l'État grec fasse face aux nombreux refoulements et pratiques violentes auxquels il se livre. Même si ces procès se déroulent souvent à l'abri des regards et sont limités par la nature du cadre juridique existant, ces efforts n'en constituent pas moins des étapes remarquables. Ils confrontent non seulement l'État grec et les institutions européennes aux crimes commis contre les personnes qui font la traversée, mais constituent également une décision importante et émancipatrice de ces personnes qui entreprennent une action collective contre ceux qui ont attaqué leur vie. Elle souligne la diversité du paysage dans lequel s'inscrivent les luttes pour la liberté de circulation et les luttes contre le régime des crimes frontaliers. Ces luttes vont de la décision individuelle de faire la traversée aux actions collectives pour y parvenir, en passant par l'utilisation d'infrastructures de solidarité et l'organisation mutuelle entre les personnes qui voyagent et celles qui sont solidaires avec elles – que ce soit dans le but d'une action légale, de moments de joie ou de commémorations. En tant qu'Alarm Phone, nous continuerons à contribuer autant que possible à ces multiples luttes quotidiennes pour la liberté de circulation, qui refusent de céder le contrôle à l'industrie multimilliardaire du contrôle des migrations.

### D'autres appels en provenance d'Evros : Entre la violence inouïe et la mort

Après l'escalade de la violence dans la mer Égée, l'Alarm Phone a commencé à recevoir de plus en plus d'appels de la région d'Evros, la frontière terrestre entre la Turquie et la Grèce. Cette région rurale est marquée par la rivière Evros qui marque la frontière entre les deux pays. La zone frontalière de la région d'Evros est une zone fortement militarisée, dont l'accès est très limité pour les civils, à l'exception de quelques habitant-es. Cela signifie que la région d'Evros est une boîte noire. Aucun projet ou groupe actif dans la région n'est en mesure d'atteindre les personnes en déplacement dans des situations de détresse, à l'exception des autorités.

<sup>14</sup> <https://legalcentreslesvos.org/2023/01/17/press-release-forensic-reconstruction-video-released-today-evinced-the-greek-authorities-illegal-expulsion-of-200-migrants-off-the-coast-of-crete-in-2020/>

Autocollant "Ferries Not Frontex" sur le ferry reliant Chios en Grèce, à Çeşme, en Turquie, été 2016. - Photo : Lisa Groß



Depuis de nombreuses années, les personnes en déplacement signalent des attaques brutales et des refoulements dans la région d'Evros. Depuis mars 2020, l'Alarm Phone a commencé à recevoir davantage d'appels et de rapports concernant de telles attaques. Une personne survivante qui a contacté Alarm Phone, le 10 août 2022, a été trouvé, puis brutalisé et repoussé par des gardes-frontières grecs. Il était blessé au genou et ne pouvait plus marcher, c'est pourquoi il appelait à l'aide. Il n'a pas reçu l'aide nécessaire. Au contraire, il nous a parlé d'un refoulement violent :

### Témoignage, 10 août 2022

« À sept heures, près de l'autoroute, une personne masquée/cagoulée en uniforme militaire vert portant l'inscription 'Police des frontières' est venue me voir. Il a pris le téléphone alors que je parlais à ma femme. Il l'a cassé et m'a demandé quel genou était blessé, j'ai répondu le droit. Il m'a frappé sur tout le corps, en particulier sur le genou blessé. Il m'a demandé de sortir ce qu'il y avait dans mes poches. J'avais des euros et de l'argent turc. Il a tout pris, il m'a volé. Il a vérifié mon sac et n'a rien trouvé de valeur, mais il ne m'a pas laissé prendre quoi que ce soit. Il m'a frappé à plusieurs reprises sur les genoux avec un bâton et sur le dos de manière brutale. Sur la route principale, il y avait une voiture de police et une autre personne dans la voiture, masquée et portant la même tenue. Il a ouvert le coffre de la voiture et m'a mis à l'intérieur. J'étais très serré et je ne pouvais pas respirer. Ils m'ont emmené dans un autre endroit. C'était comme une route forestière, une route de campagne. Ils m'ont demandé de descendre et il y avait deux policiers en uniforme noir normal. Ils regardaient simplement. C'est là qu'a commencé une séance de torture d'une demi-heure, au cours de laquelle j'ai reçu de violents coups sur tout le corps, accompagnées de nombreux propos racistes et d'humiliations sexuelles telles que 'je veux te tuer' ou 'je veux te baiser'.

Ensuite, il y a eu un échange de voitures. La police a pris leur voiture et j'ai été emmené dans un véhicule militaire fermé. Nous avons roulé un peu, puis ils ont installé un poste de contrôle près des deux personnes masquées. La police des frontières fouillait les voitures. Ils ont arrêté trois Afghans, dont l'un ne pouvait pas marcher, et un Syrien dont l'état de santé était critique. Je pense qu'il avait été empoisonné par l'eau des marais.

Un autre petit véhicule militaire est arrivé sans aucun trou d'aération, contenant au moins 30 personnes dans un espace très réduit. Nous mourrions de chaleur et d'odeurs. Nous sommes arrivés à une prison proche de la frontière. Je ne connais pas l'endroit, mais pour les Syriens, il est connu sous le nom de « prison d'Abu Riha », qui a une mauvaise et effroyable réputation. C'est une prison sale. Ils nous ont demandé d'enlever tous nos vêtements, nous ont mis tous nus et ont empilé tous nos vêtements sur une seule pile. Dans l'autre pièce, des enfants et des femmes nous regardaient. Ensuite, ils nous ont donné 30 secondes pour nous habiller et les gens ont commencé à prendre les vêtements des autres. Puis ils nous ont fait monter dans un tout petit camion militaire. Nous étions au moins 70 personnes dans un très petit espace de 2/3 mètres maximum.

Il y a eu beaucoup d'autres cas d'évanouissement et de nausée. Une demi-heure plus tard, nous avons atteint la frontière turque. Nous sommes montés dans le bateau en caoutchouc et ils nous ont laissés de l'autre côté. »<sup>15</sup>

15 <https://alarmphone.org/en/2022/09/07/a-dilemma-between-unbelievable-violence-and-death/>

### Ne jamais oublier, ne jamais pardonner : Se souvenir d'Alaa Muhammad Al-Bakri

Le 2 septembre 2021, Alaa Muhammad Al-Bakri a perdu la vie sur un petit îlot de la rivière Evros. Cela s'est produit après que lui et ses compagnons de voyage aient été repoussés et déposés sur un îlot par les gardes-frontières grecs, comme l'a rapporté l'ami d'Alaa à l'Alarm Phone après l'incident tragique :

« Je l'ai porté sur mon dos et je l'ai emmené sur une longue distance. Je me suis rendu à la police qui nous a mis en prison. Ensuite, on nous a mis dans une voiture d'une manière immonde puis jeter sur une île au milieu de la rivière Evros. Le jeune homme est mort sur l'île. »<sup>16</sup>

Plus d'un an après, son frère n'a toujours pas pu récupérer le corps de son frère pour l'enterrer, ni demander des comptes à ceux qui ont assassiné Alaa Muhammad Al-Bakri. Il a décrit la cruauté que son frère a dû endurer et a voulu que le monde entier l'entende :

« C'est comme si ce qui lui était déjà arrivé ne suffisait pas, ils l'ont torturé et lui ont volé ses affaires, puis l'ont abandonné près de la rivière Evros sans aucune pitié. Il faisait froid. Il a beaucoup souffert avant de mourir. »<sup>17</sup>

Jusqu'à aujourd'hui, il n'y a eu aucune conséquence, aucune justice rendue contre ce crime. Alaa Muhammad Al-Bakri, tu es vivant dans notre mémoire. Nous nous souviendrons de toi. Tu ne seras jamais oublié. Nous prononçons ton nom et nous le commémorons : Alaa Muhammad Al-Bakri.

<sup>16</sup> <https://alarmphone.org/en/2023/03/20/we-remember-alaam-muhammad-al-bakri/>

<sup>17</sup> <https://alarmphone.org/en/2023/03/20/we-remember-alaam-muhammad-al-bakri/>

### Plus de traversées de la mer Ionienne

Ces circonstances, tant sur terre qu'en mer, ont contraint les personnes à devenir encore moins visibles et à emprunter des itinéraires plus dangereux pour se rendre en Europe, avec des conséquences mortelles. Au fil du temps, nous avons constaté que les traversées directes de la Turquie vers l'Italie ont commencé à augmenter. Il s'agit d'un itinéraire très ancien et connu, qui était courant dans les années 1990, mais qui a été moins utilisé ces dernières années – jusqu'à aujourd'hui. Avec la multiplication des attaques autour des îles de la mer Égée, les gens ont tenté d'échapper à la violence et ont recommencé à emprunter cette route longue et dangereuse dans des bateaux surchargés, difficiles à diriger.

Des militants de Welcome to Europe et des familles de personnes disparues visitent le fleuve Evros en Grèce, 2010. - Photo : Marily Stroux



En décembre 2021, au moment de Noël, quatre de ces bateaux ont fait naufrage, causant de nombreux décès. Près de Folegandros, une cinquantaine de personnes ont frôlé la mort, près d'Antikythera, 11 personnes ont perdu la vie et près de Paros, 16 personnes sont mortes.<sup>18</sup> Ce qui a suivi montre une autre dimension de l'attaque systématique contre la vie des personnes. Au lieu de bénéficier du soutien nécessaire pour surmonter leur expérience traumatisante, les survivant-es ont été détenu-es dans le tristement célèbre centre de pré-expulsion d'Amygdaleza, près d'Athènes. Pendant plusieurs semaines, iels n'ont pas pu voir de médecin, n'ont pas reçu les médicaments livrés par les groupes de solidarité et ont été privés de vêtements chauds et d'autres fournitures. En outre, cinq personnes ont été accusées de « conduire le bateau ». Certaines d'entre elles ont été inculpées de peines de prison à perpétuité. Pendant ce temps, les véritables crimes du régime frontalier et la violence qui lui est intrinsèquement liée ne sont pas pris en compte.

<sup>18</sup> <https://alarmphone.org/en/2021/12/25/three-shipwrecks-with-dozens-feared-dead-in-the-aegean-while-pushbacks-continue-to-happen/>

## Pylos : Un massacre sous les yeux de l'Europe

Le 13 juin 2023 à 16:53 CEST, nous avons alerté les garde-côtes grecs d'un bateau en détresse après que des personnes à bord nous aient appelés à l'aide. Le bateau venait de Libye et s'était retrouvé près de Pylos, une petite ville côtière de la péninsule du Péloponnèse. Le bateau était très surchargé, avec 750 personnes à bord. Le 14 juin 2023, à l'aube, le bateau a chaviré. Plus de 600 personnes sont mortes.

En tant qu'Alarm Phone, nous avons documenté d'innombrables cas de refoulement et de cas où des bateaux surchargés ont chaviré parce qu'ils ont pris des routes plus longues, en essayant d'éviter les forces grecques ou les refoulements en Méditerranée centrale. Peu de temps avant le massacre de Pylos, le 23 mai 2023, l'Alarm Phone avait documenté la façon dont les passagers d'un autre grand bateau, parti lui aussi de Tobrouk, en Libye, avaient été enlevés au plus profond de la zone de recherche et de sauvetage maltaise et remorqués jusqu'en Libye.<sup>19</sup> Ces personnes ont été emprisonnées en Libye après y avoir été renvoyées de force. Les personnes qui font la traversée savent qu'elles doivent voyager le plus loin possible pour augmenter leurs chances d'éviter les refoulements.

Après le chavirement du bateau de pêche, les autorités grecques se sont empressées de justifier publiquement leur incapacité à porter secours.<sup>20</sup> Ce qui était clair dès le départ et qui l'est devenu au cours des mois suivants grâce aux enquêtes menées sur les meurtres de masse, c'est que les autorités européennes auraient pu envoyer sans délai des ressources de sauvetage adéquates. Elles ne l'ont pas fait parce que leur désir d'empêcher les arrivées était plus fort que leur désir de sauver des centaines de vies. Les autorités grecques ont ensuite accusé neuf personnes survivantes d'avoir conduit des bateaux, les utilisant comme boucs émissaires pour dissimuler leurs propres crimes. En mai 2024, les charges retenues contre elles ont été abandonnées et, à la mi-juin 2024, ces neuf survivants ont été libérés. Même si l'acquittement des neuf personnes est une victoire dans la lutte contre la criminalisation et contre la stratégie consistant à faire des personnes survivantes les boucs émissaires des crimes du régime frontalier, ce n'est qu'un petit pas vers la justice. Il reste encore un long chemin à parcourir jusqu'à ce que les responsables de la violence organisée et des crimes frontaliers à grande échelle aient à répondre de leurs actes. Cependant, avec d'autres, nous continuerons à nous battre pour que justice soit rendue à celles et ceux qui ont perdu la vie ou qui sont toujours portés disparus.

<sup>19</sup> <https://alarmphone.org/en/2023/05/29/500-people-abducted-at-sea/#:~:text=In%20the%20afternoon%20of%202023,55%20children%20and%2045%20women.>

<sup>20</sup> <https://alarmphone.org/en/2023/06/14/europes-shield/>

Depuis le début de l'Alarm Phone, nous assistons à la mort et à la systématisation de la violence en Méditerranée orientale, tant en mer que sur terre. Mais nous sommes également témoins d'un réseau fort et solide de personnes qui font la traversée ainsi que d'individus et de groupes en solidarité avec elles, qui luttent collectivement et efficacement contre les politiques migratoires européennes meurtrières. Ensemble, nous luttons contre la mort en mer, contre la criminalisation de la migration et les poursuites absurdes à l'encontre des conducteurs de bateaux et des passeurs de frontières. Nous commémorons celles et ceux qui sont mort-es et nous nous battons pour celles et ceux qui vivent et traversent encore. Nous ne nous arrêterons pas !



CommémorAction en souvenir de Jane, l'épouse de John, qui figure sur la photo, 2013. - Photo : Marily Stroux

**Cessez de reprocher aux personnes qui se déplacent d'essayer d'échapper à votre violence !**

**Arrêtez de blâmer ces personnes pour leur propre mort !**

**Arrêtez les refoulements, mettez fin à la mort en mer, démolissez les frontières de l'Europe !**

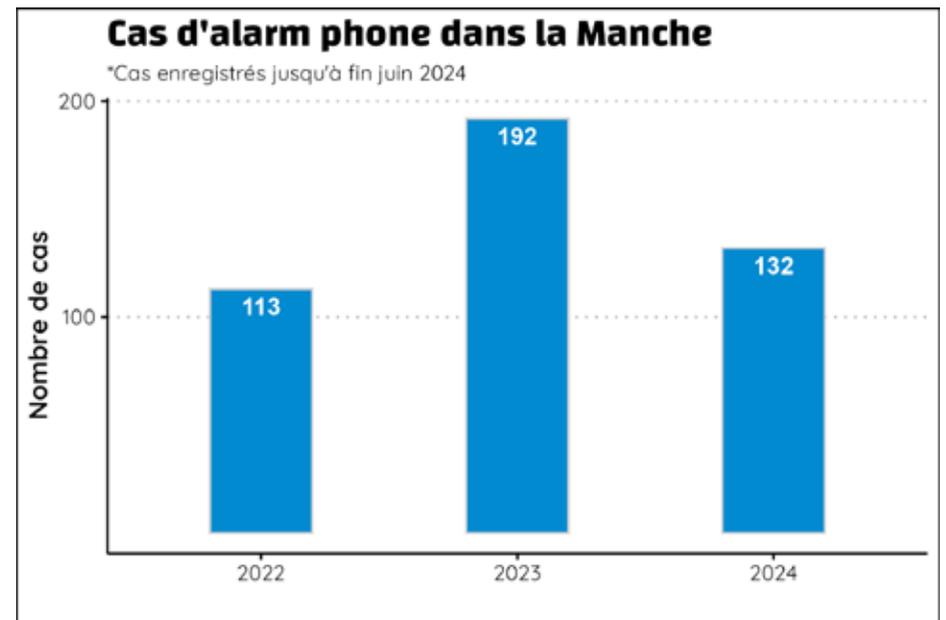
**Pour la liberté de circulation et la liberté de rester!**

**Crimes aux frontières de la mer Égée:**

Archives des attaques et violences systématiques des autorités grecques en Méditerranée orientale de mars 2020 à avril 2022.

[www.aeg.bordercrimes.net/](http://www.aeg.bordercrimes.net/)

# La Manche





## S'organiser de manière solidaire avec les personnes qui traversent la Manche

De Watch the Channel au groupe régional Manche du réseau Alarm Phone

Fin 2018, plusieurs traversées en bateau successives ont bouleversé durablement les manières de traverser la frontière franco-britannique. Ce moyen autonome s'est organisé au-delà des réseaux de fret. Il a permis pour un temps, aux personnes souhaitant traverser la Manche, d'échapper aux infrastructures de contrôle et de surveillance qui se sont multipliés à l'Eurotunnel puis aux ports du littoral, dont celui de Calais, par des technologies de plus en plus sophistiquées. Initiées par quelques communautés localement, les premières réussites ont rapidement donné envie à d'autres de l'envisager comme un moyen de rejoindre le Royaume-Uni. La question du sauvetage était alors encore souvent absente des stratégies des voyageurs.

Le premier travail en solidarité avec les personnes à la frontière sur cette question de la traversée par bateau a été initié par deux personnes investies dans le réseau Alarm Phone et mobilisées à Calais depuis plusieurs années. Le postulat de départ était de faciliter la discussion même sur le sujet avec les personnes concernées et de comprendre quelles informations étaient à leur disposition. Les informations sur les pratiques de sauvetage en mer de la part des États responsables étaient souvent sommaires, et parfois fausses, ou incertaines, issues de paroles rapportées et de rumeurs. L'autre enjeu qui s'est imposé en conséquence fut celui de thématiser le sujet du sauvetage avec l'ensemble des acteurs associatifs et militants présents localement. Enfin, il s'est agi de commencer à veiller et documenter les réactions des

Dépliants produits par l'équipe régionale Manche de l'Alarm Phone sur les procédures de sécurité en mer, juillet 2024. - Photo : Alarm Phone Channel

États, polices, garde-côtes et services de sauvetages, qui demeuraient encore très incertaines et hétérogènes. L'idée était d'analyser et rendre compte des dynamiques de financement, des pratiques mises en œuvre et de non-intervention en mer. Des formes de recherches similaires avaient déjà été réalisées localement au sein de Calais Migrant Solidarity (CMS).

Le travail a donc d'abord été de comprendre les informations disponibles aux personnes et comment celles-ci influençaient leurs pratiques, d'aider à leur circulation, et venir les étayer ou de discuter de ce qui n'était pas fondé. Les premiers mois, l'essentiel des personnes prenait ainsi la mer sans téléphone, face à la criminalisation des personnes organisant les traversées. Nombre d'entre elles avaient l'assurance qu'une fois en mer, elles seraient secourues, probablement par les Anglais. En 2018, une embarcation comportait souvent de 5 à 15 personnes moyennant plusieurs milliers d'euros. La démocratisation et la standardisation des procédés a aussi participé à la circulation des informations et des savoir-faire. Rapidement, quand il s'est avéré que les voyageurs étaient surveillés et non pas interceptés dans les eaux françaises, la possibilité de se signaler dès le départ et de communiquer avec les gardes côtes s'est imposée comme une pratique sécurisante. Si les bateaux transportent aujourd'hui entre cinquante et cent personnes pour un coût moins élevé, initialement la composition sociale des embarcations s'est structurée en termes d'équipements et de performances selon les ressources économiques des passagers. Ces premières années sont donc aussi celles de tentatives autoorganisées souvent infructueuses, par des petits groupes affinitaires, au moyen d'embarcations de loisirs gonflables, de kayaks, d'embarcations côtières etc.



Le navire de guerre français P676 Flamant rentre à Calais, France, après des opérations dans la Manche, janvier 2022. - Photo : Alarm Phone Channel

Dès 2018, un premier flyer de réduction des risques est composé. Celui-ci s'inspire, d'une part, de documents de prévention liés aux tentatives en camions, eux-mêmes inspirés d'un document sur les risques des voies de chemin de fer à la suite de plusieurs accidents et, d'autre part, d'un flyer édité à la frontière franco-italienne à Briançon, lui-même inspiré des pratiques de Watch The Med - Alarm Phone, partageant des risques liés à la montagne et surtout, guidant les personnes pour trouver et partager leur localisation GPS.

À Calais, s'il est facile de rencontrer et de passer du temps avec les personnes en amont de la traversée, nombre d'informations sont déjà fournies par les proches ou les personnes organisatrices, il a donc fallu légitimer celles contenues dans le flyer. L'idée a été de le diffuser largement comme medium, pour aider à la discussion tandis que, face à l'incertitude des réactions des États, le sujet reste plutôt tabou. L'enjeu est peu pris au sérieux notamment par les acteurs associatifs, ou relégué en second plan face aux dynamiques humanitaires. Face à la forte spécialisation de chaque acteur local, le parti pris est de ne pas monopoliser les connaissances dans une activité de niche, mais de les partager largement, pour créer des espaces de formation, de sensibilisation, aider les gens à s'en saisir et aider à démocratiser le sujet. En même temps, la stratégie a été de se positionner en retrait, de documenter et de construire des connaissances sur les financements et pratiques répressives ou de sauvetage. Watch the Channel naît alors, inspiré par le projet de documentation de Watch the Med (WTM). Même si la perspective de voir le réseau Alarm Phone devenir actif dans la zone semblait désirée localement à ce moment, les pratiques de sauvetages semblent fonctionner et les traversées sont encore relativement peu nombreuses. Cependant, l'agencement et l'action des acteurs institutionnels n'est pas encore assez stable pour savoir comment bien s'y positionner. D'autres acteurs locaux disposent de numéros de téléphones qu'ils distribuent largement pour différentes formes de soutiens. Sans possibilité de diffuser celui de l'Alarm Phone, il a donc été question d'assister ces acteurs tiers lors de la réception d'appel de personnes en détresse et de faire de manière autonome le suivi de ces cas.

Dans la pratique, l'idée de former et de travailler en lien direct avec des volontaires, qui interagissent quotidiennement avec les voyageurs, est entrée en conflit avec la verticalité des directions de plusieurs organisations humanitaires. Choose Love refuse ainsi dès 2019 que des personnes bénévoles utilisent le flyer d'information, officiellement sous couvert de risque de criminalisation de leurs structures, mais laissant transparaître des biais profondément paternalistes et racistes. Ceci, alors que l'idée de la démocratisation du flyer et des informations en lien avec la traversée visait justement à repolitiser certaines activités à la frontière avec une vision plus horizontale de la solidarité.

Un bateau en feu sur la plage d'Oye-Plage, France, mai 2023. On ne sait pas si le bateau a été incendié par les personnes après que la police l'ait crevé ou s'il a pris feu à cause du gaz lacrymogène utilisé par la police. - Photo : Alarm Phone Channel



En 2021, le constat est que Watch the Channel a néanmoins réussi à construire sa légitimité avec le soutien de l'Alarm Phone, structurant les réponses et le suivi des cas de détresse en mer et documentant l'évolution des traversées, et qu'en discuter s'est relativement démocratisé. L'investissement direct du réseau Alarm Phone sur la Manche prend alors sens. Les pratiques de traversées et les opérations de sauvetages se structurent et s'uniformisent sur ces trois premières années, avec un accroissement notoire du nombre de personnes arrivant à Douvres. Les arrivées passent de 8 000 en 2020 à plus de 28 000 en 2021. Mais les réponses étatiques de long terme demeurent encore peu claires et la menace de *push back* est toujours planante.

Depuis, les personnes travaillant sur la région Manche du réseau Alarm Phone ont trouvé une méthodologie propre. Iels continuent leur travail auprès des acteurs locaux et avec les autres équipes de l'Alarm Phone. Les traversées et les moyens de sauvetages se sont standardisés. La spécificité de la région est que, dans de nombreux cas, les gardes côtes sont informés par les personnes directement ou par les nombreux dispositifs militaires mis à l'œuvre pour entraver les traversées, tel que l'avion de Frontex survolant le littoral de la Manche depuis fin 2021. Un certain nombre de personnes sont secourues sans avoir envoyé leur localisation aux garde côtes, à l'Alarm Phone ou à un tiers. Alors que le type d'embarcation s'est largement uniformisé, il y a eu une croissance régulière et importante du nombre de passagers par bateau du fait de la répression policière. Cela a participé sur la dernière année à rendre les traversées de plus en plus précaire, avec certaines embarcations qui partent sans plaques pour rigidifier le fond, ou sans gilets de sauvetages à bord. Enfin, les pratiques répressives se sont aussi généralisées, surtout sur les plages, avec un accroissement des moyens humains et technologiques,

et une présence importante et continue des militaires sur un littoral de 200 kilomètres. L'Opération Poséidon de la Gendarmerie Nationale - du même nom que celle de Frontex - financée par le gouvernement anglais a aussi augmenté la pression et les destructions de matériel, avant les mises à l'eau. Depuis 2023 et les derniers accords de financement entre Sunak et Macron, les violences, la précipitation et les situations chaotiques au moment des embarquements conduisent notamment à de nombreux décès.



Policiers marchant sur la plage d'Oye-Plage en France, avec un bateau en feu à l'arrière-plan, mai 2023. - Photo : Alarm Phone Channel

Le travail du réseau Alarm Phone sur la Manche peut sembler imparfait dans son manque d'autonomie relatif, en assistant et faisant le suivi pour d'autres acteurs qui se sont imposés avant lui. Néanmoins, il reste d'autant plus pertinent alors que les mises à l'eau sont toujours plus précaires et dangereuses. Même si les données météo, le partage de sa localisation ou le lien avec les gardes côtes se sont inscrits progressivement dans les savoir-faire locaux, il reste un grand besoin de limiter les risques de naufrages et d'approfondir la documentation de l'évolution des pratiques étatiques répressives et des dynamiques locales.

Au niveau des pratiques de sauvetages côté français, il semble que les différents personnels n'aient reçu aucune formation spécifique. Jusqu'en 2022, ils ne parlaient toujours que très peu anglais, il n'y a toujours pas de poste de médiation culturelle, ni de soutien psychologique. Début 2020, côté anglais, la Border Force revoit sa flotte de navire pour l'adapter à certaines exigences posées par le contexte des traversées croissantes. On a aussi pu observer une absence de coordination et d'uniformisation des pratiques de l'association Société nationale de sauvetage en mer (SNSM) entre les antennes de Calais et Dunkerque, jusqu'à leur mise à l'écart progressive par

le CROSS Griz-Nez. La prise au sérieux du phénomène s'est faite autour de 2022, quelques mois après le naufrage du 24 novembre 2021 où 27 personnes sont mortes noyées et quatre sont toujours portées disparues.

Parloir sauvage au centre de rétention administrative de Coquelles, France, janvier 2023. - Photo : Alarm Phone Channel



Deux navires, le Minck et le Ridens, sont alors affrétés par la préfecture, renforçant le recours quasi exclusif aux navires de la Marine Nationale. Cela peut être interprété comme une responsabilisation de l'État, dans la nécessité de porter assistance et d'en assurer le financement matériel et humain. Néanmoins, cela participe aussi à invisibiliser les opérations de sauvetages. De plus en plus fréquemment les navires militaires coupent leur AIS pour se rendre invisible par les observateurs tiers, les acteurs solidaires et les voyageurs. Le développement récent de cette politique militariste réprime, criminalise et violence. Elle précarise les moyens de traversées utilisés, crée des situations chaotiques, puis vient porter assistance et chercher les personnes noyées avec les mêmes moyens. Cette invisibilisation des sauvetages, la mise sous silence de ces acteurs par le secret professionnel, mais aussi le traitement réservé aux personnes naufragées, renforcent la nécessité et la légitimité de notre présence à la frontière.

Après ces trois années de présence d'Alarm Phone, certain-es avancent que le travail de réduction des risques n'a pas eu l'effet escompté. Souvent les voyageurs sont déjà informés ou pensent ne pas avoir besoin de plus d'information. Il est difficile d'évaluer la pertinence de notre présence et à quel point celle-ci a pu aider à faire le lien avec les secours, dans ce contexte aux nombreux acteurs à terre comme en mer. Cependant cette présence fait sens, malgré ce système à plusieurs mains, car il permet de replacer la Manche dans le continuum violent des frontières, de montrer que la

France peut être un territoire de départ, et de rappeler que les parcours des personnes ne s'arrêtent pas lors du débarquement en Italie ou en Grèce. La liberté de circulation est à demander partout, tout le temps et pour tou-tes. La Manche est un espace politique et de résistance très dense, mais permet la possibilité d'être mobilisable et réactif, d'aller à la rencontre des personnes s'appêtant à traverser ou vivant à la frontière, de participer à des espaces de vie, d'apprentissage, de revendication et de lutte politique, et de développer un regard froid et critique nécessaire à l'analyse. Alarm Phone a participé à sa manière à la création et au développement d'un savoir local, de connaissances et de ressources pour les personnes désireuses de traverser la Manche comme pour celles et ceux aspirant agir en solidarité.

Les perspectives sont pourtant difficilement réjouissantes. Les processus d'externalisation des procédures d'asiles redoublent du côté anglais avec pour volonté politique de criminaliser toute personne arrivant en petit bateau. Dans les faits, c'est notamment sur les capitaines que se porte depuis plus de deux ans une part importante de la criminalisation de celles et ceux qui prennent la mer. Côté français, c'est aussi la violence sur les lieux de vie et surtout sur les plages, en amont et au moment du départ, qui vulnérabilise et crée des situations de panique conduisant directement à des décès. Ces derniers sont à remettre en perspective avec l'idée reçue que les décès arrivent uniquement au large. De la même manière, il nous semble pertinent de rappeler qu'une part importante des violences se fait à terre, toujours lors des tentatives de passages par les moyens de fret et des camions, ou par les trains. Il nous faut donc continuer à bâtir un regard critique et une analyse portant sur l'ensemble des violences opérées par les États et de garder en tête que la problématique centrale est celle de devoir traverser la mer par ces moyens précaires, que ce soit dans une embarcation gonflable ou via un camion dans un ferry.



Le navire français RIDENS suit un canot pneumatique alors qu'il fait route vers le Royaume-Uni, 2023. - Photo : Alarm Phone Channel



CommémorAction à Zarzis en Tunisie,  
septembre 2022. - Photo: Amélie Janda

**4.**

# **Réflexions sur le genre et les frontières**



CommémorAction sur la plage de Cap de l'Eau, dans le nord du Maroc, 6 février 2023. - Photo : Alarm Phone

## 10 ans de l'Alarm Phone et 4 ans du groupe des femmes\*<sup>1</sup>

Par le groupe des femmes\* de l'Alarm Phone

L'Alarm Phone existe depuis 10 ans.. Depuis environ 4 ans, il y a aussi un groupe de femmes\* au sein des structures de l'AP, composé de femmes\* de l'AP Maroc et de femmes\* européennes afin de nous autonomiser mutuellement. Ce texte souligne la nécessité d'obtenir plus d'espaces pour les femmes et les personnes LGBTIQ+.

Au début des activités de l'Alarm Phone en Méditerranée occidentale, il y avait surtout des femmes européennes travaillant avec des hommes subsahariens. Cela ne veut pas dire qu'il n'y avait pas de femmes subsahariennes ou d'hommes européens également présents dans ces luttes. Cela reflète plutôt le système patriarcal global qui structure nos modes de vie, de travail et d'engagement, ainsi que la répartition des tâches basée sur le genre.

Rétrospectivement, nous avons réalisé que les femmes\* basées en Méditerranée occidentale avaient en fait toujours été actives dans le réseau, par exemple en effectuant le travail de communication avec les personnes sur les bateaux ou en distribuant le matériel AP. Ces femmes\* étaient cependant moins visibles et présentes dans le réseau.

À un moment donné, une femme de l'AP Maroc est devenue active dans le travail des permanences de l'AP et a joué un rôle important d'intermédiaire entre les communautés parlant le wolof et les équipes de permanences

<sup>1</sup> Avec cette étoile (\*), nous voulons montrer que nous adoptons une définition inclusive de la catégorie « femme ». Il s'agit de toutes les personnes se définissant comme femmes, quel que soit le sexe qui leur a été attribué à la naissance.

parlant le français et l'anglais. Une autre femme a été impliquée dans l'organisation d'une réunion internationale de l'AP. Au fil du temps, de plus en plus de femmes\* ont rejoint activement l'AP Maroc et ont participé aux réunions.



Activité de témoignages et de solidarité des femmes à Tanger au Maroc, 2023. - Photo : Alarm Phone

C'est en mars 2020 que nous avons réalisé qu'il était temps de nous réunir et de nous autonomiser pour être capables de prendre la parole publiquement au nom des femmes\* de l'AP. Nous avons tenu une première petite réunion réservée aux femmes\* à Tanger et l'avons combinée avec des revendications dans la rue lors des manifestations des femmes du 8 mars, juste avant que la réunion ait lieu.

Depuis lors, nous nous rencontrons régulièrement et avons créé des espaces pour les femmes\* dans les réunions de l'AP se déroulant en présentiel. Ces espaces sont chaleureux, puissants et parfois amusants, mais ce sont aussi des espaces où nous partageons des histoires terribles que nous avons apprises d'autres femmes\*. Sans la présence des hommes, nous nous sommes autonomisées et nous nous sommes mutuellement donné des conseils.

Foulma de l'AP Tanger dit : « Nous avons créé un groupe de femmes dans l'AP parce que nous avons remarqué que les hommes étaient trop dominants dans les réunions de l'AP et en général. Il n'y avait pas assez d'espace pour que les femmes s'expriment. C'était une initiative pour les motiver et les pousser à être un peu plus dynamiques dans la réunion. Quand je suis parmi mes collègues féminines, je suis plus à l'aise, je m'exprime mieux, je suis libre.

Quand j'assiste à des réunions avec les hommes, je ne parle pas parce que je ressens une certaine pression sur moi. Parce que les hommes parlent trop, je n'ai pas d'espace. Alors, je reste calme. Avec d'autres femmes, je peux être moi-même et être libre; je dis ce que je pense. Et c'est pourquoi c'est une si bonne idée de créer un groupe de femmes. »

Le groupe de femmes\* fournit donc un espace d'autonomisation pour les femmes\*. Leontine de l'AP Tanger décrit les effets positifs du groupe comme suit : « [...] ce groupe a permis à des femmes comme moi de prendre la parole en public et devant tout le monde – y compris les hommes. Il y a aussi la formation que nous avons reçue grâce à ce groupe de femmes, ce qui nous a beaucoup renforcées. »

Au fil des années, les femmes\* au Maroc ont trouvé leur place au sein du réseau AP en étant membres de la rédaction des rapports, du soutien aux permanences, du conseil financier, des structures de sensibilisation, etc. Les femmes\* de l'AP entendent souvent des témoignages de femmes migrantes qui ont subi de la violence basée sur le genre dans des contextes privés ou structurels. Nous partageons ces histoires entre nous et essayons de faire entendre ces voix trop souvent dissimulées au public.

Après quatre ans d'existence du groupe des femmes\* de l'AP, il reste encore beaucoup de travail à faire ensemble et nous devons en faire plus pour que tout le monde se sente perçu et autonomisé de la même manière. Mais nous savons que nous faisons déjà des progrès en tant que réseau et que nous sommes sur la bonne voie pour continuer ce travail important.



Action des femmes à Tanger au Maroc, 8 mars 2022. - Photo : Alarm Phone



Design réalisé par Queers against Borders.

## Traversées de frontières transféministes

### Voix queer dans l'Alarm Phone

10 ans d'Alarm Phone nous ont permis d'affiner notre perception de l'évolution des routes migratoires, l'externalisation des frontières européennes à l'œuvre et les transformations que subit le régime des frontières. Mais 10 ans d'Alarm Phone signifient aussi des changements au sein de notre réseau, et également un processus de transformation interne ; des personnes nous rejoignent et d'autres nous quittent, nous apprenons collectivement de nos erreurs et mettons en œuvre de nouvelles pratiques. Nous ne sommes plus le même réseau qu'il y a dix ou même cinq ans.

Certains de ces changements sont subtils, d'autres plus évidents. Lorsque nous nous réunissons deux fois par an en présentiel, en tant que réseau Alarm Phone, nous réfléchissons souvent à la dynamique des genres au sein de notre réseau, ce que nous n'avions pas l'habitude de faire il y a quelques années. Nous avons commencé à nous organiser en tant que personnes queer au sein du réseau et à échanger nos expériences. Nous utilisons désormais l'expression non genrée « Dear officer on duty » lorsque nous adressons des mails aux autorités, au lieu de commencer par « Dear Sir / Madam » comme nous avons l'habitude de le faire.

*« Lorsque j'appelle une personne de la garde-côtière, européenne ou non, il arrive que la personne réponde au téléphone par « Hello Sir », supposant automatiquement que je suis un homme. En entendant ma voix, la personne passe à « Madame », mais en faisant cela, elle me mégenre encore. »*

Il est choquant de constater que nous savons si peu de choses sur les personnes queer qui voyagent dans le contexte du travail d'Alarm Phone. Nous avons tendance à noter la composition des bateaux en distinguant les personnes à

bord selon leur genre, car c'est l'un des rares moyens dont nous disposons pour faire correspondre les informations sur les arrivées ou les naufrages lorsque les autorités ignorent nos demandes d'information. Mais combien de fois nous trompons-nous parce que nous ne parlons que « d'hommes, de femmes et d'enfants » ? Combien de personnes transgenres, intersexes ou non-binaires sont invisibilisées et absentes de notre documentation ? Eh bien, presque toutes. Et les rares fois où nous savons que nous parlons à une personne transgenre, nous sommes confrontés à la violence particulière face à laquelle les personnes transgenres se retrouvent dans le contexte de la migration :

*“Il était sept heures du matin. Nous avons reçu un appel de deux personnes syriennes arrivées sur une île grecque. L'une d'elles m'a dit qu'elle s'appelait A. et qu'elle était une femme transgenre. Elle voulait demander l'asile, mais craignait les violences policières. Afin d'éviter le risque élevé de refoulement lorsque des personnes arrivent sur les îles grecques, l'une des stratégies d'Alarm Phone consiste à envoyer aux autorités, au HCR et aux organisations locales un mail contenant le nom, la date de naissance et la nationalité des personnes, afin de prouver leur présence et leur volonté de demander l'asile. Mais dans ce cas, nous ne savions pas quoi faire. Quel prénom devrait figurer dans le mail adressé aux autorités ? Le nom administratif de la personne, comme dans ses documents, ou son vrai nom, celui qu'elle utilise ? Comment réduire au mieux le risque de violences policières dans son cas ? Et comment cela affecterait-il sa future demande d'asile en tant que personne transgenre si nous lui donnions son nom officiel ? C'est bizarre parce que ce sont des questions que je me pose tous les jours : comment jongler avec les prénoms, comment faire face à l'administration et à la répression en tant que personne transgenre. Je fais partie d'une communauté forte qui fait beaucoup de choses fantastiques pour trouver des réponses à ces questions ensemble. Mais dans cette situation, j'ai eu l'impression que nous manquions de ressources, parce que ces questions ne sont presque jamais posées dans le cadre de notre travail pour Alarm Phone. Quand on n'a pas l'habitude de poser certaines questions, on n'en a pas les réponses. Et je suis sûr que plus nous nous poserons ces questions, plus nous aurons de réponses et de stratégies à partager.”*

Les personnes queer qui sont déjà victimes de discrimination et de violence homophobe ou transphobe dans leur pays d'origine sont confrontées à des difficultés accrues au cours de leurs itinéraires de migration, où les soins médicaux sont difficiles et la violence sexuelle fréquente. Après leur arrivée en Europe, ces personnes expérimentent la queerphobie institutionnelle, font l'objet de remarques dégradantes des autorités ou sont désavantagées du fait ne pas se conformer aux attentes stéréotypées en matière de genre et de sexualité

dans leurs demandes d'asile.<sup>1</sup> Dans la vie de tous les jours, les personnes queer qui, lors de leur arrivée en Europe, se retrouvent dans des camps isolés à la campagne, sont souvent confrontées à un manque de services adéquats, à une discrimination intersectionnelle et à un sentiment de solitude. C'est en réponse à ces problèmes que le réseau Queers Against Borders<sup>2</sup> a été créé. Il s'agit d'un groupe de personnes queer en Europe qui tentent de mettre en relation les personnes LGBTQIA+ qui se déplacent et ont besoin de soutien avec des contacts locaux.

Un témoignage de notre camarade du Nadir, voilier surveillant la Méditerranée et soutenant les personnes en détresse entre la Tunisie et Lampedusa, montre l'ambiguïté de l'Europe en tant que lieu de refuge pour les personnes queer :

*“Je me souviens que nous avons trouvé un bateau qui était dans un état très précaire et qui risquait de couler à tout moment. Alors que nous aidions les personnes en détresse à monter sur notre voilier, l'un des passagers, Ahmed, a vu le drapeau queer sur notre bateau et s'est exclamé « Oh, c'est un bateau qui accueille les personnes queer ; nous sommes un groupe de personnes homosexuelles, nous fuyons les discriminations et la violence en Tunisie et, avant cela, dans nos pays d'origine. C'est formidable, joyeuse fierté à tous ! ». Après un peu de repos et de nourriture, de nombreuses personnes souriaient et semblaient avoir confiance en elles ; des couples se montraient et s'embrassaient. Nous avons longuement discuté avec Ahmed, qui m'a dit qu'il voulait aller aux Pays-Bas et travailler comme coiffeur. Après le débarquement, la vie dans les centres de transit en Italie n'était pas facile pour Ahmed, mais il tenait bon. Il nous a alertés sur les violences subies par des amis à lui dans un autre centre d'hébergement en raison de leur homosexualité. J'ai contacté le réseau de solidarité avec les personnes exilées. Ces personnes se sont rendues au centre, se sont manifesté bruyamment et ont fait savoir qu'elles étaient au courant des violations des droits humains dans ce centre, et la violence s'est calmée. Quelques semaines plus tard, Ahmed est arrivé aux Pays-Bas. J'attends maintenant de ses nouvelles pour aller me faire couper les cheveux là-bas !”*

Ce sont des rencontres comme celles-ci qui révèlent ce qui est souvent caché, qui montrent des histoires et des identités qui sont absentes de nos statistiques, malgré tout le suivi et toute la documentation que nous faisons. Mais si le nationalisme promeut l'idée d'un État masculin et patriarcal dont le mandat est de protéger la pureté de la nation (féminisée), alors « rendre queer la frontière » signifie la dépasser. Dans ce sens, nous pouvons considérer notre lutte transfrontalière pour la liberté de circulation et un monde sans frontières comme une pratique queer.

### En mémoire d'Elli.

1 <https://www.refworld.org/reference/themreport/vuu/2011/en/83496>

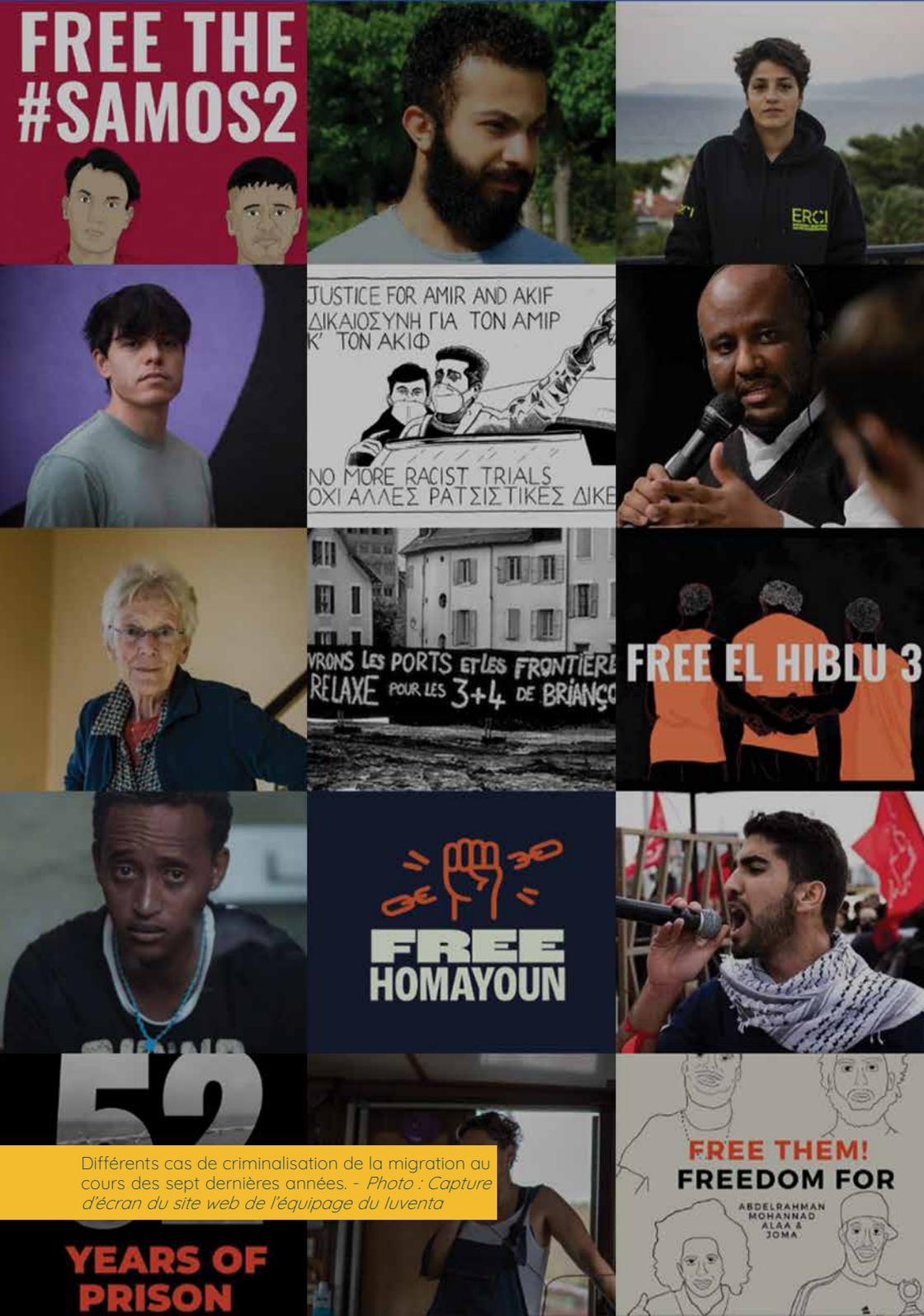
2 <https://linktree/queersagainstborders>

Manifestation devant le tribunal de Kalamata en Grèce, lors du procès Pylos 9, mai 2024. - Photo : Campagne #freepylos9



**5.**

**Criminalisation**



## Résister à la criminalisation de la migration, c'est lutter pour la liberté de circulation

Début mars 2024, des dizaines de personnes se sont rassemblées devant le tribunal de Trapani, en Sicile, pour le procès contre l'équipage du Iuventa. Le Iuventa était un navire de recherche et de sauvetage, qui a été saisi par les autorités italiennes en 2017. Après des années de lutte, les charges ont finalement été abandonnées. L'affaire a fait l'objet d'une grande attention de la part du public, et de nombreuses personnes militantes et médias ont assisté à l'audience finale. Devant la salle d'audience, il a été clairement établi que ce procès n'est pas un incident isolé, mais fait partie d'une criminalisation plus large, souvent inaperçue, de la migration en tant que telle :

*« Aujourd'hui, nous pensons particulièrement aux trois personnes du 'El Hiblu 3', qui attendent la décision du procès préliminaire à Malte, aux 6 personnes de Moria ('Moria 6'), dont le procès en appel aura lieu le 4 mars à Lesbos, et à 'Free Homayoun', condamné à 18 ans de prison pour trafic en Grèce et dont le procès en appel aura lieu le 22 avril »*

a déclaré l'équipage de l'Iuventa au public. Si les procédures à l'encontre des acteurs de la recherche et du sauvetage ont fait l'objet d'une grande attention par le passé, la criminalisation des personnes qui voyagent pour avoir conduit des bateaux ou franchi des frontières est restée largement inaperçue. L'année dernière, de nombreux efforts ont été déployés pour créer des alliances solides entre différents groupes, organisations et régions, afin de contrecarrer le clivage entre les bons et les mauvais « passeurs », d'attirer l'attention sur la criminalisation de la migration en tant que telle et d'apporter un soutien à toutes celles et ceux qui luttent pour la liberté de circulation. L'objectif de ces réseaux : mettre en lumière l'ampleur de la criminalisation des personnes

Différents cas de criminalisation de la migration au cours des sept dernières années. - Photo : Capture d'écran du site web de l'équipage du Iuventa

**52 YEARS OF PRISON**

qui voyagent, renforcer le soutien pratique aux personnes emprisonnées et lutter pour leur libération. Les vrais crimes et violences sont les frontières, et non celles et ceux qui tentent de les franchir.

### Une forme invisible de violence

Les personnes qui font la traversée font l'objet d'une surveillance et d'un contrôle accru : drones, barrières coupantes comme des lames de rasoir et refoulements. Ces mesures mettent en danger les migrant·es, qui s'appuient sur des réseaux communautaires pour franchir les obstacles. Des milliers de personnes ont été arrêtées dans l'UE et en Afrique pour avoir exercé leur liberté de circulation. Les « facilitateurs », comme les capitaines, sont également visés et risquent de longues peines d'emprisonnement.

En tant qu'Alarm Phone, nous assistons à la criminalisation des capitaines de bateaux qui traversent la mer, ainsi que des chauffeurs de camions/bus traversant les frontières terrestres ou le désert, mais aussi des interprètes et des médiateurs, des personnes qui fournissent un abri, de la nourriture ou tout autre type de soutien aux voyages illégaux, dans toutes les régions où notre réseau est actif : des côtes du Maroc, de la Turquie, du Sénégal, de la Mauritanie et de la Tunisie à celles de l'Italie, du Royaume-Uni, de la France, de Malte, de la Grèce et de l'Espagne. Ces personnes qui facilitent les voyages ou sont accusées de « contrebande », de « trafic » ou de « facilitation d'entrée illégale » risquent de 6 mois à 100 ans de prison.

Ce phénomène de criminalisation est important dans toutes les régions : en Grèce, plus de 2 100 personnes sont accusées ou condamnées sur la base de ces accusations. En Italie, plus de 1 100 personnes sont emprisonnées. Nous estimons que, dans les seules îles Canaries, au moins 250 personnes sont actuellement détenues pour contrebande et facilitation de l'entrée illégale sur le territoire espagnol. Lorsque les personnes sont débarquées dans les ports, il semble que les agents de Frontex interrogent automatiquement les personnes pour savoir qui conduisait le bateau et/ou ciblent arbitrairement deux personnes par bateau en tant que capitaines. À Malte, en France et en Turquie, des centaines de personnes sont emprisonnées et criminalisées pour des raisons similaires.

### Criminalisation après les naufrages

En cas de naufrage ou de décès en cours de route, les accusations sont plus sévères encore : les personnes considérées comme responsables des décès en mer, et accusées de meurtre ou d'homicide involontaire, sont les compagnons de voyage qui ont survécu à la traversée, celles et ceux qui dirigeaient le bateau, tenaient la boussole ou jouaient un rôle dans l'organisation du voyage, comme le montrent les cas des Pylos 9 ou des Cutro 4.

#### **PYLOS 9 :**

Les « Pylos 9 » sont les neuf personnes survivantes du massacre perpétré au large de la côte de Pylos, en Grèce, le 14 juin 2023. Plus de 600 personnes se sont noyées lorsqu'un bateau surchargé a coulé, littéralement sous les yeux des autorités grecques et de Frontex. L'Alarm Phone et d'autres acteurs les avaient informées la veille de l'embarcation surchargée, mais ces autorités n'ont pas réussi à secourir et à empêcher la mort de centaines de personnes. Dans la foulée, neuf personnes survivantes ont été arrêtées et jugées, accusées d'avoir facilité le voyage et d'être responsables du naufrage. Après leur arrestation, une importante campagne de soutien a été lancée. En mai 2024, les charges ont été abandonnées, mais les neuf personnes survivantes ont malgré tout été maintenues en prison. Ce n'est qu'après l'intervention et l'appel de la campagne de soutien qu'elles ont été libérées. Avocat·es et militant·es ont uni leurs forces pour organiser un soutien juridique, mais aussi pour sensibiliser le public à l'emprisonnement des ressortissant·es égyptien·nes et à la tentative de l'État grec d'utiliser les neuf personnes survivantes comme boucs émissaires pour leur propre incapacité à secourir un bateau surchargé, comme cela aurait été leur devoir.

Plus d'informations ici : <https://captainsupport.net/freepylos9/>

De même, après le naufrage d'un bateau au large de Cutro, en Italie, en février 2023, ce ne sont pas les garde-côtes qui ont été accusés d'homicide involontaire, bien qu'ils aient été alertés de la situation de détresse. Ce sont quatre personnes survivantes qui ont été jugées et condamnées à des peines d'emprisonnement d'un an. Dans ce cas également, les autorités n'avaient pas lancé d'opération de sauvetage rapide et efficace, ce qui a entraîné la mort de dizaines de personnes.

#### **CUTRO 4 :**

Les « Cutro 4 » sont les quatre personnes survivantes du naufrage du Cutro, qui a eu lieu le 26 février 2023, au large de la Calabre, en Italie. Bien que le naufrage ait été clairement provoqué par la non-assistance des autorités italiennes, les « Cutro 4 » ont été arrêtés en tant que responsables de la mort de plus de 100 personnes, ainsi que pour avoir facilité l'entrée illégale sur le territoire. Cette inversion de la justice, dans la plupart des cas où le fait d'avoir « facilité la traversée » est criminalisé, conduit souvent les personnes accusées à la prison à vie. Leur procès en cours ressemble à la farce habituelle : non seulement les audiences sont régulièrement reportées et la traduction n'est pas assurée de manière adéquate, mais les témoignages clés utilisés pour compromettre les personnes accusées sont erronés. Les voyageurs qui avaient identifié les personnes conduisant le bateau, après le naufrage, ont déclaré plus tard au tribunal, que les policiers qui leur avaient montré des photos leur avaient suggéré les personnes qu'ils devaient identifier.

La criminalisation peut avoir un impact sur la vie entière des personnes, même après leur sortie de prison : souvent, elles se voient refuser la possibilité de demander l'asile, ou leur dossier d'asile est rejeté en raison de leur condamnation. Cette situation entraîne souvent des menaces d'expulsion. Les procès peuvent durer des années, ce qui maintient les personnes suspendues dans un vide juridique. De plus, les peines de prison sont régulièrement accompagnées d'amendes impossibles à payer. Chaque étape administrative de leur vie est rendue plus difficile par la présence d'un casier judiciaire. La violence administrative s'ajoute à la peine de prison et à la peine pénale, soumettant les personnes à de multiples formes de sanctions simultanées et répétées.

Dans certains cas, comme en Tunisie, en Grèce et au Sénégal, les familles sont blâmées et parfois criminalisées pour la mort de leurs enfants, accusées d'avoir encouragé leurs enfants à entreprendre le voyage, de les avoir amenés sur le bateau ou de leur avoir envoyé l'argent nécessaire. Cela montre que la criminalisation fait partie d'une attaque plus large et systématique non seulement contre les individus, mais aussi contre les communautés de migrants-es.

### Des boucs émissaires pour dissimuler les vrais crimes

Les personnes qui pilotent les bateaux sont ciblées par des moyens légaux et utilisées comme boucs émissaires par les autorités pour dissimuler leurs propres crimes et violences. Les campagnes de solidarité avec les personnes qui voyagent – comme El Hiblu 3, Pylos 9, Free Hamayoun et Free Ibrahima Ba – soulignent comment la criminalisation des personnes facilitant les voyages légitime les interventions violentes des États et des autorités, tout en occultant leur responsabilité dans les morts et les souffrances causées par le régime frontalier.



Manifestation de solidarité avec tous les capitaines criminalisés devant le tribunal de Trapani le 19 avril 2024, jour de l'abandon des charges contre l'équipage du Iuventa. - Photo : Alarm Phone

### **FREE IBRAHIMA BAH :**

Ibrahima Bah a été arrêté en décembre 2022 après avoir survécu à un naufrage dans la Manche. Il pilotait un canot pneumatique entre la France le Royaume-Uni. Lorsque le canot a atteint un bateau de pêche, des personnes se sont levées pour être secourues. Sous l'effet du mouvement soudain, le plancher du canot s'est déchiré et les personnes ont été projetées à l'eau. Quatre personnes ont perdu la vie et jusqu'à cinq sont portées disparues. 39 personnes survivantes, dont Ibrahima, ont été ramenées au Royaume-Uni. Un groupe de soutien britannique a organisé des visites de prisons, des manifestations, un soutien juridique et a sensibilisé l'opinion publique à la cause d'Ibrahima Bah. Comme dans d'autres pays, des centaines de personnes ont été arrêtées et emprisonnées au Royaume-Uni pour avoir franchi des frontières. Comme dans d'autres régions, les personnes qui pilotent le canot pneumatique le font souvent par nécessité économique : s'ils n'ont pas d'argent pour payer une place dans un canot pneumatique, ils peuvent accepter de prendre des risques supplémentaires en échange d'un passage gratuit. Dans le cas d'Ibrahima Bah, il a confirmé qu'il avait accepté de piloter le canot pneumatique, mais qu'il avait ensuite essayé de se retirer lorsqu'il avait vu l'état de l'embarcation. Il a été agressé et contraint d'obtempérer par des personnes organisant la traversée. Les survivant-es ont dit qu'il leur avait sauvé la vie. Cependant, à une majorité de 10 contre 2, le jury a estimé que sa contribution aux décès était plus que minime et l'a reconnu coupable d'homicide involontaire par négligence grave et d'aide à l'immigration clandestine. Il a été condamné à 9,5 ans de détention. Le groupe « Captain Support » soutient son appel prévu dans le courant de l'année.

Les autorités et les médias légitiment ces formes de répression à l'égard de celles et ceux qui franchissent les frontières ou aident d'autres personnes à le faire, en construisant des récits de « passeurs dangereux/violents », souvent décrits comme des « menaces pour l'ordre et la sécurité au niveau national ». Non seulement ces facilitateurs de l'immigration dite « illégale » sont décrits comme une menace, mais on les rend également responsables de la plupart des formes de violence frontalière.

Il s'agit clairement de rejeter la responsabilité des décès à la frontière et de la dangerosité des routes migratoires sur celles et ceux qui défont les frontières, plutôt que sur celles et ceux qui les créent, comme cela a été formulé récemment dans le magazine Echoes :

*« Pas de Frontex, pas de passeurs. Sans le régime frontalier violent de l'UE, pas de marché pour les entreprises. Souvenons-nous de l'été de la migration en 2015 sur la route des Balkans : le marché des passeurs s'est effondré dès que les personnes ont pu voyager en bus et en train. »*

*Souvenons-nous des personnes réfugiées venant d'Ukraine en 2022 : aucun réseau de passeurs n'est né car les personnes étaient libres de se déplacer et même de choisir où elles voulaient vivre. Les passages sûrs ne sont pas une utopie, c'est juste une décision politique et nous savons que demain, tous les trafics et même la mort en mer pourraient devenir de l'histoire ancienne si le régime des frontières – et des visas – était aboli et si tout le monde obtenait la liberté de circulation. »*

### FREE EL HIBLU 3!

Le 13 avril 2024, une coalition pour défendre les « El Hiblu 3 » a remis à Abdalla Bari, Amara Kromah et Abdul Kader le Prix des défenseurs des droits humains à l'Université de Malte, à La Valette. Extrait du discours de célébration :

« Nous sommes ici ce soir pour célébrer Amara, Abdalla et Kader, qui sont arrivés à Malte il y a cinq ans, en 2019, alors qu'ils étaient adolescents. Les jours précédents, ils avaient servi de traducteurs et de médiateurs à bord d'un pétrolier qui les avait sauvés, eux et leurs compagnons d'infortune, d'un canot pneumatique en train de couler. Bien qu'ils n'aient que 15, 16 et 19 ans, ils ont réussi à servir de médiateurs entre des passagers et des membres d'équipage effrayés afin de désamorcer une situation tendue en mer. Ils ont contribué à sauver plus de 100 personnes d'un refoulement illégal vers la Libye, comme l'ont attesté leurs compagnons de voyage. Pourtant, comme nous le savons, ils n'ont pas été accueillis par les autorités de nos îles comme les héros qu'ils sont, mais ont été accusés à tort et emprisonnés. Comme à l'époque, cela nous rappelle sans cesse que notre gouvernement est complice des morts en mer et des refoulements illégaux vers la Libye. Cela nous rappelle non seulement qu'il est courageux de résister à cette violence frontalière, mais aussi qu'il est nécessaire de le faire. Le fait est que sans Amara, Abdalla et Kader, une centaine d'autres personnes auraient connu un tel sort. Dans cette lutte contre l'injustice, ils ont également été rejoints par une campagne internationale qui demande l'abandon des charges retenues contre eux. Nous sommes solidaires de leur cause et admiratifs de leur courage et de leur bravoure ».

Ces dernières années, la plupart des campagnes de solidarité se sont concentrées sur la défense des travailleurs solidaires européens et/ou des ONG contre la criminalisation, la définissant comme une répression injuste contre des personnes innocentes qui n'étaient pas criminelles mais sauvaient des vies. Ce type de criminalisation est la forme ultime de perversion du régime des frontières, qui s'efforce de défendre les « personnes innocentes blanches » contre des « trafiquants et les passeurs », considérés comme les véritables criminels, tout en perpétuant des structures racistes et une attitude de « sauveur blanc ». Cela distingue les personnes jugées innocentes et « bonnes », qui devraient être soutenues, des personnes prétendument criminelles ou « mauvaises » qui, selon cette logique, sont à juste titre

criminalisées et détenues. Elle crée une fausse distinction entre les acteurs de la solidarité européenne et les autres personnes qui facilitent le voyage des gens, renforçant ainsi – au lieu de la contester – la criminalisation de la liberté de circulation. Ces dernières années, de solides alliances ont été constituées pour surmonter cette distinction et considérer ces attaques comme faisant partie des efforts visant à criminaliser la migration en tant que telle.



El Hiblu 3 manifeste devant le tribunal de La Valette à Malte, 2023. - Photo : Coalition pour le les El Hiblu 3

### Captain Support Network :

Captain Support est un réseau transnational d'activistes qui s'organise collectivement contre la criminalisation des « capitaines », à savoir les conducteurs de bateaux, ainsi que des passeurs de frontières. Il est solidaire de toutes les personnes criminalisées pour avoir facilité la liberté de circulation. Le réseau met en relation des militantes de différents endroits, partage les meilleures pratiques, mobilise des ressources pour le soutien juridique et propose des contre-récits sur les différents aspects de la criminalisation de la migration. Il met en relation les personnes accusées d'avoir conduit les bateaux vers l'Europe avec des réseaux de soutien et des avocats locaux. Les militantes et les bénévoles tentent de répondre aux demandes en fournissant des informations utiles et en mettant les personnes en contact avec des avocats et un soutien social si nécessaire. Différentes campagnes de soutien sont liées au réseau. La promesse de Captain Support est la suivante : « Nous continuerons à soutenir tout acte facilitant la liberté de circulation, et nous continuerons à soutenir celles et ceux qui défient les frontières sur terre et en mer ».

[www.captainsupport.net](http://www.captainsupport.net)

Nous ne voulons pas romantiser le rôle des passeurs ou des trafiquants, mais nous ne voulons pas non plus reproduire les récits qui les décrivent comme des criminels violents. Nous considérons plutôt ces rôles comme des services nécessaires dans le contexte de la militarisation des frontières. Les gens se

tourment vers les passeurs pour rendre leur voyage possible, et même plus sûr, dans un contexte de franchissement illégal. Les passeurs sont souvent ceux qui connaissent les itinéraires et les failles pour défier le régime des frontières. La militarisation des routes migratoires et l'illégalisation de la migration obligent les personnes à emprunter des itinéraires plus dangereux et à devenir plus invisibles.

Les derniers développements au Niger ont vu l'abrogation de la loi 2015-36 grâce aux luttes inlassables menées par les activistes et les réseaux tels qu'Alarme Phone Sahara. Cette loi était un parfait exemple de la façon dont la criminalisation des facilitateurs peut transformer des chauffeurs de bus auparavant tolérés par les autorités en « passeurs violents » d'un jour à l'autre. Elle a également modifié toute une économie : alors que les agences de voyage avaient des guichets dans la rue, des prix transparents et qu'il existait des systèmes de confiance et de contrôle entre les prestataires de services et leurs client-es, la loi les a obligés à entrer dans la clandestinité. Les client-es avaient moins de pouvoir de négociation et de possibilités de mettre en place des systèmes de sécurité pour s'assurer qu'ils arriveraient à destination.

## Renforcer les solidarités

Bien que certaines législations fassent une différence entre les « passeurs humanitaires » et ceux qui le font à des fins lucratives ou commerciales, nous ne sommes pas en mesure de juger coupables celles et ceux qui fournissent ce service à des fins lucratives, car ce sont des motivations lucratives qui dirigent la plupart des actions humaines dans le cadre du capitalisme. Nous sommes conscient-es que le commerce autour de la migration est créé par la mise en place de l'illégalité du passage des frontières. Le profit n'est pas seulement réalisé par la contrebande, mais surtout par la militarisation des frontières, qui implique souvent des entreprises privées parrainées par l'État, comme Leonardo SPA en Sicile ou l'entreprise militaire israélienne Elbit systems. Les technologies de surveillance, comme les avions et les drones, la construction et la gestion de centres de détention, de camps et de *hotspots*, ainsi que les charters d'expulsion, sont autant de sources de profit. Si certains passeurs tirent profit de l'immigration, ce profit est alimenté par le régime frontalier qui rend leurs services nécessaires et coûteux. Sans frontière, il n'y aurait pas de violence frontalière, pas de contrebande, pas de profit. La solution contre les voyages dangereux est claire, mais le processus de criminalisation dissimule et renverse cette logique.

En tant que réseau transrégional, nous voulons renforcer les solidarités avec les personnes confrontées à toute forme de criminalisation au cours de leur voyage. Les frontières coloniales continuent d'être utilisées pour empêcher les personnes de se déplacer ou pour les détenir, les exploiter, contrôler leurs déplacements et leur accès aux droits. Les États européens et africains continuent d'utiliser les personnes qui se déplacent comme des pions dans leur jeu politique. Nous devons créer des alliances et des solidarités entre les régions, ainsi qu'avec celles et ceux qui sont criminalisé-es pour avoir soutenu, facilité ou utilisé leur liberté de circulation, plutôt que de renforcer les distinctions entre les bons et les mauvais facilitateurs. Nous voulons construire des contre-récits décoloniaux et abolitionnistes pour mettre fin à la violence et à la criminalisation dont sont victimes les personnes qui se déplacent.

### **WESTERN MED - ATLANTIC :**

Dans cette vaste région que nous appelons «La Méditerranée occidentale – Atlantique», chaque pays a son propre système juridique et ses spécificités dans la manière dont il criminalise celles et ceux qui utilisent leur liberté de circulation et/ou agissent en défiant les régimes frontaliers. Pourtant, depuis les années 2000 et l'accélération de la mise en œuvre du protocole de Palerme sur le « trafic de migrants » dans les systèmes nationaux, la criminalisation des personnes qui voyagent n'a jamais cessé d'augmenter. Au Sénégal, en Mauritanie, au Maroc et en Espagne, les autorités utilisent une série de lois pénales pour cibler les personnes en déplacement et punir celles qui tentent de traverser ou qui soutiennent les voyages. Au Sénégal, des familles sont prises pour cible parce qu'elles ont envoyé de l'argent à leurs fils qui ont perdu la vie en mer. En Espagne, de jeunes hommes ayant distribué de l'eau ou tenu le gouvernail sont détenus et criminalisés quotidiennement. À Laayoune, au Maroc, plusieurs survivant-es, accusé-es d'homicide involontaire et d'aide à la sortie illégale du pays, ont été emprisonné-es après avoir été condamnées à dix ans de prison à la suite de la mort de leurs ami-es dans un naufrage.

Ces procès ont souvent lieu après des mois de détention préventive, dans des centres aux conditions dégradantes. Lassés de l'attente et des conditions de vie aux Canaries, certains préfèrent plaider coupable dans l'espoir de bénéficier d'une réduction de peine. Partout, les témoignages soulignent la violence dont les personnes sont souvent victimes de la part de la police dans leurs procès pour désigner les soi-disant « passeurs ».

En outre, les personnes qui se déplacent au Maroc font quotidiennement l'objet d'arrestations arbitraires et de déplacements forcés vers le Sud.

**6.**

**Commémor-  
Action**



CommémorAction à Ceuta, enclave espagnole à la frontière du Maroc, 2024. - Photo : Amélie Janda



CommémorAction à Zarzis, en Tunisie, en septembre 2022. - Photo: Amélie Janda



Action #SayTheirNames de Sea-Watch et Alarm Phone commémorant les personnes décédées à la frontière à Berlin, en Allemagne, le 9 février 2021. - Photo : Amélie Janda



Sit-in des familles des disparu-es devant l'ambassade de l'Union européenne à Rabat, Maroc, le 24 février 2023. - Photo: AMSV Oujda Maroc



Sit-in des familles des disparu.es devant l'ambassade de l'Union européenne à Rabat, Maroc, le 24 février 2023. - Photo : AMSV Oujda Maroc



CommemorAction à Dunkerque en France, novembre 2022. - Photo : Amélie Janda



CommémorAction à Marseille en France, 2024. - Photo : Amélie Janda



CommemorAction à Lampedusa en Italie, octobre 2023. - Photo : maldusa.org



CommémorAction à Nouakchott en Mauritanie, 2024. - Photo : Fatou Diop



CommemorAction à Gorée, Dakar au Sénégal, 2022. - Photo : Boza Fil



CommémorAction à Calais en France, pour les morts du naufrage du Pylos, 14 juin 2024. - Photo : Amélie Janda



CommémorAction à Toulouse en France,  
le 6 février 2024. - Photo : Laure



## « Leur vie, notre lumière. Leur destin, notre colère. Ouvrez les frontières ! »

10 ans après le massacre de Tarajal

Chaque année, le 6 février, les familles des personnes disparues, ainsi que leurs ami·es et militan·tes d'Afrique et d'Europe, se réunissent en mémoire de celles et ceux qui ont disparu en mer et sur terre, aux frontières européennes externalisées. Iels se rassemblent simultanément sur les deux continents, pleurant et protestant ensemble, au-delà de la distance, en ce jour de commémoration et d'action.

La « commémorAction » est un moment pour rendre visibles les crimes quotidiens du régime frontalier européen, un espace pour exiger la liberté de circulation pour tou·tes et la justice et la vérité pour les disparu·es et leurs familles.

Le mois d'octobre 2024 marque le dixième anniversaire de la création de l'Alarm Phone, tandis que le mois de février 2024 marque le dixième anniversaire du massacre de Tarajal.

**Le 6 février 2014**, au moins 200 personnes sont parties de la côte marocaine et ont tenté de rejoindre à la nage la plage de Tarajal, dans l'enclave espagnole de Ceuta. La Guardia Civil a déployé du matériel anti-émeute pour les empêcher d'arriver sur le territoire espagnol, tandis que les militaires marocains présents ne sont pas venus au secours des personnes qui se noyaient sous leurs yeux. Quinze corps ont été retrouvés du côté espagnol, tandis que des dizaines d'autres ont disparu. Les survivant·es ont été repoussé·es vers le Maroc, où d'autres personnes sont mortes.

10 ans après ce massacre, les familles sont toujours à la recherche de leurs proches et espèrent toujours connaître la vérité sur ce qui s'est passé : elles attendent toujours la justice. Lors d'une discussion avec Feric, un activiste camerounais dont le frère est porté disparu depuis le jour du massacre, celui-ci évoque l'importance de se serrer les coudes, de construire une solidarité, mais aussi de poursuivre la bataille juridique pour obtenir justice.

« Personnellement, à chaque commémoration, nous souffrons. Dans notre vie quotidienne, avec nos familles, nous avons parfois tendance à oublier et à nous occuper d'autres choses, alors que la commémoration est un jour unique pour se souvenir, pour ne pas se sentir seul, pour faire avancer les choses et pour faire son deuil. 10 ans d'attente de réponses et de justice sans résultat, c'est frustrant, c'est aussi un mécanisme d'État pour décourager les familles, pour les isoler dans leur combat. Pourtant, je crois que, aussi frustrants et douloureux qu'ils puissent être, ces sentiments renforceront nos prochaines commémorations. Il s'agit d'une longue lutte pour la liberté de circulation pour chacun d'entre nous. »

La commémoration est également un espace de solidarité et de partage des connaissances visant à soutenir les personnes en déplacement et leurs proches.

Au cours des dernières années, la constellation des commémorations s'est élargie avec de nouveaux collectifs dans différentes villes qui se sont joints à cette journée de mobilisation partagée. Les liens entre les différentes réalités se sont renforcés et un langage commun se construit collectivement et s'impose publiquement sur les continents africain et européen. Mais ce parcours commun n'a pas seulement renforcé la solidarité et le soutien mutuel : cette expérience commune a également permis une rencontre directe et un échange entre les familles, qui ont trouvé d'autres personnes avec qui partager leurs revendications et leurs luttes.

Ce rapprochement, qui est un processus en devenir, a facilité les échanges de pratiques et d'expériences entre acteurs de différents pays, ainsi que la possibilité de partager des informations sur des cas concrets et de soutenir directement les efforts de recherche des familles. Certaines familles ont créé leurs propres associations et collectifs, d'autres ont rejoint des groupes d'activistes européens déjà existants, désireux de les soutenir, de faciliter et d'être présents pour celles et ceux qui ont récemment perdu leurs proches. Les conversations ci-dessous avec des mères sénégalaises et tunisiennes nous expliquent pourquoi elles étaient et sont toujours déterminées à continuer à organiser et à participer aux commémorations.

## Awa Ba - Sénégal

« J'étais trop désorientée lors de sa disparition au Maroc. Ensuite, le plus difficile, c'est que nous ne savions pas où trouver des informations, sauf peut-être auprès de ses amis avec qui il vivait au Maroc. Nous avons été confrontés à un manque total de structures ou de dynamiques s'occupant de ces situations de mort et de disparition de personnes au Sénégal, jusqu'à ce que nous assistions pour la première fois à une commémoration décentralisée à Dakar. Puis à une deuxième commémoration - centralisée - à Zarzis, en Tunisie. Ce furent des moments importants dans nos vies.

Je pense que beaucoup de gens comme moi souffrent en silence de cette situation de disparition. J'estime donc qu'il est de mon devoir et de ma responsabilité de leur donner cette chance de se libérer de leur profonde douleur en sensibilisant l'opinion publique, afin que ces familles puissent également avoir la possibilité de participer aux commémorations, de trouver un espace pour exprimer leurs sentiments et pour entrer en contact avec d'autres familles et partager leur douleur. »

## Anta Ndiaye - Sénégal

« Pour moi, la commémoration est une initiative importante qui devrait faire partie intégrante de nos vies. C'est un espace où les familles de personnes disparues peuvent au moins sentir qu'elles sont soutenues et qu'elles ne sont pas laissées seules dans ce système. Malheureusement, au Sénégal, il n'y a que Boza Fii et Alarm Phone Dakar qui font ce travail, et aucune autre structure n'en parle ou ne soutient les familles.

Mes pensées vont aujourd'hui à toutes les familles qui vivent avec ces questions sans réponse. J'aurais aimé leur présenter cette initiative de commémoration, au moins pour qu'elles puissent comprendre et avoir la possibilité de parler d'une situation qui détruit la vie de tant de personnes. »

## Jalila - Tunisie

« Personnellement, je vois cela comme un message à notre État et à l'Europe. C'est un message pour leur dire que nous exigeons toujours la vérité, pour dire que je n'oublierai jamais mes deux fils, Mehdi et Hedi, et que vous êtes la cause de leur mort en mer. C'est un message pour que nous fassions entendre notre voix et que nous soyons entendues. Nous ne pardonnerons pas. La commémoration est également un espace pour exiger la liberté de circulation pour tous, car sans cela, nous ne parviendrons jamais à une véritable justice.

*La commémorAction est une sorte d'anniversaire pour mes deux fils. Ils sont décédés en 2019, et chaque 6 février je me souviens d'eux, et dans chaque autre commémorAction je me souviendrai d'eux. La commémorAction est également un espace pour ceux qui attendent des informations sur leurs proches depuis 20 ou 30 ans pour dire que nous n'avons pas oublié nos enfants, parents, frères et sœurs et amis qui ont été tués par le régime frontalier meurtrier de l'UE. Il est également important de rencontrer des familles de différents pays, de partager nos expériences, de partager notre douleur et de changer le système ensemble. Le changement viendra, si ce n'est pas pour nous, alors pour les générations à venir.»*

Depuis plusieurs années, la commémorAction est devenue un événement transnational régulier qui favorise l'émergence d'une communauté de personnes endeuillées qui continuent leur lutte contre la violence perpétrée par une Union européenne qui tue et fait disparaître les personnes qui se déplacent. Leurs familles et leurs ami-es du Sud et du Nord expriment leur rage contre un régime frontalier criminel créé et exporté par le Nord. Leur volonté est de mettre un terme à l'apartheid de la mobilité qui continue à renforcer les inégalités et les injustices coloniales, et qui endeuille des communautés entières depuis plus de trois décennies.



Marche de la dignité » à Ceuta, enclave espagnole à la frontière du Maroc, 6 février 2023. - Photo : Centre IRIDIA



CommémorAction à Kythira en Grèce,  
5 octobre 2023. - Photo : Marilyn Stroux

## Kythira : Retour à la frontière de l'UE où de nombreuses personnes ont perdu leurs proches

Un an après le 5 octobre 2022, date à laquelle de nombreuses personnes se sont noyées dans un naufrage, nous avons organisé une CommémorAction sur l'île grecque de Kythira avec des survivants, des parents et des résidents locaux. Récit.

*« Le 5 octobre reste une date impossible à oublier pour nous tous. Cette nuit-là, deux bateaux ont chaviré dans les eaux grecques, dont l'un au large de l'île de Kythira. Les personnes à bord de ces bateaux fuyaient la guerre et la terreur, et aspiraient à un avenir plus sûr. C'est ici, près du port, que le bateau s'est écrasé contre une paroi rocheuse. Le vent était violent, les vagues hautes et il faisait nuit. Beaucoup d'habitants de l'île sont venus et ont essayé de sauver ces personnes par tous les moyens possibles. 80 personnes ont été sauvées grâce à leurs efforts. Mais au moins 15 personnes ont perdu la vie cette nuit-là.*

*Lorsque les proches des personnes qui étaient à bord ont appris la tragédie, celles et ceux qui le pouvaient se sont rendus à Kythira. Dans cette période de choc et de perte, les survivants et les proches se sont rencontrés, ainsi que des initiatives solidaires et des personnes prêtes à aider.*

*Certaines personnes décédées ont été retrouvées dans l'eau. Elles ont été identifiées, transportées à l'hôpital de Kalamata, puis enterrées à Komotini. D'autres sont toujours portées disparues un an plus tard. Les*

survivants ont été hébergés dans des camps aux conditions inhumaines et se battent pour obtenir un permis de séjour et vivre en sécurité.

Depuis octobre 2022, nous sommes toujours restés en contact avec certaines personnes ayant survécu et des membres de leur famille. En mars 2023, nous nous sommes rappelés un événement organisé à Erfurt et intitulé « Une mer pleine de larmes ». Plus de 200 personnes avaient créé un espace pour le deuil, la douleur et le souvenir, mais aussi pour le courage et l'espoir. Il était possible de sentir la présence de celles et ceux qui ne sont plus parmi nous. Dans cette atmosphère émouvante, l'idée de revenir à Kythira est devenue plus concrète.

Nous sommes rassemblés ici, à Kythira, avec tout le monde pour pleurer et commémorer les personnes disparues. Nous gardons vivante la mémoire des personnes qui sont mortes en mer. Nous sommes également en colère contre les frontières européennes qui les ont tuées, et continuent de tuer. Nous venons avec le désir de construire un autre avenir solidaire et sans frontières. C'est notre façon de résister. »<sup>1</sup>



Commémoration à Kythira en Grèce, 5 octobre 2023. - Photo : Marilyn Stroux

1 Discours des membres de la famille présentant la commémoration à la plage de Diakofti.

Un an plus tard, en octobre 2023, des survivant-es et des membres de leur famille sont retourné-es à Kythira. Ils voulaient remercier la population locale qui, à ses risques et périls, a sauvé 80 personnes cette nuit-là. Des personnes qui, sans cette aide, ne seraient certainement plus en vie aujourd'hui. Ils se sont réunis pour organiser une cérémonie commémorative sur la plage de Diakofti, l'endroit où la nuit du 5.10.2022 restera à jamais présente pour tous. Au début de la cérémonie, Shuja et Sultana ont raconté l'histoire de ce rassemblement puis ont présenté les discours des survivant-es et des membres de leurs familles.

Khadijah, qui a perdu son mari Abdul Wase Ahmadi cette nuit-là, a commencé par exprimer son malaise. Elle a déclaré :

« Je suis ici et je voudrais vous dire tant de choses. Mais les vagues derrière moi me rendent triste et je n'arrive pas à trouver les mots. Les derniers mots de mon mari ont été : qui va venir nous sauver ici ? Vous êtes venus et vous nous avez sauvés, au péril de votre vie. Nous sommes ici pour vous remercier. Pour vous prendre dans nos bras. Nous formons une famille désormais. Nous ne vous oublierons jamais. Merci ! »

Zameer, qui a perdu sa mère, sa sœur et son frère, se tenait dos à la mer, qui était devenue leur tombe :

« J'ai perdu toute ma famille ici, dans cette mer, mais vous m'avez sauvé. Je voulais vous remercier. Quand je quitterai Kythira, je laisserai ma famille ici, avec vous. S'il vous plaît, prenez soin d'elle. »

Plus de 100 personnes se sont réunies pour commémorer les morts de cette nuit, en écoutant les déclarations déchirantes des survivant-es.

Dans les jours qui ont précédé la commémoration, les 25 personnes qui se sont rendues à Kythira – dont 12 survivant-es et membres de familles de disparu-es, accompagnés de sympathisant-es venus de Hambourg, Erfurt, Munich, Athènes et Kalamata, entre autres – ont eu des conversations et des réunions quotidiennes avec les personnes qui les avaient sauvés cette nuit-là :

Il y a eu Dimitris, qui a pris la grue de son oncle et s'est tenu au bord du gouffre avec elle, sauvant Khadijah, Hussein, Masih et bien d'autres d'une mort certaine.

Kostas, qui a également joué de la clarinette lors de la commémoration, qui, avec d'autres, a pu tirer de nombreuses personnes hors des rochers dangereux à l'aide de cordes, avec la force de leurs mains et de leur volonté. Le maire adjoint et le pompier volontaire qui, sans se faire remarquer, ont tout rendu possible pendant la durée des opérations de sauvetage.

Le pompier Spyros, qui, avec deux de ses collègues, a descendu en rappel la pente dangereuse avec son équipement personnel pour donner des instructions aux gens sur la façon de se hisser à l'aide de la corde.

Toutes celles et ceux qui ont passé les jours suivants à cuisiner, à apporter des vêtements, à soigner les blessures, à réconforter les inquiétudes, à répondre aux questions des survivant-es et des nombreux parents venus immédiatement de l'étranger. Ces personnes ont veillé à ce que toutes les personnes présentes soient réconforté-es dans cette période difficile et aidé-es dans leurs démarches administratives.

Beaucoup de survivant-es qui ne pouvaient pas se déplacer ont écouté une retransmission en direct le 5 octobre, et étaient donc également présent-es. Certain-es avaient rédigé leurs propres discours et envoyé des messages vocaux.



CommémorAction à Kythira en Grèce,  
5 octobre 2023. - Photo : Marilyn Stroux

La veille de la commémoration, les personnes survivantes avaient invité celles et ceux qui les avaient sauvé-es à un repas afghan au Karavas. Ici, dans ce lieu protégé, beaucoup ont pu s'embrasser et partager leurs histoires et leur douleur pour la première fois. Beaucoup d'habitant-es ont déclaré qu'ils ne parlaient à personne de cette nuit, qu'ils ne voulaient pas accabler les membres de leur famille, mais que des images leur revenaient constamment à l'esprit. Grâce à ce voyage, iels avaient enfin retrouvé d'autres personnes avec lesquelles iels pouvaient partager leurs expériences douloureuses.

« *Je n'enlève pas mes lunettes de soleil et vous comprenez pourquoi* » a dit Giannis.

Et l'autre Giannis, le cuisinier qui, après avoir sauvé des gens cette nuit-là, a tout de même ouvert la cuisine de son restaurant et cuisiné ce qu'il avait pour que les survivant-es aient quelque chose à manger, dit : « La solidarité est une grande marmite. *Allilegii ine ena tsoukali* ».

Aujourd'hui encore, un trop grand nombre de personnes ne savent toujours pas avec certitude ce qu'il est advenu de leurs proches, car leurs corps n'ont pas été retrouvés ou n'ont pas été identifiés. Si certain-es ont aujourd'hui au moins une tombe pour faire leur deuil, pour d'autres, la démarche d'identification par l'ADN est en suspens dans la bureaucratie. Le régime frontalier meurtrier laisse des traces, et trop de proches et de survivant-es souffrent encore du traumatisme lié à la perte d'êtres chers.

Nous promettons de ne jamais oublier ceux qui ont perdu la vie à ces frontières. Nos pensées vont également à toutes les personnes qui pensent à leurs proches qui ne sont plus en vie ou ont disparu à cause de la politique européenne de dissuasion. Nous irons de l'avant ensemble : pour abattre les frontières et construire un autre monde plus accueillant.



# J'aurais pu mourir

*J'aurais pu mourir comme les autres  
Comme mes ami·es et mes frères  
Pourquoi eux et pas moi  
Ça n'a pas été un mérite :  
Un mérite d'avoir franchi les rives  
Un mérite de ne pas pouvoir traverser la Méditerranée  
ou l'Atlantique  
Un mérite de ne pas avoir succombé dans la mer et dans  
les frontières terrestres.*

*J'aurais pu être englouti dans ces eaux profondes  
Parce que je n'étais pas le fort parmi les faibles  
Pas le plus courageux, ni le plus rusé  
Peut-être le plus chanceux  
Je pense que ma vie devait tout simplement continuer.  
Nous avons tous et toutes dû avoir peur à un moment  
donné.  
Mais un seul espoir nourrissait notre vie et nous  
donnait le courage de continuer :  
celui de faire Boza un jour.*

*Nous avons été confrontés à cette même réalité de vie  
Cette réalité de désordre global de nos pays,  
Nous étions souvent dans l'obligation de faire des  
choix aussi difficiles : « des départs forcés »  
Et sans prendre en compte ce que nous laissons derrière  
Combien de familles vivent avec ce lourd fardeau.*

*Aujourd'hui je dirige mes pensées vers toutes ces  
personnes qui n'ont pu arriver,  
qui sont mortes ou disparues dans les frontières.*

CommémorAction à Saïdia, à la  
frontière marocaine avec l'Algérie,  
2019. - Photo : Alarm Phone

**Saliou Diouf**



Personne lisant pendant la performance de lecture non-stop devant le Parlement européen à Bruxelles en Belgique, juin 2023. - Photo : Alarm Phone

## Nous vous demandons d'arrêter de tuer

Chaque année depuis 2014, l'Alarm Phone envoie des milliers de messages SOS par mail pour alerter les autorités de la présence de bateaux en détresse en mer. Des milliers de mots, de chiffres et de coordonnées GPS qui sont standardisés, signalant des situations de détresse urgentes. Des milliers de demandes de secours répétées, dont beaucoup sont restées sans réponse. En juin 2023, des activistes du réseau Alarm Phone ont lu 1 338 de ces courriels de détresse que le réseau avait envoyés au cours du premier semestre 2023, lors d'une performance non-stop devant le Parlement européen à Bruxelles.

L'action « Nous vous demandons d'arrêter de tuer » était une tentative de faire face à l'indifférence systémique à laquelle nous sommes confrontés en matière de vie et de mort en mer Méditerranée. Lorsque quelqu'un nous appelle d'un bateau, avec l'espoir qu'à l'autre bout de la ligne il y ait un être humain et non une machine, les activistes de l'Alarm Phone doivent traduire chaque voix unique en un langage bureaucratique standardisé dans l'espoir que les autorités y prêtent attention. Nous transformons les gens en numéros et les vies en coordonnées. Nous enregistrons chaque appel et présentons poliment notre cause, en envoyant un mail à la fois, soit 4 325 courriels par an. Mais nous ne sommes pas aussi patient-es qu'il y paraît lorsque nous commençons notre message par « Cher officier en service... ».

Au lieu de ça, nous sommes en colère ! Nous sommes fatigué-es ! Nous sommes désespéré-es ! Nous voulons des réponses !

Pendant l'action à Bruxelles, nous avons lu sous le soleil de midi, dans le vent, sous la pluie, et la nuit, éclairés seulement par deux lampes. Parfois nous avons un public, parfois nous n'en avons pas et nous parlions dans le vide apathique. Parfois, nous étions accueilli-es par des acclamations de soutien,

d'autres fois par de l'ignorance raciste. Quoi qu'il en soit, nous avons tenu notre place et continué à lire, l'un-e après l'autre, en passant le micro à la personne suivante – tout comme nous nous passons le téléphone lors de nos gardes.

Nos voix étaient fortes et régulières, calmes et en colère, fortes et silencieuses, désespérées et fatiguées, mais toujours déterminées. Alors que la pile de documents diminuait, les alertes aux autorités continuaient de s'étaler sur la scène. Alors que nous approchions de la fin de la représentation, nos voix sont devenues plus fortes, plus rapides et plus urgentes. Nous avons lu des mails qui parlaient de bateaux encore en mer dont le sort était incertain. Au cours des dernières heures de lecture, des centaines de papiers blancs gisaient sur le sol, fixant le ciel vide de la nuit comme des accusations silencieuses ; des témoignages des centaines de bateaux remplis de personnes qui s'opposent à des siècles de violence coloniale, d'exploitation et d'injustice permanente.

172



Personne lisant pendant la performance de lecture non-stop devant le Parlement européen à Bruxelles, Belgique, juin 2023. - Photo : Alarm Phone



Personne lisant pendant la performance de lecture non-stop devant le Parlement européen à Bruxelles, Belgique, juin 2023. - Photo : Alarm Phone

Le tricycle Alarme Phone Sahara en route vers le "point zéro" suite à un acte de refoulement de l'Algérie, le 25 décembre 2023. - Photo : Danyaye

**7.**

**Projets  
frères  
et réseautage**





## **Alarme Phone Sahara : Notre devise est « libre de partir, libre de rester »**

**Entretien avec Moctar Dan Yayé d'Alarme Phone  
Sahara**

Bonjour Moctar, peux-tu nous dire comment est né Alarme Phone Sahara ?

**M** Alarme Phone Sahara a vu le jour en 2017, à la suite de la soi-disant « crise migratoire » de 2015 en Europe. Nous avons réalisé que l'attention du public était concentrée sur la mer Méditerranée et d'autres régions frontalières de l'UE. Nous avons décidé d'attirer l'attention sur la situation ici pour montrer ce que les personnes vivaient avant d'atteindre la Méditerranée. Nous voulions dénoncer les violations des droits humains.

Notre devise est : libre de partir, libre de rester. Nous ne facilitons pas les mouvements. Nous voulons simplement empêcher la mort d'êtres humains. Notre siège se trouve à Agadez, au Niger – l'une des principales portes d'entrée de la migration vers le nord – mais nous sommes également présents dans de nombreux autres pays africains, tels que le Mali, le Togo, le Burkina Faso et le Maroc. Nous avons également des membres en Europe et nous nous considérons comme un projet transnational entre l'Afrique et l'Europe.

Nous considérons Alarme Phone Sahara comme le projet frère d'Alarm Phone. Nous avons décidé de construire une structure similaire pour le désert et de diffuser un numéro de téléphone qui pourrait être appelé par les personnes en détresse. Nous avons cependant réalisé que la création d'une ligne téléphonique

n'était pas suffisante, en raison de la couverture réseau limitée dans le désert. Les personnes qui se déplacent ont rarement des téléphones satellites. Il est dangereux d'en avoir sur soi, car la police ou l'armée pourrait considérer que l'on appartient à un réseau criminel. Nous avons donc dû réfléchir à d'autres moyens d'être informés des situations de détresse.



L'équipe d'Alarme Phone Sahara au poste de police d'Assamakka pour aider les déportés, 2023. - Photo : Danyaye

### C'est ainsi que vous avez mis en place un système de « lanceurs d'alerte »...

**M** Oui, nous avons décidé de mettre en place un réseau de bénévoles qui vivent dans des villages situés autour des routes de migration vers la Libye ou l'Algérie et qui connaissent bien ces régions. Nous appelons ces personnes des « lanceurs d'alerte », car elles donnent l'alarme lorsque des personnes migrantes sont en détresse. Ils savent où trouver une couverture téléphonique et de l'eau ou comment aider les personnes dans le besoin, par exemple en réparant des voitures en panne. Il n'a cependant pas été facile de trouver des lanceurs d'alerte. Nous avons dû gagner la confiance de la population. Au fil du temps, les habitants ont compris que ce que nous essayions de faire était aussi dans leur propre intérêt. Nous considérons qu'il s'agit d'un combat commun.

La criminalisation de la migration a affecté l'ensemble de l'économie de la région. De nombreuses personnes étaient impliquées dans des activités liées à la migration, qui étaient auparavant légales et normales. Les habitants des villages ne veulent pas que quelqu'un meure dans le désert, mais ils ont peur

des conséquences de leur engagement auprès des migrants. Ils craignent la criminalisation. Ensemble, nous avons donc essayé de trouver des idées sur ce qu'il convenait de faire. Nous avons également organisé des réunions avec d'anciens chauffeurs qui avaient l'habitude de transporter des personnes (légalement) afin d'obtenir leurs conseils et de partager nos informations avec eux. Si nos lanceurs d'alerte entendent parler de personnes migrantes abandonnées, ils ne peuvent pas les transporter car ils pourraient être considérés comme des passeurs ou des trafiquants s'ils étaient arrêtés par la police. Ce qu'ils peuvent faire, en revanche, c'est orienter les migrants et leur indiquer la distance qui les sépare de la Libye ou du prochain village.



Évacuation de personnes du "point zéro" vers le village d'Assamakka au Niger, 2024. - Photo : AP Sahara

Grâce à ce réseau de lanceurs d'alerte, notre ligne d'assistance téléphonique fonctionne bien. Parfois, lorsque nous informons les autorités de cas de détresse, elles nous autorisent, nous ou nos lanceurs d'alerte, à évacuer les migrants vers les villages les plus proches. Nous recevons également des appels de différentes villes du Niger de personnes qui s'interrogent sur les risques du voyage, ou nous recevons des appels de l'étranger de personnes de la diaspora qui recherchent quelqu'un.

### À la suite du coup d'État au Niger, le nouveau gouvernement militaire a abrogé la loi 036 de 2015 qui criminalisait le transport de personnes. Pouvez-vous nous dire ce qui a changé depuis ?

**M** Le 25 novembre 2023, les nouvelles autorités militaires ont abrogé cette loi qui visait à mettre fin au « trafic illégal de migrants ». En fait, cette loi a eu pour effet de criminaliser le transport, auparavant légal et régulier, de personnes à travers le désert. Elle a également conduit à la criminalisation des formes de solidarité et des migrants eux-mêmes.

Depuis le coup d'État, des sanctions économiques ont été imposées au Niger par la communauté internationale et les relations avec les bailleurs de fonds occidentaux ont été réduites, ce qui a entraîné une diminution de l'aide humanitaire.

Pour l'APS, c'est un soulagement que cette loi ait disparu. Pendant des années, nous avons fait campagne contre cette loi et avons intenté une action en justice contre le gouvernement du Niger au niveau de la Cour de la CEDEAO. Les acteurs de la société civile au Niger, qui œuvrent pour la liberté de circulation, ainsi que les anciens prestataires de services aux migrants dans la région d'Agadez ont également salué l'abrogation de la loi. Ces prestataires de services avaient été sévèrement sanctionnés par cette loi et nombre d'entre eux avaient été arrêtés et emprisonnés. Toutes les personnes incriminées ont été libérées. Le transport de personnes reprend donc son cours. Les chauffeurs et les passeurs chargent leurs véhicules et prennent la route vers le nord sans craindre d'être arrêtés.

**Bien qu'il s'agisse de bonnes nouvelles, vous continuez également à documenter de graves violations des droits humains dans le désert. Peux-tu nous en parler ?**

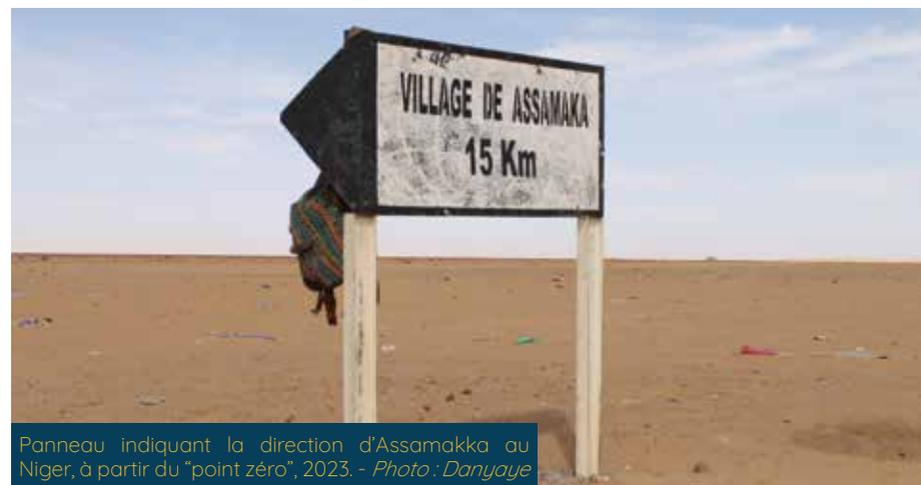
**M** Oui, entre-temps, la Tunisie et la Libye, auxquelles l'Europe confie ses frontières, ont aggravé les souffrances des personnes qui se déplacent dans la région sahélo-saharienne. Même si elles ont désormais plus de chances de traverser le Niger, beaucoup sont ensuite victimes de violations des droits humains dans la région du Maghreb. Depuis le discours raciste du président tunisien de février 2023 contre les « migrants subsahariens », la violence à leur rencontre n'a cessé d'augmenter.

Nous avons constaté la multiplication des filières répressives – les personnes qui se trouvent en Tunisie dans un premier temps sont repoussées à la frontière entre la Tunisie et l'Algérie, soit par les autorités, soit par les populations. Ensuite, ces personnes sont récupérées à la frontière ou dans les villes algériennes par les autorités algériennes pour être jetées dans le désert du Niger. En 2023, nous avons pu documenter la déportation de plus de 26 000 personnes par les autorités algériennes.

Ces refoulements sont dégradants. Les forces algériennes envoient des personnes dans des camions depuis Tamanrasset jusqu'au « point zéro », un « no man's land » dans le désert entre les deux pays, où les gens doivent marcher au moins 15 km pour atteindre le village d'Assamaka. Parmi eux se trouvent souvent des femmes, des enfants, des personnes âgées ou des malades.

À Assamaka, il existe des organisations internationales censées assurer la protection de ces personnes. Mais leur aide est conditionnelle : les personnes doivent accepter de « retourner volontairement » dans leur pays d'origine pour

recevoir l'aide de ces organisations. Et bien qu'elles aient pour mission d'assurer l'hébergement et l'assistance, ces organisations ne parviennent pas à offrir des conditions de vie adéquates. Elles peinent également à renvoyer les personnes qui acceptent de rentrer dans leur pays d'origine dans un délai raisonnable, ce qui signifie que beaucoup restent pendant des mois dans des conditions indignes, exposées à des températures extrêmes et à des vents violents, portant souvent les mêmes vêtements sur leur corps pendant plusieurs mois.



Panneau indiquant la direction d'Assamakka au Niger, à partir du "point zéro", 2023. - Photo: Danyaye

**Face à l'aggravation de la situation dans la région désertique, que peut faire Alarme Phone Sahara ?**

**M** Nous continuons à documenter et à dénoncer les politiques et les pratiques qui violent les droits des personnes qui traversent le Niger. Nous avons multiplié nos actions de plaidoyer et d'affirmation du droit à la mobilité dans une zone en proie à des crises d'insécurité où les populations sont de plus en plus obligées de se déplacer pour chercher protection. Nous avons renforcé nos équipes de lanceurs d'alerte afin qu'elles puissent multiplier les patrouilles pour sauver des vies. Nous avons également renoué les liens avec nos camarades du Maghreb, notamment nos amis de l'Alarm Phone en Tunisie et au Maroc, dans le but de coordonner nos efforts et d'échanger des informations en temps réel pour surveiller la mobilité de part et d'autre du Sahara.



## BOZA Fii

Par Saliou Diouf

Boza Fii est une association à but non lucratif basée au Sénégal. Elle a été créée par Saliou Diouf en septembre 2020, inspirée du groupe Alarm Phone. Boza Fii est composée de militant·es volontaires, en grande partie de migrant·es, et au sein de l'association un détachement de certains membres plus actifs forme l'équipe Alarm Phone Dakar. L'idée derrière la création de l'association était d'apporter un autre angle de vue face au manque de respect envers la migration au Sénégal. Spécifiquement, le but était de lutter pour la liberté de circulation de tout un chacun et chacune.

BOZA Fii s'engage dans le domaine de la migration et vient en aide aux personnes qui fuient leur pays. L'association soutient les migrant·es étant retourné·es de façon volontaire au pays, les migrant·es ayant été expulsé·es vers leur pays d'origine et celles et ceux qui sont confronté·es à un manque total d'assistance. L'association soutient aussi les amis et les familles de ceux et celles qui ont disparu en mer Méditerranée, dans l'océan Atlantique et aux frontières. Elle les accompagne dans leur douloureuse quête de réponses. L'association veut aussi promouvoir le droit à l'identité et à la dignité pour toutes les victimes de nos frontières, et le droit de leurs familles à savoir. BOZA Fii veut œuvrer au meilleur respect des droits de ces personnes, non seulement fragilisées par les drames de la migration mais aussi souvent stigmatisées dans leur propre communauté, et souhaite également encourager la production de connaissances et promouvoir l'objectivité autour du débat sur les migrations et les échanges internationaux, afin d'affronter ensemble les réalités mondiales.



Action "Pushback Frontex" de 72 heures à Dakar, Sénégal, septembre 2023. - Photo : Alarm Phone

Cela fait bientôt quatre ans que Boza Fii mène des activités chaque année sur beaucoup de thématiques différentes dans le domaine de la migration. Mais fréquemment des questions politiques arrivent sur le devant de la scène, ce qui met l'association en ligne de mire des autorités sénégalaises. Depuis octobre 2022, après leur première initiative « 72h Push Back Frontex », les membres de l'association sont confrontés à de nombreux problèmes comme la restriction de leur page Facebook pendant plus d'une année, la désactivation du compte du président/fondateur deux fois de suite en une année, la criminalisation de certains de ses membres dans l'espace Schengen et le refus fréquent d'autorisation d'organiser des événements.

L'association s'engage à défendre les droits des personnes en mobilité, mais propose aussi des initiatives de développement pour l'amélioration continue de meilleures conditions de vie des migrant-es, des actions sociales et solidaires. Sur notre feuille de route intitulée « *suñu wareef* », qui veut dire « Notre acte patriotique » ou « *The*

*patriot act* » en anglais, nous avons élaboré dix événements dont quatre que nous voulons faire chaque année. Parmi eux, il y a la caravane pour les disparu-es, que nous déroulons chaque année pour promouvoir le droit à l'identité des victimes de nos frontières et de leur famille à savoir. Le Noël solid'action est une autre initiative qui a pour but de prêter main-forte aux enfants victimes des drames de la migration. L'action consiste à leur offrir des cadeaux lors de chaque Noël, mais nous incitons aussi nos autorités compétentes à les prendre en charge dans le cadre scolaire et à suivre leur état de santé. Toujours en lien avec les morts en mer et la disparition forcée, nous faisons une Commemor'Action chaque 6 février en la mémoire de ceux et celles qui sont disparu-es aux frontières, une initiative du réseau Alarm Phone. Sur la feuille de route, il y a d'autres événements que nous voulons encore réaliser à l'avenir. La réalisation de ces activités sont souvent difficiles financièrement, mais avec l'aide du réseau Alarm Phone, de notre nouveau partenaire CCFD-Terre Solidaire et le soutien d'autres organisations comme Medico international, CRID, Number into names, migration-control et Abolish Frontex Suisse, nous parvenons toujours à être sur le terrain pour apporter notre pièce au puzzle de la migration au Sénégal.



Action de solidarité de Noël à Gorée, Dakar au Sénégal, 2022. - Photo : Alarm Phone

# Pensons positivement

*Il y a un temps pour tout  
 Un temps pour les conseils et les mises en gardes,  
 Un temps pour l'aide...  
 Ça nous est certainement tous arrivés.  
 On conseille une personne sincèrement.  
 On la met en garde... on la prévient...  
 Mais rien n'y fait.  
 Elle ne nous écoute pas.*

*Puis...  
 Et vient le moment où cette personne tombe.  
 Elle trébuche précisément là où on l'avait mise en  
 garde !  
 Et forcément... la première chose qu'on a envie de lui  
 dire c'est :*

***MAIS JE T'AVAIS POURTANT PRÉVENU !!**  
 (Au fond de nous, ça nous arrive même de penser : Bien  
 fait pour toi !)*

*Et pourtant...  
 Et pourtant ce n'est plus le moment pour cela.  
 À quoi bon le lui dire ?  
 Elle le sait très bien maintenant.  
 À ce stade, cette personne a plus besoin d'aide que de  
 reproches.*

*Elle a besoin qu'on l'aide à sortir, pas qu'on  
 l'enfonce.  
 (Bien sûr, encore faut-il que cette personne tende la  
 main).  
 Ce n'est pas facile, certes, mais c'est pourtant ainsi  
 qu'agissent les compagnons sincères.  
 Nous devons être bénéfique pour notre entourage.*



CommémorAction à Gorée, Dakar, 2022. - Photo : Alarm Phone Dakar



## La mise en réseau de la flotte civile et l'évolution du MRCC civil

Depuis 2017, les autorités maritimes et les garde-côtes de l'UE à Malte et en Italie, y compris leurs centres de coordination des secours en mer (ou « MRCC ») à La Valette (RCC Malte) et à Rome (MRCC Italie), sont de plus en plus dysfonctionnels. La non-assistance systématique aux bateaux qui se trouvent en détresse et les refoulements illégaux (« *pull-back* » et « *push-back* ») sont devenus une réalité avec laquelle la flotte civile doit composer. Depuis 2019, l'Alarm Phone s'est retrouvé de plus en plus à jouer le rôle d'un « centre de coordination de sauvetage », recevant de nombreux appels de bateaux et de personnes proches restées à terre, essayant de pousser les autorités de l'UE à mener des opérations de sauvetage, et coordonnant des actions avec la flotte civile afin que les personnes sur les bateaux ne soient pas abandonnées à leur sort. En 2020, un MRCC civil a été créé avec des membres de différents organismes de secours en mer, afin de répondre aux nouveaux défis et de consolider un réseau de solidarité pour soutenir les personnes dans leur voyage.

### Un processus de plateforme avec la Charte de Palerme

La bibliothèque communale historique de Palerme a servi d'espace de rencontre unique en son genre à l'époque. Sous le slogan « *De la mer aux villes* », le maire de Palerme, Leoluca Orlando, a accueilli à Palerme, en 2018, des acteurs des municipalités, de l'église, ainsi que des chercheurs, des activistes noborder et des personnes qui font du sauvetage en mer. L'Alarm Phone avait approché Orlando parce qu'il était le « maire le plus progressiste d'Europe » et lui avait demandé s'il pouvait organiser une forme de mise en réseau. Orlando a été l'un des moteurs de la Charte de Palerme de 2015, qui appelle explicitement au droit à la mobilité pour toutes.

C'est lors de cette réunion, quelques jours avant que M. Salvini n'accède au pouvoir en tant que ministre de l'Intérieur italien, qu'a été lancé ce qu'on a appelé le « processus de plateforme de la Charte de Palerme ». « Vers une coalition de la solidarité – Pour le droit à la mobilité et à l'égalité des droits pour tous » était le titre d'une première déclaration publiée, dont le message était clair :

*« Du sauvetage en mer aux villes solidaires, de l'accès au logement aux soins médicaux et à des conditions de travail équitables, du conseil juridique à la protection contre l'expulsion : nous définissons et mettons en œuvre notre vision d'une société dans laquelle nous voulons vivre. Et nous appelons la société civile de se joindre à ce processus : à créer des couloirs, des espaces et des projets de solidarité, qui traversent et subvertissent toutes les frontières intérieures et extérieures de l'Europe. »<sup>1</sup>*

190

Au cours des mois suivants, d'autres réunions liées à ce processus de plateforme ont eu lieu à Naples, Barcelone et enfin, en novembre 2019, à Bologne. Deux groupes de travail principaux y ont été créés, qui ont développé leurs propres dynamiques et structures. L'un des groupes était consacré aux pratiques d'accueil et de solidarité sur terre et, au cours des années suivantes, ce processus s'est transformé en réseau transnational « De la mer à la ville »<sup>2</sup>. Le second groupe s'est concentré sur les formes de coopération en mer et a formé le noyau de ce qui allait devenir le CMRCC.

En 2016 et 2017, plusieurs organisations de secours en mer s'étaient déjà réunies régulièrement pour des échanges opérationnels. En 2019, le rôle de l'Alarm Phone dans la communication en matière de secours en mer s'est considérablement accru, et plus encore en 2020, même si certaines ONG de sauvetage ne prenaient pas (ou ne voulaient pas prendre) conscience de cette évolution. Bien que les équipages des navires de sauvetage et les équipes de l'Alarm Phone aient travaillé ensemble avec succès, y compris pendant de longues nuits, pour trouver et sauver des personnes en détresse en mer, certaines organisations ne voulaient pas reconnaître, ou ont même parfois nié, l'importance de cette coopération. Toutefois, au fil du temps, la « chaîne de solidarité entre téléphone, air et mer » étant devenue une pratique quotidienne, la reconnaissance mutuelle s'est accrue et la coopération s'est améliorée.

### De l'échange à la coordination

C'est au cours de l'été 2021, lors d'une réunion à Palerme, qu'il a été décidé de rendre public le CMRCC. Non pas comme un « big bang », mais humblement

<sup>1</sup> voir : <https://alarmphone.org/en/2018/06/17/toward-a-coalition-of-solidarity-for-the-right-to-mobility-and-equal-rights-for-all/>

<sup>2</sup> voir : <https://fromseacity.eu/>

et lentement, à partir de nos coopérations quotidiennes. Ce ne sont pas les organisations en tant que telles, mais des membres singuliers de ces organisations, plus convaincus de la nécessité d'un échange politique et opérationnel collectif, qui ont rejoint ce processus émergent. Enfin, en janvier 2022, le site web du CCRMC a été lancé et notre programme de travail a été publié.



Processus de la plateforme de la Charte de Palerme, Italie, mai 2018. - Photo : Alarm Phone

Le CMRCC s'efforce d'améliorer la coordination des différents acteurs non étatiques engagés dans les opérations de recherche et de sauvetage (SAR) en mer et d'appeler à l'intervention des acteurs étatiques dans l'accomplissement de leur devoir de sauvetage selon le respect des principes des droits humains. Outre l'amélioration de la coordination des opérations de recherche et de sauvetage, le CMRCC entend recueillir des données et des informations sur les cas de détresse dans la région de la Méditerranée centrale, afin de sensibiliser le public et de soutenir les efforts de plaidoyer, la recherche et les interventions juridiques.

Après la fin d'un événement SAR, le CMRCC s'engage dans un travail de suivi, en particulier lorsque des personnes sont portées disparues. Comme les autorités compétentes ne divulguent aucune information sur les événements SAR en cours ou terminés, le CMRCC documente toutes les informations possibles

191

à l'aide d'un logiciel spécialisé appelé « SARChive ». La documentation est également nécessaire pour soutenir les opérations SAR et rassembler des preuves afin de tenir les acteurs responsables. Par ailleurs, les informations peuvent être fournies à la demande de tiers, tels que des journalistes et des chercheurs. Enfin, la collecte de documentation contribue à rassembler des preuves pour d'éventuelles initiatives stratégiques de contentieux visant à dénoncer les violations et les omissions des autorités compétentes, grâce à l'implication directe des victimes, de leurs proches et des communautés.

### « Cela fait la différence » : Le début de la publication d' *Echoes*

Le premier numéro d' *Echoes* du CMRCC a été publié en juillet 2022. *Echoes* est né du désir de mettre en commun les connaissances rassemblées par les différents acteurs de la recherche et du sauvetage, de sensibiliser le public aux violations quotidiennes des droits humains en Méditerranée et d'attirer l'attention sur les différentes luttes pour la liberté de circulation en mer. Dans *Echoes*, qui compte actuellement 14 numéros, des aspects importants de la recherche et du sauvetage en Méditerranée centrale sont abordés, des défis sont discutés, des analyses et des résultats de recherche sont présentés, et les luttes auto-organisées des personnes qui voyagent sont amplifiées. L'objectif principal d' *Echoes* est de mettre en lumière l'impressionnante coopération qui existe entre les différents acteurs de la société civile en Méditerranée centrale. *Echoes* est une publication collaborative, qui tente également d'encourager le dialogue avec les sociétés civiles du Nord et du Sud, et de renforcer la solidarité transnationale.

Site web du CMRCC: [www.civilmrcc.eu](http://www.civilmrcc.eu)

## Comment la chaîne de sauvetage fonctionne habituellement en Méditerranée centrale :

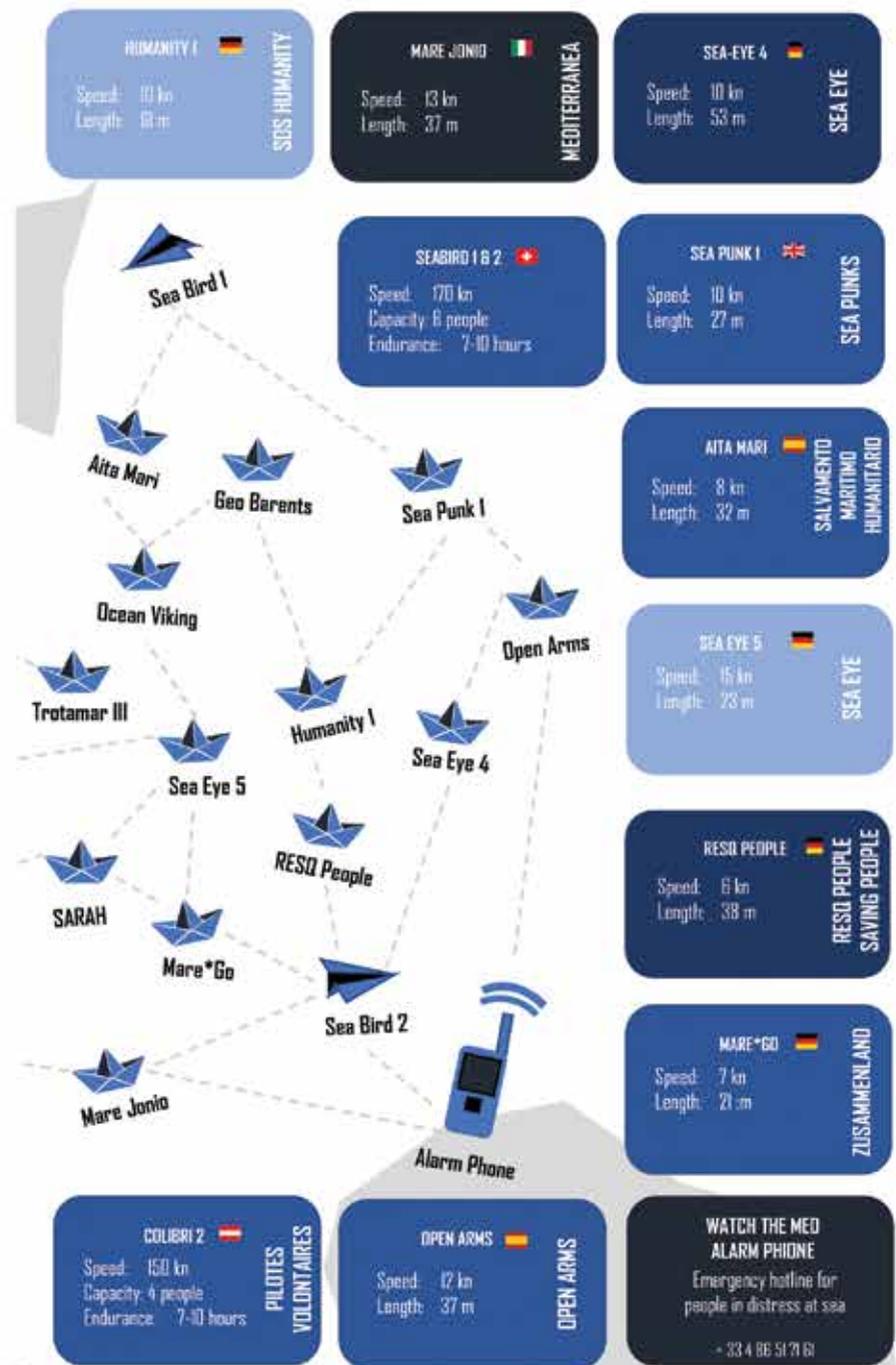
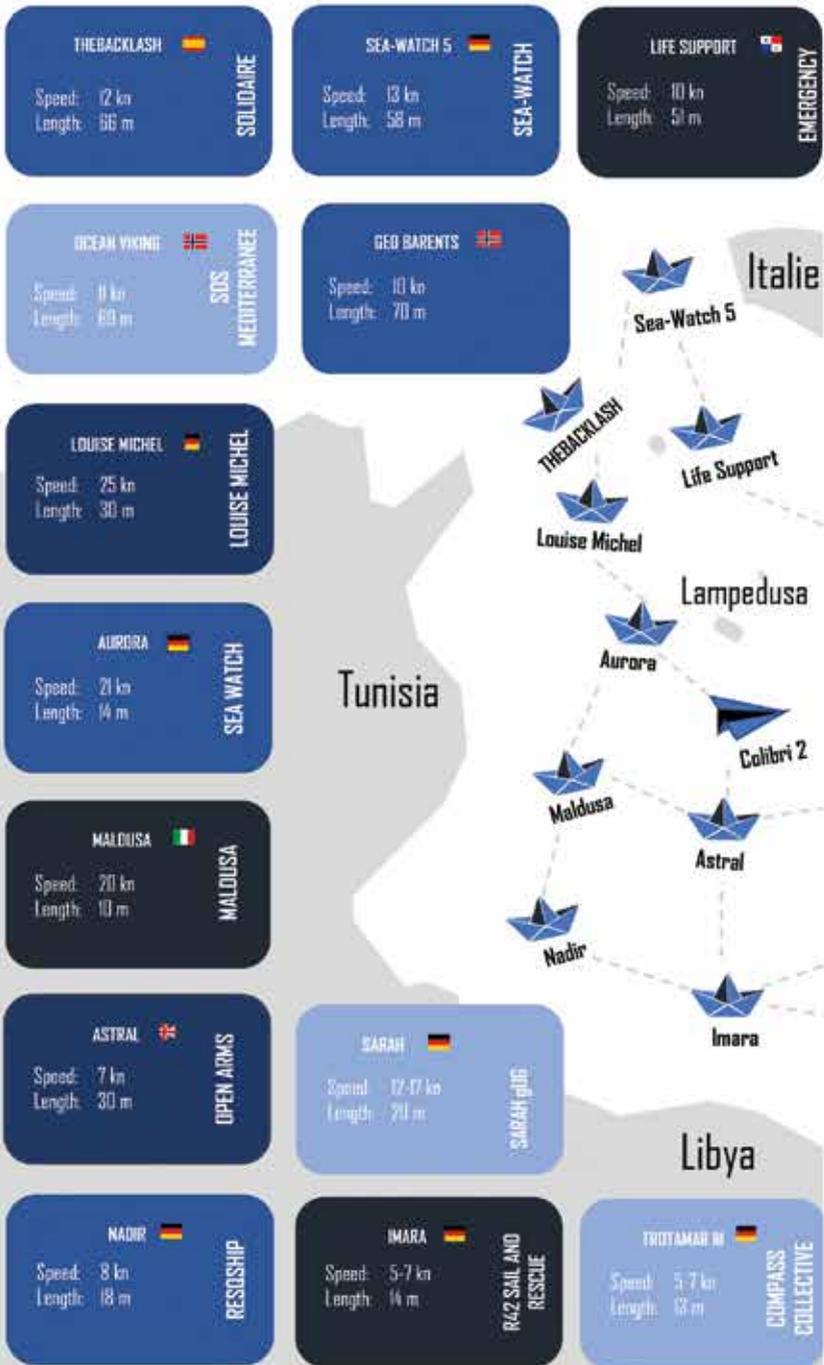


Photo : Pilotes Volontaires

Dans la nuit du 14 au 15 août 2024, l'Alarm Phone a reçu un appel de détresse d'un bateau transportant 57 personnes qui s'étaient échappées de Libye. AP a alerté les autorités de Malte et d'Italie par courrier électronique. Comme d'habitude, il n'y a pas eu de réponse ni d'information. AP est resté en contact avec les personnes à bord du bateau pendant la nuit et a mis à jour les autorités et la flotte civile avec une autre position GPS.

Grâce à ces informations, le Colibri2, l'avion de Pilotes Volontaires, a cherché et trouvé le bateau dans la zone SAR du sud de Malte et a confirmé sa position. Plus tard, le Colibri2 a guidé les RHIB du Geo Barents, le navire de Médecins Sans Frontières, vers le bateau en détresse. Les 57 personnes ont pu être secourues en fin de matinée.

Photo : Pilotes Volontaires





Exposition de Refugees in Libya lors d'un événement à Rome en Italie, juin 2024 - Photo : Refugees in Libya

## Réfugié-es en Libye : « Nous osons imaginer un monde meilleur qui vaille la peine d'être vécu »

Entretien avec David Yambio

David a été l'un des principaux organisateurs des manifestations sans précédent de personnes arrivées jusqu'en Libye en octobre 2021. Au cours des quatre années qu'il a passées en Libye, il a subi quatre refoulements en mer. Au cours de l'été 2022, il a réussi à s'échapper par ses propres moyens vers l'Italie. Dès son arrivée en Europe, David a immédiatement poursuivi la lutte pour les revendications des personnes réfugiées en Libye (« Refugees in Libya »), avec des compagnons de lutte qui avaient également traversé la frontière ainsi que des réseaux de soutien.

**David, tu as rejoint l'Europe par tes propres moyens, il y a environ deux ans. Depuis, tu continues sans relâche à soutenir tes camarades en Libye. Quelle est ton impression concernant la situation politique et les mouvements sociaux en Europe ?**

**D** Deux ans, ça semble si peu pour comprendre vraiment la dynamique politique et les mouvements sociaux en Europe. Mais en réfléchissant à la situation politique en Europe, je ne peux pas dire qu'elle soit porteuse d'espoir pour l'avenir que nous, la société civile et les gens ordinaires, envisageons. La situation politique est révoltante et nous fait craindre en permanence que

notre monde ne s'effondre de manière irrémédiable. Quelques politiciens fous ont réussi à laver le cerveau et à empoisonner délibérément les citoyens occidentaux en leur faisant croire que l'Europe pourrait être un continent démocratique, en traçant des cercles autour d'eux et de leurs frontières, motivées par des considérations politiques. Les autorités européennes veulent détruire la solidarité et celles et ceux qui la pratiquent et le font de diverses manières, des menaces aux attaques judiciaires illégales en passant par la diffamation. Nous devons toujours nous rappeler qu'il y a une raison très précise pour laquelle elles criminalisent celles et ceux qui pratiquent la solidarité : Nous donnons chair à une autre société, à un autre monde possible, et nous montrons qu'il est bien plus beau que l'actuel, dominé par l'individualisme, le capitalisme, l'autoritarisme et le patriarcat. C'est pourquoi les personnes et les réalités sociales qui pratiquent la solidarité sont attaquées et c'est pourquoi nous résistons et résisterons toujours.

En ce qui concerne les mouvements sociaux en Europe, je partage des sentiments désagréables basés sur mes deux années d'expérience. La faiblesse des mouvements sociaux réside dans les compétitions, l'identité et l'accès aux ressources ainsi que dans les guerres de réputation. Il y a des centaines de mouvements en Europe qui travaillent en pratique sur les mêmes questions, mais ils sont tellement divisés par les choses mentionnées plus haut qu'ils produisent de la haine et ne sont pas capables d'unifier leurs groupes respectifs pour un objectif si noble au prix d'efforts communs.

« Refugees in Libya » (RiL) est un mouvement auto-organisé né en octobre 2021, lorsque des milliers de réfugiés ont manifesté devant le bureau du HCR à Tripoli après des raids massifs et brutaux dans les quartiers peuplés de personnes noires par les forces de sécurité libyennes. Les manifestants ont demandé une protection et la fin des abus en détention ainsi que des formes de torture et d'esclavage perpétrées par les milices et les autorités libyennes qui sont financées par l'UE. Le *sit-in* de RiL a duré une centaine de jours jusqu'à ce que, le 10 janvier 2022, les forces de sécurité libyennes affiliées au ministère de l'Intérieur expulsent violemment les manifestants et emprisonnent des centaines de personnes.

En 2022, certaines personnes militantes du RiL ont réussi à fuir la Libye pour rejoindre l'Europe. Depuis l'Italie et d'autres pays, elles ont continué à défendre leurs revendications et à se mobiliser. Depuis l'étranger, elles ont commencé à documenter les abus commis à l'encontre des personnes réfugiées vivant encore en Libye et à leur apporter leur soutien. Une première manifestation a eu lieu en décembre 2022 à Genève devant le siège du HCR et en juin 2023, des protestations ont été organisées devant les institutions européennes à Bruxelles. L'Alliance avec les réfugiés en Libye (ARiL) a été créée à l'automne 2023 avec des militants de plusieurs organisations de soutien. Deux événements

de solidarité ont eu lieu à Bologne et à Rome en janvier et en mai 2024. Une nouvelle ligne d'assistance téléphonique est en cours de construction pour soutenir les personnes sur le terrain en Libye à un niveau quotidien et pratique. Parallèlement, une campagne d'évacuation est en préparation afin de créer des passages sûrs pour les défenseurs des droits humains toujours bloqués en Libye.

<https://www.refugeesinlibya.org/>



Manifestation de Refugees in Libya à Genève en Suisse, décembre 2022. - Photo : Alliance avec les réfugiés en Libye

**Au cours des derniers mois, de nouveaux camarades de Refugees in Libya (RiL) sont arrivés en Europe, certains par réinstallation et d'autres par bateau. Tu espères consolider le noyau dur de votre auto-organisation ? Comment des personnes qui ont tant lutté et souffert peuvent-elles conserver leur énergie et leur motivation ?**

**D** Les camarades qui sont arrivés récemment en Europe sont passés par les couloirs humanitaires de Sant'Egidio et ont été reconnus comme défenseurs des droits humains grâce à la campagne lancée pour évacuer 221 défenseurs des droits humains. D'autres personnes sont arrivées par bateau. Nous nous réunissons tous pour consolider nos efforts et transformer nos horribles expériences en un monde où l'espoir n'est pas perdu et où la justice n'est pas oubliée. En ce qui concerne l'énergie et la motivation des personnes qui ont souffert de la violence et de la négligence de l'État, nous estimons qu'il est de notre devoir de ne pas détourner le regard, car la douleur continue qui est infligée aux personnes qui se

trouvent en Libye, et ailleurs en Afrique du Nord, est une douleur qui rouvre nos vieilles blessures. C'est pourquoi nous estimons qu'il est nécessaire de réfléchir de manière ingénieuse à la crise actuelle qui touche les personnes réfugiées et migrantes. Nous rêvons constamment de changer les récits et les normes des personnes qui n'en ont pas fait l'expérience, qui parlent et représentent nos besoins, nos désirs ou nos intérêts comme si nous étions incapables.

Nos forces viennent de l'imagination d'un lieu d'appartenance où la dignité, la sûreté, la sécurité, l'égalité et l'inclusion sociale ne sont pas constamment demandées ou combattues. Nous osons imaginer un monde meilleur dans lequel cela vaudrait la peine de vivre.

200

**En janvier 2024, l'Alliance avec les réfugiés en Libye (ARiL) a organisé un événement public à Bologne, et en mai 2024 un autre à Rome. Quels ont été les effets de ces rassemblements ?**

**D** Les événements organisés par l'ARiL ont été fondamentalement positifs à bien des égards. Tout d'abord, l'idée était de faire connaître ces personnes qui défendent les droits humains et qui sont encore bloquées en Libye, donc qui se retrouvent face à la misère et aux conséquences de cet engagement. Deuxièmement, il s'agissait de faire pression sur les politiciens, les gouvernements locaux et les villes d'accueil pour qu'ils reconnaissent les 221 camarades comme des défenseurs des droits humains légitimes et qu'ils les accueillent en tant que tels, et pas seulement comme des demandeurs d'asile ou des personnes réfugiées. Nous avons bénéficié de la participation positive des maires de chacune de ces villes, d'avocats internationaux et régionaux, de cinéastes, de membres d'organisations de la société civile, d'universités et d'organisations ecclésiastiques comme le Vatican et la communauté de Sant'Egidio, qui ont soutenu et approuvé cette campagne. La campagne a attiré l'attention de politiciens et de membres du Parlement européen ainsi que de la Commission européenne.

**Sur votre téléphone personnel, tu as reçu des milliers de demandes et de messages de détresse de la part de personnes qui transitaient par la Libye. Aujourd'hui, avec ARiL, tu essayes de mettre en place une structure d'assistance téléphonique pour répondre de manière plus collective. Quel est l'état d'avancement et quels sont les principaux défis de ce nouveau projet de soutien téléphonique ?**

**D** Oui, j'ai reçu et je continue de recevoir des centaines de demandes et de cas de détresse de la part de personnes – non seulement en Libye, mais aussi en Tunisie, au Soudan, en Égypte, au Maroc, en Algérie, en Éthiopie, au Niger, en Grèce, en Pologne et à d'autres frontières intérieures de l'Europe. Pour être plus efficace, j'ai invité les membres de l'ARiL à trouver une solution

collective et significative à ces demandes et nous sommes en train de mettre en œuvre les nombreuses idées nouvelles. Nous utilisons un portail en ligne et nous essayons de développer des archives qui nous aideront à stocker et à conserver les informations accumulées par la hotline. Nous recherchons toujours de nouveaux membres, qui doivent suivre une formation concernant les appels liés aux traumatismes et la communication. L'un des principaux défis reste la collecte de fonds, car les appels que nous recevons nécessitent des solutions pratiques et nous ne disposons pas des fonds nécessaires pour répondre à leurs besoins.



Manifestation de Réfugiés en Libye à Bologne en Italie, janvier 2024. - Photo : Alliance avec Réfugiés en Libye

**En juillet 2023, vos camarades ont été libérés de la prison d'Ain-Zara en Libye, également grâce à votre engagement continu, à vos protestations et à votre lobbying. Aujourd'hui, à Bologne, tu as lancé la campagne d'évacuation de 221 défenseurs des droits humains. Quels sont les défis à relever et qu'attends-tu de cette campagne ?**

**D** La libération de mes camarades est le fruit d'un effort collectif de personnes qui voyagent et de membres de la société civile libyenne et européenne, y compris de l'Alarm Phone. C'était un travail incomplet que de laisser nos camarades bloqués dans les rues de Tripoli après leur libération et les risques incessants d'enlèvement, de harcèlement et de torture par les milices affiliées au ministère libyen de l'Intérieur ou le manque de reconnaissance du HCR, qui est un organisme mandaté pour défendre la sécurité, la sûreté et le bien-être de ces personnes. Nous avons donc dû lancer la campagne d'évacuation qui,

201

d'une certaine manière, s'est déroulée dans des conditions mouvementées, car l'Europe n'est pas la championne des droits humains qu'elle prétend être. Nous avons été confrontés à un manque d'engagement de la part des États membres. De plus, les gouvernements locaux ont peu de pouvoir pour accueillir nos camarades sans l'approbation des autorités supérieures. Les villes solidaires et accueillantes sont depuis longtemps en déclin et nous ne ménageons pas nos efforts pour revitaliser ces mécanismes. Je garde l'espoir que cette campagne sera couronnée de succès et qu'elle ouvrira davantage de voies de reconnaissance pour les défenseurs des droits humains qui sont en danger en Libye ou en Tunisie.

**Tu as participé à la réunion générale de l'Alarm Phone à Amsterdam en décembre 2022. Certains de nos membres font partie de l'ARiL. Quel serait ton principal message pour la poursuite de notre projet de ligne téléphonique d'urgence, après dix ans d'existence ?**

**D** Avant de rejoindre la réunion générale de l'Alarm Phone au début du mois de décembre 2022, j'ai été ému par une expérience forte que j'ai vécue en essayant de rejoindre l'Europe en janvier 2019. Nous avons quitté Khoms, en Libye, par voie maritime vers l'Europe, lorsque notre canot pneumatique a eu du mal à traverser des vagues violentes. Nous avons cherché de l'aide de tous les côtés, mais personne n'a répondu, à l'exception de l'Alarm Phone. Même si, par la suite, nous avons été secourus par un navire marchand portant le pavillon sierra-léonais, le Lady Sham, et refoulés de force en Libye, notre expérience avec l'Alarm Phone est restée inoubliable et une source d'admiration. Au cours de mes expériences, en 2022, lors de la réunion Alarm Phone à Amsterdam, j'ai noué une relation solide avec ses membres qui ont fait preuve de solidarité à la fois pratique et politique au fil du temps. Avec elles et eux, nous avons lancé des campagnes politiques pour la liberté de circulation et nous avons uni nos forces pour répondre à des situations d'urgence, aussi minimes soient-elles. Aujourd'hui, je souhaite que l'Alarm Phone continue à documenter les violations quotidiennes des droits humains commises aux frontières extérieures et intérieures de l'Europe. J'aimerais les voir continuer à tirer la sonnette d'alarme et à appeler à l'aide pour les personnes en détresse. J'aimerais voir ses membres se développer au niveau mondial et devenir les gardiens de notre planète contre l'impunité et l'inhumanité.

## Welcome to Europe

### w2eu.info - guide web

Welcome to Europe tente de fournir des informations précises et accessibles à toutes les personnes en transit, toujours avec l'objectif sous-jacent d'une lutte commune pour la liberté de circulation. Depuis sa création en 2010, le guide en ligne vise à fournir une liste minimale de contacts dans presque tous les pays européens d'arrivée et de transit, ainsi que dans divers pays de transit autour de la Méditerranée.

De nombreuses sections par pays sont alimentées par des chapitres thématiques qui couvrent les droits et les situations des personnes migrantes/réfugiées dans chaque lieu. Les informations sont disponibles en quatre langues : arabe, anglais, farsi et français. Depuis sa création, le guide web est devenu un outil largement utilisé par les communautés de personnes migrantes/réfugiées, tout au long de leurs itinéraires et à différentes étapes : avant le départ des personnes, lorsque celles-ci sont bloquées en transit et à leur arrivée. Il peut être utilisé par les personnes qui rencontrent des problèmes en cours de route et par celles qui sont arrivées, ainsi que par celles qui sont menacées d'expulsion.

Cette source d'information contre la peur et pour le droit de rester pour tou-tes est une manière de responsabiliser les personnes par le biais du conseil, avec également des informations publiées dans le guide web. w2eu.info est également devenu un outil de mise en réseau et est utilisé non seulement par les personnes en mouvement mais aussi par les activistes. Il peut être utile pour trouver de l'aide en cas de besoin.

Dans le cadre de notre travail pour l'Alarm Phone, nous envoyons souvent les liens vers les guides Welcome to Spain, Welcome to Italy ou Welcome to Greece aux personnes qui sont arrivées en Europe. Nous le faisons pour leur souhaiter un bon voyage et leur donner de la force pour les luttes à venir.



Commémoration du massacre par les survivants le 29 juin 2022 devant le CETI à Melilla, enclave espagnole frontalière du Maroc. - Photo : Cléo Marmié

## Border Forensics

### Intervenir en investiguant contre la violence des frontières

Par Charles Heller

Border Forensics (BF) est une agence d'investigation lancée en 2021 qui développe de nouvelles méthodologies d'investigation pour documenter et contester les différentes formes et géographies de la violence des frontières que rencontrent les personnes migrantes illégalisées tout au long de leurs trajectoires. BF s'appuie sur le projet Forensic Oceanography (FO) qui s'est concentré exclusivement sur les frontières maritimes de l'Europe. Les enquêtes menées par BF et FO ont été combinées avec la pratique essentielle d'intervention en temps réel de WatchTheMed-Alarm Phone au cours des 10 dernières années.

De 2011 à 2021, FO a étudié de manière critique les conditions politiques, spatiales et esthétiques qui ont transformé la Méditerranée en la zone frontalière la plus meurtrière au monde. Issue de l'agence de recherche plus large Forensic Architecture basée à Londres, FO a été précurseur en matière d'utilisation des technologies géographiques et médiatiques – telles que l'imagerie satellite, la modélisation du bateau à la dérive, le suivi des navires – pour reconstruire avec précision des cas spécifiques de violations des droits humains et de décès survenus en mer, qui seraient autrement restés invisibles. Ce faisant, elle a contribué à ouvrir une brèche dans l'impunité qui a longtemps prévalu pour la mort et le traitement violent des personnes migrantes en mer. À partir du rapport sur le bateau abandonné à son sort (« *Left-to-die boat* »), dans lequel 63 personnes sont mortes après avoir été laissées à la dérive pendant 14 jours dans la zone de surveillance maritime de l'OTAN, FO n'a cessé d'enquêter sur les politiques et pratiques frontalières qui émergeaient et qui menaçaient la vie et les droits des migrantes. Le travail de FO a été utilisé dans un large éventail

de forums – des tribunaux aux institutions politiques en passant par les espaces culturels.

FO a également aidé des groupes d'activistes et des ONG à créer de nouveaux outils pour documenter les violations, tels que la plateforme de cartographie WatchTheMed (WTM) et l'Alarm Phone (AP) qui lui est associé. Comme l'expliquent d'autres contributions dans cette brochure, lorsque FO a publié son enquête sur l'affaire du « Left-to-die boat » en 2012 pour soutenir les demandes de vérité et de justice des survivant-es par le biais d'actions en justice, plusieurs activistes y ont vu la possibilité de s'emparer des méthodes et des technologies utilisées par FO pour cartographier les pratiques des acteurs de la frontière maritime, et de les combiner avec les formes existantes de soutien à distance exercées par le Père Mussie Zerai, pour créer un nouvel outil permettant des interventions en temps réel et en réseau des activistes en faveur des personnes migrantes. FO a ainsi participé à l'émergence de la plateforme WTM et, plus tard, de l'AP, et a toujours travaillé avec l'AP pour documenter et contester les formes mouvantes de la violence frontalière perpétrée par les États en Méditerranée – des pratiques d'abandon aux diverses stratégies de refoulement.

Au bout de 10 ans de travail exclusivement axé sur la Méditerranée, et en prenant en compte que les acteurs de la société civile (tels que l'Alarm Phone et les ONG de sauvetage) ont développé une capacité beaucoup plus forte à intervenir, documenter et demander des comptes pour les violations à la frontière maritime, FO a décidé de déplacer son objectif géographique au-delà de la mer et de se concentrer sur d'autres zones frontalières qui ont reçu moins d'attention de la part de la société civile et de la presse, et où, par conséquent, la violence frontalière continue d'être perpétrée en toute impunité. C'est dans le cadre de cette réorientation que nous avons lancé Border Forensics en 2021 en tant que nouvelle agence d'investigation.

Les enquêtes de BF se sont concentrées sur un vaste ensemble de géographies à travers lesquelles les personnes migrantes illégalisées du Sud se heurtent à la violence et aux frontières de l'Europe – allant des effets mortels des politiques d'externalisation des frontières de l'UE au-delà de l'Europe, comme dans le désert du Niger, aux pratiques frontalières ciblant les migrant-es en Europe, comme à travers les frontières alpines entre l'Italie et la France. La Méditerranée est cependant restée un sujet important pour BF, et nous avons continué à collaborer avec WTM-AP. En particulier, en 2022, BF a publié une enquête menée en collaboration avec Human Rights Watch, intitulée « Airborne Complicity – Frontex Aerial Surveillance Enables Abuse » (Complicité aérienne – La surveillance aérienne de Frontex permet des abus), qui se concentre sur le recours croissant à la surveillance aérienne de l'UE – effectuée par Frontex en particulier – pour permettre l'interception de migrant-es tentant d'échapper à la Libye. Pour contourner le manque de transparence de Frontex sur ces questions, nous avons croisé des données officielles et des sources en libre accès, y compris

les trajectoires de vols de drones et d'avions, avec des informations collectées par Sea-Watch et Alarm Phone, ainsi que le témoignage de survivant-es qui ont courageusement partagé leur histoire avec nous. Nous avons démontré que la surveillance aérienne de Frontex est essentielle pour permettre aux garde-côtes libyens d'intercepter les bateaux de migrant-es et de les renvoyer en Libye, sachant pertinemment que ces personnes seront confrontées à des abus systématiques lorsqu'elles seront renvoyées de force dans ce pays.

Dans les différentes phases de la collaboration de FO et de BF avec WTM-AP, nous pouvons voir comment les méthodologies initialement développées par FO pour documenter les violations et rechercher la justice ont contribué à l'émergence de cette nouvelle et extraordinaire pratique d'intervention en temps réel aux frontières maritimes de l'Europe menée par WTM-AP qui, à son tour, a élargi notre capacité à tenir les États et les agences de l'UE responsables de leurs crimes – l'un des moyens pouvant contribuer à mettre enfin un terme à ces pratiques. 10 ans après la création de WTM-AP, le réseau joue un rôle essentiel dans le soutien aux migrant-es dans l'exercice de leur liberté de circulation contestée et dans la défense de leurs droits, et la BF s'engage à continuer à travailler avec WTM-AP pour soutenir ces objectifs à l'avenir.

Site web de Border Forensics : [www.borderforensics.org](http://www.borderforensics.org)

Site web de Forensic Oceanography : <https://forensic-architecture.org/category/forensic-oceanography>

Basé depuis 2022 à Bologne (Italie), LIMINAL travaille avec des communautés touchées par la violence des frontières, afin de documenter et contester la violence des régimes de mobilité inégaux, à travers des géographies et des temporalités différentes. Il s'agit de notamment de démêler les liens entre la violence des frontières et d'autres formes de préjudice et d'oppression : par exemple, la façon dont les pratiques frontalières et néocoloniales d'extraction affectent les communautés d'Afrique de l'Ouest, ou la façon dont ces mêmes communautés sont la cible d'une répression et d'une criminalisation racialisées en Europe. Dans le cadre de ces projets et d'autres, et en s'appuyant sur une relation de longue date à travers Forensic Oceanography et Border Forensics, LIMINAL continue de collaborer avec l'Alarm Phone, ainsi qu'avec des groupes associés tels que Maldusa, le Captain Support Network, Watch the Channel, Refugees in Libya et bien d'autres.

[www.liminal-lab.org](http://www.liminal-lab.org)



COURT OF HUMAN RIGHTS  
DES DROITS DE L'HOMME

## Une intervention solidaire réalisée par et pour les personnes qui se déplacent

Entretien avec Ihab Al Rawi

Le Consolidated Rescue Group (C.R.G.) soutient depuis de nombreuses années les personnes en situation de détresse le long des différentes routes migratoires. Le projet a été fondé par Ihab al Rawi, qui a lui-même fui vers l'Europe en 2015. Il s'est rapidement rendu compte de l'ampleur des abus et des violences à l'encontre des migrant-es en Europe et a décidé de mettre en place un soutien pratique. Il dirige le projet avec des partenaires depuis dix ans. C.R.G. est un partenaire important pour l'Alarm Phone dans la lutte quotidienne pour la liberté de circulation et contre la violence et la mort en mer.

211

**Ihab Al Rawi, peux-tu nous parler un peu de toi et nous expliquer pourquoi tu as décidé de créer le Consolidated Rescue Group ?**

Je m'appelle Ihab Al Rawi. Je suis originaire d'Irak et je vis en Allemagne depuis près de dix ans. Mon organisation existe depuis 2015. L'idée de lancer le projet est venue lorsque j'ai moi-même émigré. J'ai emprunté la même route à travers la mer Égée jusqu'en Europe et j'ai vu à quel point les gens souffraient. Je ne pouvais pas le supporter, alors j'ai eu l'idée d'aider les gens. J'ai eu de la chance, ma route était un peu plus facile, mais la plupart des gens n'avaient pas cette chance. Je voulais faire quelque chose à ce sujet.

Ihab Al-Rawi à la Cour européenne des droits de l'homme à Strasbourg en France, juin 2024. - Photo : Consolidated Rescue Group

## **Ton organisation s'appelle Consolidated Rescue Group. Le C.R.G. a été créé il y a dix ans. Quel est votre travail ?**

212 | Je m'intéressais déjà au travail militant en Irak, mon pays d'origine. J'aimais aider les gens. Lorsque j'ai créé le Consolidated Rescue Group, tout était un peu moins coordonné : J'ai publié des messages sur Facebook à propos de la souffrance des gens, et j'ai reçu de plus en plus de demandes. Au début, il n'y avait pas beaucoup de monde. Mais cela a vite changé : au fil du temps, de plus en plus de personnes et de communautés m'ont approché pour me parler de leur souffrance mais aussi de leurs besoins. C'était le point de départ. Au début, nous avons essayé d'être partout à la fois. Nous n'étions pas seulement actifs dans les situations d'urgence sur l'eau ou le long des frontières, mais aussi dans les camps en Syrie et en Turquie. Nous avons essayé de lancer des projets activistes partout où cela était nécessaire. Certains de ces projets visaient également à apporter un soutien financier aux personnes dans le besoin. Mais au fur et à mesure que nous nous sommes faits connaître en tant qu'organisation et que nous avons reçu davantage de demandes et d'appels, cela n'a plus été possible. Notre travail est totalement militant, nous ne recevons pas d'argent, personne n'est payé. C'est pourquoi il est devenu difficile de financer toutes les activités à long terme. C'est pourquoi nous avons décidé de réduire nos activités. Nous nous sommes concentrés sur les situations d'urgence à la frontière, en particulier sur les personnes en situation de détresse en mer.

## **Au fil des années, ce groupe est devenu de plus en plus connu. Comment informez-vous le public de votre travail et de ce que les gens vous disent à propos des frontières ?**

213 | Au début, nous nous sommes limités aux médias sociaux comme principal canal de communication. C'est toujours le cas aujourd'hui, mais au fil du temps, nous nous sommes rendu compte que les médias sociaux ne suffisaient pas. Notre voix n'y est pas suffisamment entendue. C'est pourquoi nous avons changé de stratégie et commencé à nous adresser de plus en plus aux médias. C'est nécessaire pour que notre voix soit entendue. Car il est clair pour nous que nous ne voulons pas seulement aider, mais aussi faire bouger les choses. Et lorsque vous vous exprimez dans les médias, vous avez un impact politique. Les gens nous ont fait confiance parce que nous avons toujours été là, et c'est pourquoi nous avons grandi et pris de l'ampleur. Ils ont compris que nous voulions les aider. Nous n'avons pas d'autres intentions, ni politiques ni financières. Ils s'en rendent compte. Les personnes avec lesquelles nous sommes en contact se rendent compte que nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour résoudre les problèmes. Malgré les ressources limitées dont nous disposons.

## **La confiance des personnes qui voyagent est très importante. Nous en sommes également conscients dans notre travail quotidien avec l'Alarm Phone. Comment avez-vous gagné cette confiance ?**

214 | Nous avons travaillé très dur pour obtenir les bonnes sources et les bonnes informations. Nous sommes certains que les informations que nous recevons et transmettons sont exactes et dignes de confiance. C'est ainsi que les gens nous font confiance. De nombreuses personnes obtiennent de fausses informations de la part de passeurs ou de personnes aux intentions malhonnêtes. Nous travaillons dur pour nous assurer que nous recevons et transmettons des informations correctes. Certaines personnes ne commencent leur voyage que parce qu'elles ont reçu des informations fausses et trompeuses. Elles sont alors choquées par les choses terribles qu'elles vivent pendant le voyage ou à leur arrivée. C'est aussi la raison pour laquelle les médias et les journalistes nous font confiance et s'adressent à nous pour obtenir des informations.

## **En tant qu'organisation composée de personnes migrantes, vous avez une langue commune avec de nombreuses personnes réfugiées. Cela renforce-t-il la confiance ?**

215 | La langue est évidemment très importante. Elle aide les gens à nous faire confiance. Tout ce qui nous est dit est compris, non seulement sur le plan linguistique, mais aussi sur le plan culturel. Les personnes peuvent parler librement et tout nous dire. Et bien sûr, elles savent aussi que nous comprenons ce qu'elles vivent parce que nous l'avons vécu nous aussi. Elles savent que nous connaissons les itinéraires, la souffrance, la situation. Cela facilite la confiance. Parfois, nous prenons les dépositions de témoins lorsque quelque chose de grave se produit. Les témoins nous disent souvent tout, mais lorsque nous travaillons avec les médias et qu'ils sont impliqués dans la conversation, ces personnes ne parlent pas.

## **Combien de personnes sont impliquées dans le G.R.C. et quel type de travail faites-vous ?**

216 | Nous travaillons en tant qu'organisation bénévole. Les gens viennent et partent. Certaines personnes ont travaillé avec nous pendant de nombreuses années, puis se sont arrêtées. De nouvelles personnes nous ont rejoints. Aujourd'hui, nous sommes cinq. C'est moi qui ai créé le groupe et je suis toujours responsable de nombreux aspects, tout en m'occupant des relations publiques. Nous avons également une personne qui prend tous les appels et les messages. Il y a une autre personne qui traduit, ainsi que des personnes qui travaillent avec les médias ou la technologie et un avocat qui gère les affaires juridiques et maintient le contact avec d'autres organisations et d'autres avocats.

## Il existe différents itinéraires pour se rendre en Europe. Sur quels itinéraires et dans quelles régions êtes-vous particulièrement actifs ?

214 | Lorsque nous avons commencé, l'accent était clairement mis sur la route entre la Grèce et la Turquie, en particulier autour des îles de la mer Égée. Les gens me connaissaient et je connaissais la route. Mais au fur et à mesure que l'organisation s'est fait connaître, nous avons commencé à recevoir des appels et des messages de partout : Biélorussie, Royaume-Uni, Canada, Maroc et Libye. Il n'y avait pas de limite à l'endroit d'où les gens nous contactaient. Les itinéraires ont changé au fil des ans : lorsque les choses ont commencé à devenir plus difficiles et plus violentes en Grèce, les gens se sont renseignés et ont cherché d'autres moyens. Ce sont les questions de politique et les conditions qui prévalent dans les différents pays. Les gens s'informent avant de partir, c'est pourquoi les itinéraires changent en fonction de l'évolution de la situation politique.

## Ces dernières années, nous avons assisté à une intensification de la violence le long des différentes routes. C'est particulièrement vrai en Méditerranée orientale, où les garde-côtes grecs ont instauré un régime de violence. Comment le travail a-t-il évolué ces dernières années ?

| Au fil des ans, de nombreux bateaux sont arrivés en Grèce. La Grèce et l'UE ont eu recours à divers moyens pour tenter d'arrêter l'immigration ou, du moins, de la contrôler plus efficacement. Pour ce faire, elles ont eu de plus en plus recours à la force. Mais malgré toutes les mesures et la violence, elles n'ont toujours pas réussi à stopper la migration. Les personnes viennent de pays et de situations où elles souffrent. Elles n'ont souvent que deux options: arriver ou mourir. Lorsqu'elles s'adressent au C.R.G. et demandent de l'aide, elles demandent quelqu'un à qui elles peuvent parler, quelqu'un qui peut faire entendre leur voix, quelqu'un qui peut les aider à dire ce qu'elles vivent. Et c'est précisément pour cela que notre travail fait la différence. Nous activons les médias et essayons d'utiliser les reportages pour aider à mettre fin à la violence perpétrée contre les migrants. C'est un objectif important pour nous: faire entendre notre voix et celle des migrants.

## Mais vous accomplissez également un travail important auprès des personnes ou des communautés touchées, bien au-delà des situations d'urgence immédiates. Comment soutenez-vous exactement les personnes qui se déplacent et leurs familles ?

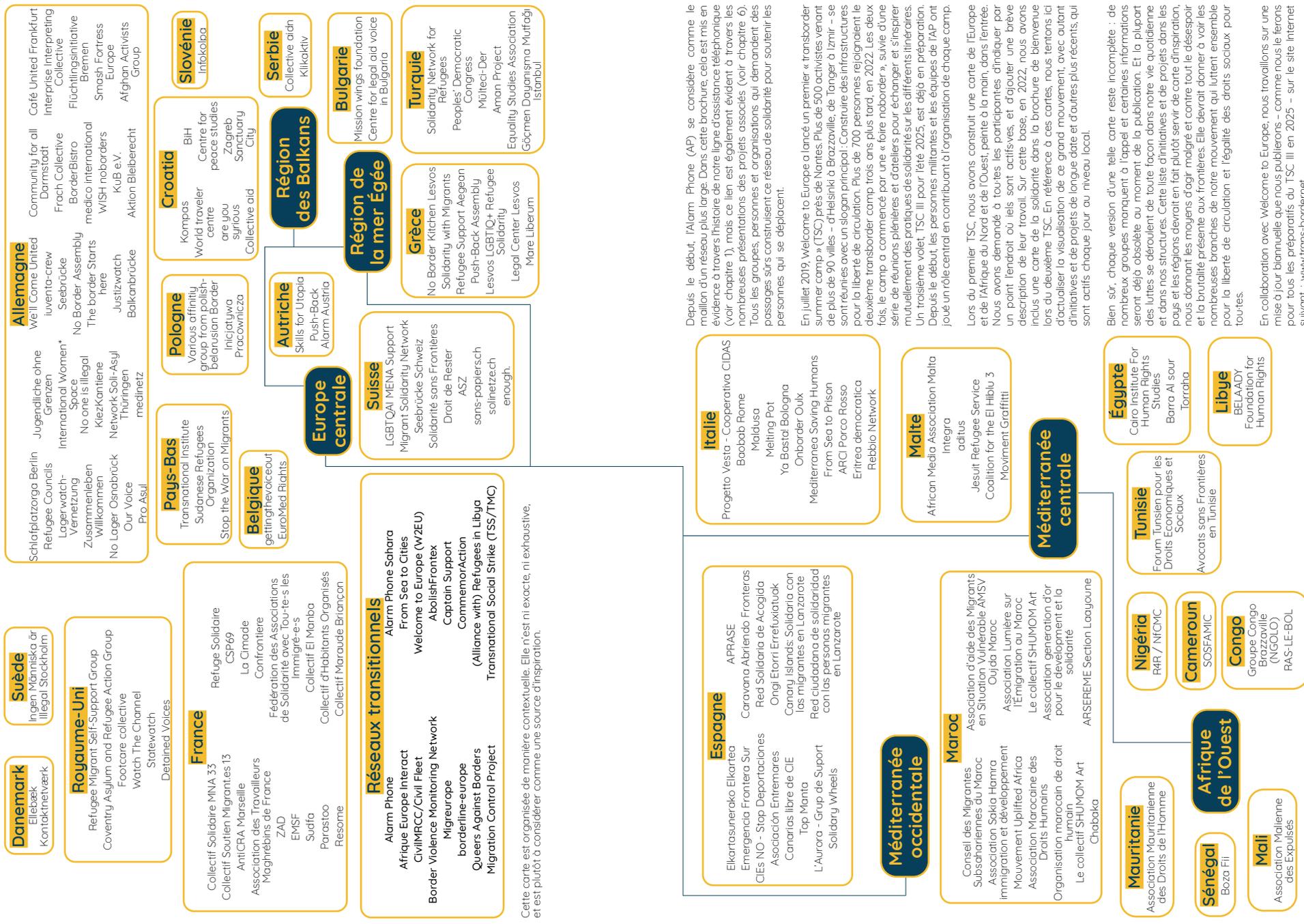
| Oui, nous essayons d'aider les familles et les proches dans des situations difficiles. Par exemple, en Bulgarie, si les personnes recherchent des membres de leur famille, nous travaillons avec des organisations et des groupes bulgares pour savoir où se trouvent les personnes disparues. Nous les aidons

à retrouver leurs proches, à contacter les organisations, à participer aux funérailles ou, à transporter les corps dans leur pays, nous essayons de les aider financièrement en les mettant en contact avec d'autres organisations. Nous essayons de les mettre en contact avec les bonnes autorités ou les bonnes personnes, car les Syriens n'ont aucune idée de la manière dont les choses fonctionnent en Europe. Nous essayons simplement de faire de notre mieux dans chaque situation pour apporter un soutien significatif dans ces moments difficiles.

## L'Alarm Phone et C.R.G. travaillent ensemble depuis de nombreuses années. De quelle manière et quelles sont les expériences que tu en as faite ?

| Nous avons une relation étroite avec l'Alarm Phone et cette collaboration est très importante pour nous. Nous travaillons ensemble depuis le début, depuis 2015, et vous avez eu un rôle très important concernant les appels d'urgence que nous recevons. Cette collaboration a permis de sauver de nombreuses vies. Nous partageons des informations et des contacts et continuons à nous développer ensemble. Nous nous aidons mutuellement et nous nous complétons dans notre travail quotidien.

# Carte indicative de la solidarité pour la liberté de circulation et l'égalité des droits



Cette carte est organisée de manière contextuelle. Elle n'est ni exacte, ni exhaustive, et est plutôt à considérer comme une source d'inspiration.

Depuis le début, l'Alarm Phone (AP) se considère comme le médillon d'un réseau plus large. Dans cette brochure, cela est mis en évidence à travers l'histoire de notre ligne d'assistance téléphonique (voir chapitre 1), mais ce lien est également évident à travers les nombreuses présentations des projets associés (voir chapitre 6). Tous les groupes, personnes et organisations qui demandent des passages sûrs construisent ce réseau de solidarité pour soutenir les personnes qui se déplacent.

En juillet 2019, Welcome to Europe a lancé un premier « transborder summer camp » (TSC) près de Nantes. Plus de 500 activistes venant de plus de 90 villes - d'Helsinki à Brazzaville, de Tanger à Izmir - se sont réunies avec un slogan principal : « Construire des infrastructures pour la liberté de circulation. Plus de 700 personnes rejoignent le deuxième transborder camp trois ans plus tard, en 2022. Les deux séries de réunions plénières et détaillées pour échanger et s'inspirer mutuellement des pratiques de solidarité sur les différents itinéraires. Un troisième volet, TSC III pour l'été 2025, est déjà en préparation. Depuis le début, les personnes militantes et les équipes de l'AP ont joué un rôle central en contribuant à l'organisation de chaque camp.

Lors du premier TSC, nous avons construit une carte de l'Europe et de l'Afrique du Nord et de l'Ouest, peinte à la main, dans l'entrée. Nous avons demandé à toutes les participantes d'indiquer, par un point tendroit où ils, sont actives, et d'ajouter une brève description de leur travail. Sur cette base, en 2022, nous avons inclus une carte de la solidarité dans la brochure de bienvenue lors du deuxième TSC. En référence à ces cartes, nous tentons ici d'actualiser la visualisation de ce grand mouvement, avec autant d'initiatives et de projets de longue date et d'autres plus récents, qui sont actifs chaque jour au niveau local.

Bien sûr, chaque version d'une telle carte reste incomplète : de nombreux groupes manquent à l'appel et certaines informations seront déjà obsolètes au moment de la publication. Et la plupart des luttes se déroulent de toute façon dans notre vie quotidienne et dans nos structures. Cette liste d'initiatives et de projets dans les pays et les régions devrait en fait plutôt servir de carte d'inspiration, nous donnant les moyens d'agir malgré et contre tout le désespoir et la brutalité présente aux frontières. Elle devrait donner à voir les nombreuses branches de notre mouvement qui luttent ensemble pour la liberté de circulation et l'égalité de droits sociaux pour toutes.

En collaboration avec Welcome to Europe, nous travaillerons sur une mise à jour biannuelle que nous publierons - comme nous le ferons pour tous les préparatifs du TSC III en 2025 - sur le site Internet suivant : [www.trans-border.net](http://www.trans-border.net).

Peinture murale à Lampedusa,  
Italie, 2023. - Photo : maldusa.org



**8.**

**La lutte  
continue**



## Nous continuerons aux côtés de l'Alarm Phone parce que...

Les diverses voix d'un réseau transfrontalier de solidarité au quotidien

Depuis 10 ans, fonctionnant jour et nuit ou en restant en veille, l'Alarm Phone a reçu plus de 8 000 appels et contacts avec des bateaux. Permanences après permanences, nous avons pu prendre le pouls des mouvements migratoires et des luttes. Nous sommes devenus les témoins auditifs des difficultés rencontrées et de la mort. Et cela devrait se poursuivre. Quelles sont nos motivations pour continuer et de quelle manière pouvons-nous maintenir notre engagement ?

Nous avons demandé à notre réseau qui se situe dans différentes villes, avec plusieurs équipes et groupes de travail de nous dire au moins une phrase sur les raisons pour lesquelles ils veulent continuer. Voici un collage de citations : elles montrent un éventail de réponses avec des perspectives qui vont de la motivation d'agir de manière solidaire contre le sentiment d'impuissance, au rêve d'un monde avec des frontières ouvertes.

Permanence téléphonique de l'Alarm Phone à Berlin en Allemagne, avril 2024. - Photo : Alarm Phone

## Nous continuerons aux côtés de l'Alarm Phone parce que...

222

... nous voyons quand les autres détournent le regard.

**AP Leipzig**

... cela nous donne l'énergie et la motivation nécessaires pour aider toute personne dans le besoin.

**AP Oujda**

... la lutte contre ces régimes frontaliers violents doit continuer, pour montrer les réalités auxquelles les personnes migrantes sont confrontées chaque jour et soutenir directement les personnes qui voyagent dans des conditions incroyablement difficiles.

**AP Dijon**

... nous avons fait une promesse qui est tout aussi valable aujourd'hui qu'il y a dix ans : Chaque bateau compte !

**AP Zürich**

... nous devons améliorer les conditions de sauvetage pour les personnes migrantes, demandeurs d'asile et réfugiées qui tentent de traverser la Méditerranée à bord d'embarcations de fortune à la recherche d'une vie meilleure.

**AP Tétouan**

... nous avons vu les conséquences meurtrières des tentatives des États pour priver les gens de leur liberté de circuler.

**AP Brighton**

... aujourd'hui plus que jamais, nous voulons détruire toutes les frontières et lutter pour la liberté de mouvement de toutes les personnes sans distinction.

**AP Saint Etienne**

... un autre monde est possible !

**AP Kassel**

... nous aimons faire partie de ce formidable réseau transnational et il est important pour nous de participer à la lutte contre la Forteresse Europe depuis l'endroit où nous sommes.

**AP Bielefeld**

... nous refusons d'ignorer et de nous taire.

**AP Lausanne**

... nous voulons contribuer à ce réseau important pour agir au-delà des frontières contre les frontières.

**AP Berlin**

... de part et d'autre de la Méditerranée, la solidarité est notre meilleure arme.

**AP Rennes**

... Les droits humains doivent être défendus - avec ce grand réseau, nous combattons le régime frontalier européen.

**AP Munich**



223

... la solidarité est la seule tendresse possible dans ce monde de brute.

**AP Toulouse**

... nous sommes - même au bout de 8 ans - non pas fatigués mais heureux-ses et fier-ères de faire partie d'un réseau aussi grand, respectueux et international.

**AP Hambourg**

... tant que le soleil se lèvera, tant que la nuit se couchera de notre côté de la Méditerranée, nous nous battons depuis Marseille pour dessiner un sourire sur notre mer commune et souhaiter la bienvenue ; nous sommes ensemble.

**AP Marseille**

... personne ne devrait avoir à emprunter des routes violentes qui tuent et génèrent tant de souffrance; mais dans la mesure où celles-ci existent, nous continuerons à accompagner celles et ceux qui empruntent ces chemins, et à pointer du doigt et à faire pression sur celles et ceux qui génèrent ce monde hostile.

**AP Catalogne**

... personne ne devrait avoir à emprunter des routes violentes qui tuent et génèrent tant de souffrance; mais dans la mesure où celles-ci existent, nous continuerons à accompagner celles et ceux qui empruntent ces chemins, et à pointer du doigt et à faire pression sur celles et ceux qui génèrent ce monde hostile.

**AP Catalogne**

... nous sommes le plus utile - comme on ne peut pas changer le système - en accompagnant et en soutenant des personnes qui font preuve de beaucoup de courage et de ténacité durant leur voyage.

**AP Central Med Team**



... le réseau est synonyme de solidarité dans les actions quotidiennes et brille donc comme une étoile utopique dans des temps si souvent désespérés.

**AP Frankfurt/Hanau**

... parce qu'il existe un système de visa.

**AP Vienne**

... nous sommes fier-ères de notre approche militante où personne n'est rémunéré et nous pouvons redistribuer l'excédent de notre bilan à des organisations autonomes basée en le Sud.

**AP conseil financier**

... la Forteresse Europe doit encore tomber !

**AP Erlangen**

... nous continuerons jusqu'à ce que tous et toutes puissent traverser les océans en ferry.

**AP Calais**

... nous voyons que notre travail fait la différence et que la solidarité sur les routes est absolument nécessaire et sera cruciale à l'avenir.

**AP Cologne**

... notre équipe vient juste de commencer, et qu'il y a encore des frontières.

**AP Grenoble**



... pour sa force, pour la diversité de ses membres, pour son humilité dans la solidarité pour la liberté de tou·tes !

**AP Bretagne**

... nous croyons que la libération intersectionnelle et la solidarité transnationale sont le seul moyen d'être libre.

**AP Tunis**

... nous croyons en un monde sans frontières.

**AP Londres**

... les frontières tuent et des gens meurent chaque jour en mer à nos portes, nous ne l'accepterons jamais.

**AP Palermo**

... c'est un réseau qui regroupe des militantes et militants engagés pour sauver des vies des personnes migrantes, qui luttent pour la dignité des migrantes et qui promeuvent la liberté de circulation pour tous les êtres humains.

**AP Nouakchott**

... les gouvernements choisissent le racisme au détriment de l'humanité.

**AP Glasgow**

... la solidarité est la plus importante dans des moments comme maintenant.

**AP Bremen**



... nous avons encore de l'espoir.

**AP Copenhague**

...pour obtenir la liberté de circulation, la solidarité et la justice pour les disparus dans les frontières.

**AP Tanger**

... nous sommes engagées dans la lutte pour la liberté de circulation pour tou·tes, et nous avons fait la promesse de ne pas oublier nos frères et sœurs migrant·es qui sont mort·es ou ont disparu et qui demandent que justice soit faite.

**AP Dakar**

... pour mettre fin à la discrimination et à la violence à l'égard des femmes. Tous pour la liberté de circulation ! L'union fait la force ! Le combat continue ! Force à nous !

**Women\*group AP**

... il est puissant de participer à un réseau d'activistes qui s'organise dans la solidarité avec les personnes en mouvements, parce que nous sommes convaincu·es de l'égale dignité des vies et de l'absurdité du régime meurtrier et raciste des frontières, parce que nous voulons plus que jamais la liberté de circulation pour toustes.

**AP Paris**

... nous continuerons à lutter pour le droit de chacun à se déplacer et à arriver en vie ; personne ne devrait être laissé seul.

**AP Aegean Team**



Une flotte de Zuwara au port de Lampedusa en Italie, octobre 2023. - Photo : maldusa.org





10 ANOS  
ITARAJAL!

VERGILITAZA

ILINOI  
IFRON.  
TERAS!!

UNION  
POUR  
FORCE

لا يوجد  
قانونين

PAS DE PAIX  
SANS JUSTICE

Racism

TSINA  
FRONTES

Commémoration à Ceuta, enclave espagnole à la frontière du Maroc, 2024. - Photo: Amélie Janda

# Un grand merci à vous tou·tes

... avec qui nous avons été en contact et avec qui nous avons pu compter au cours de ces 10 dernières années !

... qui nous avez soutenu·es sur le plan opérationnel, matériel ou psychologique, qui avez partagé notre travail et qui avez fait des dons

232 C'est uniquement grâce à vous que nous avons pu construire et développer ce grand réseau de solidarité !



Crédit : Alarm Phone

## Merci de penser à faire un don pour que nous puissions poursuivre ce travail de solidarité

## Possibilités de faire des dons

En Allemagne via l'association Forschungsgesellschaft Flucht & Migration e.V, Berlin

IBAN : DE68 10050000 0610024264

BIC : BELADEBEXXX

Objet du virement : Watchthemed Alarm Phone

Pour obtenir une attestation de don, contactez-nous à cette adresse :  
wtm-alarm-phone@antira.info

En Suisse via Verein Watch The Med Alarmphone Schweiz, 8000 Zurich

**Dons en EUR**

IBAN : CH75 0900 0000 1571 0940 5

BIC : POFICHBEXXX

Banque : PostFinance AG, 3030 Bern

**Dons en CHF**

IBAN : CH21 0900 0000 6117 2503 0

BIC : POFICHBEXXX

Banque : PostFinance AG, 3030 Bern

PayPal



TWINT



Les attestations de don provenant de Suisse sont envoyées chaque année en janvier. Pour plus d'informations ou toute question, contactez-nous à l'adresse suivante : finances@alarmphone.ch

En France via Alarmphone Solidarité, 13004 Marseille

IBAN : FR76 1027 8090 7800 0204 5570 130

BIC : CMCIFR2A

Les attestations de don sont envoyées automatiquement après réception du paiement.

Manifestation de réfugiés en Libye à Genève en Suisse, décembre 2022. - Photo : Alliance avec Réfugiés in Libya



Refugees in Libya demand:  
**EVACUATION | JUSTICE | SAFETY**

مطالب اللاجئين في ليبيا:  
إجلاء آمن | عدالة | أمان



**UNFAIR**  
The UN Refusal Agency

Alarme Phone Sahara assiste les familles nigériennes expulsées d'Algérie, décembre 2023. - Photo : Alarme Phone Sahara



# Glossaire

## ACCORD UE-TURQUIE

Cet accord est entré en vigueur le 20 mars 2016. Il stipule que toutes les « migrant-es en situation irrégulière » arrivés-es en Grèce à partir de cette date doivent être renvoyés-es en Turquie. Cela n'a pas été le cas, mais les refoulements vers la Turquie sont encore réguliers et les manœuvres d'interception ont également augmenté.

## AIS

Automatic Identification System ou Système d'identification automatique (SIA) est un système d'échanges automatisés permettant de surveiller le trafic maritime. Les navires sont localisés par satellite ou à terre.

## BOZA

« Victoire » en langue bambara. C'est le cri des migrant-es ouest-africain-es lorsqu'ils atteignent l'Europe.

## ESPACE SCHENGEN

Zone des pays européens ayant une politique commune en matière de visas et n'effectuant pas de contrôles généraux à leurs frontières communes. Des contrôles ponctuels sont néanmoins effectués et, plus récemment, les contrôles aux frontières ont été réintroduits.

## FRONTEX

Agence de gestion des frontières extérieures de l'UE, fondée en 2004 et basée à Varsovie. Ses tâches principales sont la coordination des politiques frontalières nationales et la « protection » des frontières de l'UE contre l'immigration irrégulière. Symbole et bras armé de l'Europe forteresse.

## « GARDE-CÔTIÈRE LIBYENNE »

Cette expression décrit le soutien qu'offre l'UE aux soi-disant garde-côtes libyens. Des milices libyennes effectuent régulièrement des refoulements inversés vers la Libye. Elles ont été accusées d'avoir à plusieurs reprises violé le droit maritime et le droit international.

## HARRAGA

« Ceux-Celles qui brûlent [les frontières] » en langue arabe. C'est ainsi que se désignent les migrant-es nord-africain-es qui traversent la Méditerranée par bateau et sans visa.

## HOTSPOT

Centres d'enregistrements des migrant-es, déployés par des équipes mobiles → Frontex sur certains sites aux frontières de l'UE, afin de faciliter les contrôles d'identification et d'accélérer les déportations. Le premier hotspot a été ouvert le 17 septembre 2015 sur l'île de Lampedusa, un autre en octobre 2015 à Moria, sur l'île de Lesbos.

## INTERCEPTION

Arrêt des migrant·es en mer au sein du territoire d'un État qu'ils ont quitté et où ils sont contraint·es de retourner par la police des frontières concernée. À ne pas confondre avec un sauvetage ou une → opération SAR.

## NUMÉRO IMO

Numéro de l'Organisation maritime internationale. Nombre de sept chiffres permettant d'identifier le nom du navire et de la compagnie maritime.

## MARE NOSTRUM

Opération aérienne et navale de la marine italienne visant à mener des → opérations SAR à grande échelle en Méditerranée centrale et qui fut en mesure, durant l'année 2013/14, de secourir près de 150 000 migrant·es.

## MRCC (parfois RCC ou JTCC)

Centre de coordination des secours en mer. Organisme principale de recherche et de sauvetage, responsable de la coordination et du contrôle des → opérations SAR.

## OIM (en anglais IOM)

Organisation internationale pour les migrations, fondée en 1951. Cette organisation intergouvernementale pour la gestion des migrations coopère étroitement avec les gouvernements (principalement occidentaux), notamment en matière de « retour volontaire » des personnes migrantes vers leur pays d'origine.

## OPÉRATION/ZONE SAR (« Search And Rescue »)

Opération de recherche et de sauvetage. La Méditerranée est divisée en zones SAR nationales. Si un bateau se trouve en détresse, le → MRCC concerné est obligé de lancer une opération SAR afin de sauver ce bateau.

## PULL-BACK

Refoulement illégal de migrant·es en mer vers le pays de départ ; à la différence du → push-back, le pull-back ou « refoulement inversé » est effectué par les autorités du pays de départ - généralement avec le consentement des autorités du pays de destination.

## PUSH-BACK

Refoulement illégal de migrant·es en mer vers les eaux internationales ou vers le pays de départ, effectué par les autorités du pays de destination. Les migrant·es sont dans ce cas privé·es du droit de demander l'asile. Voir également → pull-back.

## THEMIS

Opération conjointe de sécurité aux frontières menée par → Frontex et le ministère italien de l'Intérieur. Commencée en février 2018, elle fait suite à la précédente opération Triton. Sa tâche principale est le contrôle des frontières, le sauvetage reste secondaire

## THURAYA

Fournisseur de téléphone satellite des Émirats Arabes Unis, ce mot désigne également le téléphone satellite lui-même. Sa couverture s'étend sur l'ensemble de la mer Méditerranée.

## SARCHIVE

Archives de recherche et de sauvetage qui documentent les activités et les développements en matière de recherche et de sauvetage dans la région de la Méditerranée centrale, gérées par le MRCC civil.

## SAR ACTOR ou « ACTEUR SAR »

Acteur qui se livre à des activités de recherche et de sauvetage.

## WATCH THE MED

Plate-forme de documentation et de cartographie en ligne visant à surveiller les décès et les violations des droits des migrant·es aux frontières maritimes de l'UE, lancée le 5 décembre 2013 dans le cadre de la campagne Boats4people : <http://watchthemed.net>

## ZODIAC

Terme couramment employé pour désigner un bateau pneumatique à moteur. L'entreprise française Zodiac est le principal producteur de ce type de bateau, souvent utilisé pour traverser la Méditerranée.

Action contre Frontex à Zarzis, en Tunisie, avril 2018. - Photo : Alarm Phone





Stand d'information sur l'Alarm Phone à "Unite", un festival antifasciste à Kochareal à Zurich en Suisse, août 2019. - Photo : Alarm Phone

## Mentions légales

### Équipe éditoriale

Marion Bayer, Lisa Gross, Conni Gunsser, Hagen Kopp, Kiri Santer, Sarah Slan, Maurice Stierl

### Traduction en français

[www.buerozwei.berlin](http://www.buerozwei.berlin)

### Cartes et graphiques

Osama Abdullah, Sophie-Anne Bisiaux, Lorenz Naegeli, Balz Oertli

### Impression

Druckerei Imprinta  
Obertshausen-Hausen

### Contact

Si vous avez connaissance d'une situation d'urgence ou d'un cas de détresse en mer Méditerranée, appelez directement le numéro de l'Alarm Phone au : +334 86 51 71 61

Si vous souhaitez nous contacter pour un entretien ou un reportage :  
[media@alarmphone.org](mailto:media@alarmphone.org)

Si vous souhaitez soutenir notre travail ou pour toute question d'ordre général :  
[wtm-alarm-phone@antira.info](mailto:wtm-alarm-phone@antira.info)

Si vous souhaitez soutenir notre travail en faisant un don :  
[finances@alarmphone.ch](mailto:finances@alarmphone.ch)

Restez informé-e de notre travail et de nos actualités ici :

[www.alarmphone.org](http://www.alarmphone.org)

[www.watchthemed.net](http://www.watchthemed.net)

[www.aeg.bordercrimes.net](http://www.aeg.bordercrimes.net)

[www.facebook.com/watchthemed.alarmphone](https://www.facebook.com/watchthemed.alarmphone)

[www.twitter.com/alarm\\_phone](https://www.twitter.com/alarm_phone)

Imprimé en septembre 2024

A night photograph of a canal in Amsterdam. A bridge spans across the canal, and a glowing banner with the text "FREEDOM OF MOVEMENT FOR ALL" is attached to it. The banner is illuminated from within, casting a bright white glow. The canal water in the foreground is dark, with numerous small, shimmering reflections of light from the banner and the surrounding city lights. In the background, the silhouettes of buildings and street lamps are visible against the dark night sky. A small sign with the number "6" is visible on the right side of the bridge.

FREEDOM OF MOVEMENT FOR ALL

Bannière lumineuse lors d'une action Alarm Phone à Amsterdam aux Pays-Bas, décembre 2022. - Photo : Amélie Janda



CommémorAction à Zarzis en Tunisie, 2022. - Photo : Alarm Phone



En octobre 2024, l'Alarm Phone aura dix ans. Depuis sa création, nous nous sommes relayé-es pendant 3 650 jours et nuits. Au cours de ces permanences téléphoniques, nous avons été alerté-es par plus de 8 000 bateaux provenant de tous les coins de la Méditerranée, de l'Atlantique ou de la Manche, directement par des personnes en déplacement ou bien par leurs parents et ami-es.

Pour ce dixième anniversaire, nous publions ce livre. Nous y partageons des articles, des analyses, des entretiens et des poèmes. Nous expliquons comment l'Alarm Phone a vu le jour et comment il s'est développé. Nous racontons les luttes contre la criminalisation et les luttes pour la mémoire sous la forme de CommémorActions, aux côtés des familles et des ami-es des disparu-es. Nous présentons des projets proches de notre réseau et montrons des cartes, des graphiques et des photos. Ensemble, ces fragments parlent de notre perspective commune : nous voulons poursuivre notre solidarité sur les routes, et construire et étendre les infrastructures pour la liberté de circulation.

Aucune frontière n'est éternelle. La solidarité l'emportera !

